

DÉBATS  
DE LA  
LÉGISLATURE  
DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

---

DEUXIÈME SESSION DU SIXIÈME PARLEMENT DE LA PROVINCE DE  
QUÉBEC, OUVERTE LE 15 MAI ET CLOSE LE 12 JUILLET 1888.

---

*Publiés sous les auspices de la Législature de la province de Québec*

PAR  
ALPHONSE DESJARDINS

---

DIXIÈME ANNÉE — 10<sup>me</sup> VOLUME

---



QUÉBEC  
DE L'IMPRIMERIE DE L.-J. DEMERS & FRÈRE  
*Éditeurs-propriétaires du "Canadien"*

---

1888

328,714

'02

Q3

1888

Est

QC

Cell. Spe.

Le présent volume complète la première décade de l'existence des *Débats*. Dix ans ! C'est toute une carrière pour nos publications canadiennes d'un caractère tout particulier comme celle-ci. Fondés en 1879, avec la ferme détermination de faire leur chemin et de vivre quand même, pourvu que leur utilité fut chose admise, les *Débats* ont lutté contre les chances adverses avec courage et persévérance.

Les débuts ont été orageux et remplis d'écueils. Le sympathique encouragement des hommes publics de toutes les nuances politiques, de même que l'appui toujours si généreux que mes confrères de la presse n'ont pas cessé de m'accorder, voilà le secret de ces dix années de laborieuse existence.

Quelque courte que soit cette période, combien, cependant, ne s'est-il pas accumulé de matériaux précieux pour l'histoire de notre chère province ! Les *Débats*, avec leurs quatorze mille pages environ de discours parlementaires, sont heureux de dire qu'ils fourniront leur large part de renseignements à

l'historien, qui cherchera la cause des événements dont nous avons été les témoins.

A tous ceux qui ont bien voulu m'aider dans une œuvre aussi nouvelle, pour les efforts d'un simple particulier, que difficile à mener à bonne fin, à la presse française et anglaise j'offre mes plus sincères sentiments de reconnaissance à l'occasion de la clôture de cette première décade. Qu'ils me permettent d'exprimer l'espoir que leur précieux concours ne me fera pas défaut à l'avenir.

Je sollicite vivement les sympathies de tous, l'expérience m'ayant prouvé qu'elles sont un puissant motif d'encouragement dans l'exécution d'un travail aussi considérable.

Les règles de la plus stricte impartialité continueront d'être scrupuleusement observées à l'avenir comme par le passé. Les *Débats* enregistrent ce qui se dit dans l'enceinte législative, mais ils n'ont pas de préférence pour personne. C'est là leur principal mérite, et pour rien au monde, ils ne voudraient changer une ligne de conduite qui seule peut assurer leur existence.

**Alphonse DESJARDINS.**

Septembre, 1888.



OUVERTURE  
DE LA  
SESSION LÉGISLATIVE  
DE 1888.

---

**DISCOURS**

PRONONCÉ PAR SON HONNEUR LE LIEUTENANT GOUVERNEUR

**L'HONORABLE AUGUSTE REAL ANGERS,**

A L'OUVERTURE DE LA SESSION LÉGISLATIVE, LE 15 MAI 1888.

---

*Palais législatif, Québec, mardi, le 15 mai 1888.*

Mardi, le quinzième jour du mois de mai, dans la cinquante et unième année du règne de Notre-Souveraine Dame Victoria, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, protectrice de la Foi, à la deuxième session du sixième parlement provincial de Québec, telle que continuée par diverses prorogations jusqu'à ce jour.

A trois heures de l'après-midi, Son Honneur l'honorable Auguste Réal Angers, lieutenant-gouverneur de la province de Québec, entre dans la salle des délibérations du Conseil législatif.

Le lieutenant gouverneur est accompagné des membres du cabinet provincial et de plusieurs officiers de la milice de la capitale.

Un auditoire nombreux et distingué assiste à la solennité de l'ouverture de la session.

Le lieutenant gouverneur s'étant placé sur le trône, les membres de l'Assemblée législative sont invités comme suit :

L'honorable M. **Boucher de LaBruère**—*conseiller pour Rougemont, président du Conseil législatif*.—Gentilhomme huissier de la verge noire, rendez-vous à la chambre de l'Assemblée législative, et informez cette Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur qu'elle se rende immédiatement auprès de lui dans la salle du Conseil législatif.

L'Assemblée législative se rend à cette invitation.

Le lieutenant gouverneur prononce alors le discours suivant :

*Honorables Messieurs du Conseil législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée législative.*

Appelé par la confiance de ma souveraine à prendre part, comme chef de l'Exécutif, au gouvernement de ma province natale, je viens avec le plus grand plaisir vous inviter à commencer les travaux de la seconde session de la sixième législature de cette province. Ces travaux, quoique peu nombreux, sont importants, et je n'ai pas de doute que vous les exécuterez avec honneur pour vous et avantage pour le pays que vous représentez. Tout en regrettant avec

moi les circonstances incontrôlables qui ont retardé la convocation de cette Législature, vous serez heureux d'apprendre que l'intention de mon gouvernement est de vous réunir de bonne heure, l'hiver prochain.

L'emprunt autorisé l'an dernier a été négocié avec une puissante institution française, dans des conditions particulièrement avantageuses.

La conférence interprovinciale, dont vous avez sanctionné la convocation, a réuni, dans l'ancienne capitale, les représentants autorisés des cinq plus grandes provinces de la confédération canadienne ; et vous serez invités à approuver les résolutions de cette conférence, qui l'ont été déjà par les assemblées législatives d'Ontario, de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, et de Manitoba, et qui sont destinées dans la pensée de leurs auteurs, à garantir et assurer l'autonomie et la prospérité des provinces.

Vous serez heureux d'apprendre qu'il y aura cette année un excédent considérable de recettes sur les dépenses ; et j'ai raison d'espérer que, grâce à une administration prudente et économe des deniers publics, il n'y aura plus de déficits à l'avenir.

Les procès intentés il y a quelques années, pour recouvrer des corporations commerciales, la taxe imposée en 1882, ont été terminés avec succès en Angleterre ; et la rentrée des arrérages, faite avec célérité, a mis dans la caisse provinciale des sommes considérables. L'application de la loi actuelle présente quelques difficultés que des amendements feront disparaître, en attendant que le rajustement du subside fédéral permette à mon gouvernement de considérer l'opportunité d'abroger cette loi.

La mise en force de nouveaux règlements relatifs à l'administration des terres de la couronne a déjà donné des résultats satisfaisants, en augmentant le revenu du trésor et en assurant plus de crédit au commerce de bois ; et certaines poursuites intentées depuis quelque temps, devront faire cesser les fraudes regrettables qui ont, durant ces dernières années, détourné de leurs fins légitimes, les argents destinés à la colonisation.

L'œuvre de la codification de nos statuts commencée en 1876, est enfin terminée et les statuts revisés de la province auront force de loi le premier juillet, jour anniversaire de la Confédération.

Les travaux de trois commissions royales vous seront soumis incessamment ; l'une de ces commissions, créée en 1885, avait rapport au chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa & Occidental ; et les deux autres, nommées en 1887, se sont occupées, l'une, des asiles d'aliénés et des lois qui les régissent ; l'autre des moyens à prendre pour améliorer nos institutions agricoles et notre système de culture. J'attire spécialement votre attention sur les rapports de ces commissions et sur les projets de loi qui vous seront soumis en conséquence.

La loi de la dernière session créant un ministère spécial d'agriculture et de colonisation, a été mise en force et l'organisation de ce département important devra donner une impulsion vigoureuse et nouvelle au progrès des deux grandes causes nationales par excellence ; pour assurer davantage ce progrès vous serez invités à voter des sommes plus considérables que d'habitude en faveur de l'agriculture et de la colonisation.

Les lois de la procédure civile demandent des amendements. Il faut diminuer le coût et la longueur des procès, et mon gouvernement a cru devoir consulter, à ce sujet, les juges et autres personnes, capables de l'éclairer. Les avis qui ont été recueillis vous seront soumis, en même temps qu'un projet de loi ayant pour objet de simplifier et accélérer certaines procédures ; et vous serez appelés à considérer l'opportunité de créer une commission de juges, d'avocats et d'hommes pratiques, en dehors des professions, chargée de suggérer les modifications nécessaires aux lois de notre procédure civile.

Mon gouvernement ayant pressé le règlement définitif de la question du fonds des écoles qui est commun entre les deux provinces de Québec et d'Ontario, a reçu en acompte un paiement de cent mille piastres, et vous serez appelés à autoriser la nomination d'arbitres, à l'instar de la législature de la province sœur, afin de hâter le règlement final de cette question et de nous mettre le plus tôt possible en possession de ce qui peut nous revenir de ce chef.

La politique de la construction des ponts en fer, inaugurée à la dernière session a été accueillie avec tant de faveurs par les autorités municipales et les citoyens en général, qu'il sera nécessaire d'accorder cette année un octroi plus élevé, afin de développer davantage cette politique nouvelle.

Je suis heureux de vous informer que la question des " Biens des Jésuites, " pendante depuis si longtemps entre les autorités religieuses et civiles, et qui a créé tant de malaise dans ce pays, recevra bientôt une solution favorable et satisfaisante pour tous les intéressés, et que mon gouvernement espère soumettre à votre approbation, pen-

dant cette session même, un règlement à ce sujet. Les obstacles qui empêchaient la vente du terrain de l'ancien collège des Pères Jésuites, situé en cette ville, ont disparu le principe de la restitution en nature est abandonné par qui de droit, et il ne reste plus qu'à fixer à l'amiable, le chiffre de la compensation à être accordée. A l'occasion du règlement de cette délicate question, certaines institutions d'éducation protestantes recevront une allocation raisonnable, proportionnée à l'importance numérique de la minorité, en cette province.

Mon gouvernement, désirant seconder les efforts que font les autorités religieuses et les sociétés de tempérance désire vous soumettre pendant cette session, des amendements à la loi des licences propres à rendre l'octroi des licences plus difficile, et la punition des délinquants, plus facile.

*Messieurs de l'Assemblée législative,*

Les comptes publics pour l'année financière 1886-87 vont être distribués incessamment, et le budget des dépenses de l'année prochaine (1888-89), préparé avec toute l'économie possible, vous sera soumis dans quelques jours.

*Honorables Messieurs du Conseil législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée législative,*

La politique nouvelle de chemins de fer, inaugurée en 1882 et modifiée en 1886, a fait naître des besoins impérieux qui ne sauraient être ignorés plus longtemps, sans mettre en danger de grands intérêts que la province doit

protéger, en accordant de nouveaux octrois à des entreprises négligées jusqu'à ce jour.

Les circonstances semblent favorables à la conversion des obligations anciennes de la province, en des obligations nouvelles, portant un intérêt moins élevé. Vous serez invités à faire une étude spéciale de cette importante question dont la solution pourrait diminuer considérablement les dépenses annuelles et permettre au gouvernement d'accorder des octrois plus élevés à l'instruction publique, à l'agriculture et à la colonisation.

Je laisse à votre patriotisme et à votre intelligence la garde des graves intérêts que vous avez à protéger, et je prie Dieu de vous guider dans l'examen de ces grands projets et de bénir les efforts que vous ferez pour les réaliser.

L'Assemblée législative s'étant retirée, la séance d'ouverture est levée.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

---

*Séance du mardi, le 15 mai 1888.*

SOMMAIRE :— Admission des nouveaux députés élus pendant la vacance.—Dépôt, par l'honorable M. Mercier, d'un projet de loi concernant l'administration du serment d'office.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à quatre heures et cinquante minutes.

Les députés dont les noms suivent, élus pendant la vacance, sont présentés à la Chambre, et prennent séance :

M. Rochon, député du district électoral d'Ottawa, en remplacement de M. Cormier, dont l'élection a été invalidée.

M. Goyette, député du district électoral de Laprairie, en remplacement de M. Charlebois, décédé.

M. Champagne, député du district électoral d'Hochelaga, en remplacement de M. Villeneuve, dont l'élection a été invalidée.

M. Legris, député du district électoral de Maskinongé, en remplacement de M. Caron, dont l'élection a été invalidée.

M. le président donne à la Chambre communication de l'avis qui lui a été transmis du décès de M. Brassard, député de Shefford, et de M. Saint-Hilaire, député de Chicoutimi et Saguenay.

M. le président donne ensuite lecture du discours prononcé à l'ouverture de la session par Son Honneur le lieutenant gouverneur.



DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative, un projet de loi concernant l'administration du serment d'office.

Ce projet de loi est adopté en première délibération *pro formâ*.

Sur proposition de l'honorable M. Mercier, il est ordonné que le discours de Son Honneur le lieutenant gouverneur aux deux Chambres de la Législature provinciale, soit pris en considération demain.

DÉCÈS DE MM. CHARLEBOIS, BRASSARD ET SAINT-HILAIRE.

PROPOSITION D'AJOURNEMENT.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—Je propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

En faisant cette proposition, M. le président, je désire rappeler à mes honorables collègues que depuis la dernière session trois de nos collègues sont disparus, enlevés par la mort.

M. Charlebois, ancien député de Laprairie, M. Brassard, ancien député de Shefford et M. Saint-Hilaire, ancien député de Chicoutimi et Saguenay, dont les restes mortels viennent à peine de prendre le chemin de la paroisse qu'il a tant aimée, étaient tous trois assez avantageusement connus de la députation.

*Nihil de mortuis, nisi bonum.* On ne doit dire que du bien des morts, suivant le proverbe latin.

M. Charlebois était une ancienne figure de cette Chambre que nous aimions toujours à revoir. Député depuis un grand nombre d'années, il avait su acquérir l'estime de tous ceux qui ont été ses collègues.

Bien que je n'aie pas toujours partagé les opinions de M. Charlebois, j'ai toujours eu du respect pour son caractère et de la considération pour ses vertus sociales ; c'était un excellent citoyen, qui a défendu son parti avec fidélité.

L'ancien député de Shefford, élu en 1886, n'avait siégé avec nous que pendant une seule session, lorsque la mort l'a frappé, mais nous avons tous appris à le connaître comme un bon collègue, un homme aimable, intelligent, qui faisait honneur à sa profession, à sa race, à la Législature.

M. Saint-Hilaire vient de disparaître ; le cercueil qui renferme ses restes vient à peine de quitter cette ville, il n'est pas encore rendu sur les rives du grand lac St-Jean qu'il a tant aimées et pour lesquelles il a tant travaillé. Je puis bien raconter ici ce fait intime que sa mort a été la suite de son dévouement de député ; voulant consulter ses électeurs sur une question qui les intéresse à un haut degré, le partage du comté, il a fait le tour de cette région, qui est un vrai royaume, dans une saison trop rigoureuse, et c'est là qu'il a contracté la maladie qui a amené sa mort prématurée. En face de ces trois tombes, je me sens porté à dire que nos luttes politiques sont bien stériles, puisque, divisés pendant la vie, nous devons être unis et n'avoir qu'un seul sentiment dans la mort. Nos regrettés collègues avaient leurs chefs, leurs amis, leurs adversaires ; mais aujourd'hui tout cela disparaît ; nos sympathies s'unissent, nous sommes entraînés à faire leur éloge. Nous sommes bien peu de chose en face de la mort !

Comme je désire que cette proposition d'ajournement soit considérée comme une marque de deuil à l'occasion

du décès de nos trois anciens collègues, je prierai l'honorable chef de l'opposition de bien vouloir l'appuyer.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—M. le président, je me rends volontiers à la demande de l'honorable premier ministre d'appuyer la proposition d'ajournement qu'il vient de vous remettre.

Les éloquentes paroles que l'honorable premier ministre vient de prononcer à l'adresse de nos collègues défunts rendent bien les sentiments que leur mort ont fait naître dans nos cœurs.

M. Charlebois, le premier en date, était pour nous un collègue précieux, un ami sûr et dévoué, un conseiller sage et prudent. Nous avons appris à le connaître et à l'estimer. Son dévouement et son esprit de justice laissent parmi nous de vifs souvenirs.

Quant à M. Brassard, son passage au milieu de nous a été de trop courte durée pour nous permettre de le juger aussi bien que si nous avions eu l'avantage de le compter plus longtemps au nombre de nos collègues: Cependant ceux qui l'ont bien connu disent beaucoup de bien de lui.

M. Saint-Hilaire était député depuis plusieurs années déjà, et tous nous pouvons témoigner de son dévouement pour les intérêts de la région qu'il représentait dans cette Chambre.

L'honorable M. **McShane**—*député de Montréal-centre*. M. le président, je désire ajouter un mot aux éloges qui viennent d'être faites des députés qui, depuis la dernière session, nous ont laissés pour un monde meilleur.

J'ai eu l'avantage de connaître M. Charlebois surtout comme homme d'affaire et je puis dire qu'on ne pouvait trouver un citoyen plus honnête, plus intègre et plus loyal que ne l'était l'ancien député de Laprairie.

M. Brassard était le type de l'honnête homme, dévoué à son parti et à son comté. Je puis en dire autant de feu M. Saint-Hilaire, l'ancien représentant de Chicoutimi et Saguenay. Pendant que j'ai eu l'honneur de présider à l'administration du département de l'agriculture et des travaux publics, je puis témoigner publiquement en sa faveur, et rendre le plus bel hommage que puisse ambitionner un représentant du peuple, c'est-à-dire qu'il ne m'a pas été donné de voir un député plus dévoué à ses électeurs et plus empressé à promouvoir leurs intérêts que ne l'était feu M. Saint-Hilaire.

**M. Faucher de Saint-Maurice** — *député de Bellechasse*.—M. le président, je joins ma voix à celles qui se sont fait entendre avant moi pour déplorer la perte que la députation a faite par le décès de MM. Charlebois, Brassard et Saint-Hilaire, tous trois nos collègues. Qu'il me soit permis de venir déposer une fleur sur ces tombes qui renferment les dépouilles mortelles de citoyens dévoués à leur patrie.

M. Charlebois était le type du soldat dévoué à son parti, fidèle au drapeau qui symbolisait ses convictions politiques. M. Brassard, cœur généreux, ne connaissait qu'une voie, celle de l'honneur. Quant à M. Saint-Hilaire, des titres plus chers m'unissaient à lui. En présence de sa tombe je ne me rappelle plus l'homme politique, mais le compagnon de luttes d'un autre genre. M. Saint-Hilaire a été mon confrère de classe et là j'ai appris à le connaître et à l'estimer.

L'honorable premier ministre a rappelé que la mort nous réunit tous. C'est vrai. Mais puisque la vie, c'est la lutte, bataillons pendant que nous vivons, mais tout en nous souvenant dans nos combats du but élevé qui doit nous inspirer.

L'honorable M. **Mercier**.—Je crois être l'interprète de tous les membres de cette Chambre en émettant l'idée de payer à ceux qui représentent feu M. Saint-Hilaire

l'indemnité à laquelle il aurait eu droit s'il eut fait la session avec nous. Il s'était rendu à Québec expressément pour la session, et c'est ici que la maladie l'a pris et l'a conduit au tombeau.

L'honorable M. **Taillon.**— La somme nécessaire pourra être inscrite dans le budget.

L'honorable M. **Mercier.**— Très bien.

La proposition d'ajournement est adoptée.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE. .

---

*Séance du mercredi, le 16 mai 1888.*

SOMMAIRE :—Délibération sur le projet d'adresse en réponse au discours du trône : MM. Rochon, Legris, Taillon, Mercier et Blanchet.—Adoption définitive de l'adresse.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et vingt minutes.

DÉLIBÉRATION SUR LE PROJET D'ADRESSE EN RÉPONSE AU  
DISCOURS DU TRÔNE.

L'ordre du jour appelle la délibération sur le projet d'adresse en réponse au discours du trône.

**M. Rochon**—*député d'Ottawa*. — M. le président, en me levant pour proposer l'adoption de l'adresse en réponse au discours du trône, je demande l'indulgence de la Chambre pour mon inexpérience parlementaire, et surtout pour mon inhabilité d'exposer d'une manière digne et convenable la politique du gouvernement. Mais M. le président, cette politique est si bien développée dans le magnifique discours qu'a prononcé Son Honneur le lieutenant gouverneur, que j'ai fait taire mes hésitations en songeant qu'après un tel discours ma tâche serait relativement facile.

Depuis la dernière session, la province a vu avec regret disparaître de la scène publique l'honorable M. Masson, ci-devant chef de l'exécutif dans cette province. M. Masson, dans ces hautes et importantes fonctions, n'a pas cessé de posséder l'estime et l'entière confiance de tous ses concitoyens. Sa longue expérience des affaires publiques en faisait un lieutenant gouverneur digne de figurer au premier rang parmi ceux qui ont occupé ce poste distingué. Si

la province a perdu, par la démission de M. Masson, un homme qui emportait avec lui les regrets universels, elle a été heureuse de saluer un citoyen non moins distingué dans la personne de celui qui lui a été donné pour successeur. Son Honneur le lieutenant gouverneur possède sinon les sympathies, du moins la confiance de toute la province en général.

M. le président, le discours du trône nous parle du retard apporté à la convocation des Chambres. Les causes de ce retard sont connues de la députation. Parmi ces causes, je ne crois pas me tromper beaucoup en disant que la principale est la maladie de l'honorable premier ministre ; secondement, les négociations relatives à l'emprunt de trois millions et demie, autorisé à la dernière session, et en troisième lieu, les élections qui ont dû être faites pour remplir les vacances créées depuis la session de 1887.

Le premier paragraphe du discours du trône dit que " l'emprunt autorisé l'an dernier a été négocié avec une puissante institution française, dans des conditions particulièrement avantageuses. "

En effet, cet emprunt a été lancé sur le marché à un intérêt de quatre par cent et il a été placé à des conditions avantageuses pour la province. Les bons du gouvernement ont été pris à 99 par cent portant quatre par cent d'intérêt par année, tandis que l'emprunt de 1880, négocié par M. Chapleau, bien qu'il portât un intérêt de quatre et demi par cent, soit un demi par cent de plus que celui de cette année, néanmoins arapporté moins au trésor public, que celui-ci. En 1880 l'emprunt a rapporté une somme de huit piastres et vingt-sept centins par cent de moins que celui négocié par le gouvernement actuel.

Je crois que si cet emprunt a pu être placé d'une manière aussi avantageuse, c'est dû au soin que le gouvernement a apporté à l'administration des affaires en général, et je suis

convaincu que la Chambre sera unanime à reconnaître l'habileté dont le gouvernement a fait preuve dans ces difficiles négociations.

Le second paragraphe a trait à la conférence interprovinciale. Je vois par le discours du trône prononcé à l'ouverture de la dernière session, que le gouvernement alors se proposait d'inviter les autres provinces à envoyer ici des délégués chargés d'étudier ensemble les questions pouvant les intéresser. Cette conférence s'est réunie l'automne dernier dans cette ville même. Les cinq plus grandes provinces de la Confédération y étaient représentées. On sait aussi que la sixième devait être représentée également, mais par une influence occulte et mystérieuse, ceux qui devaient se rendre à Québec, ne sont pas venus. Quant à la septième province, après avoir refusé ou négligé de prendre part aux travaux de cette conférence, son gouvernement a dû depuis, reconnaître implicitement avoir commis une faute, puisque nous voyons aujourd'hui son représentant se rendre à Ottawa pour solliciter des autorités fédérales ce qui est demandé dans les résolutions de la conférence. De plus, à l'Ile du Prince-Edouard, à laquelle je viens de faire allusion, l'une des branches de la Législature, le Conseil législatif a blâmé le gouvernement de cette province de ne pas s'être fait représenter à la conférence qui a siégé à Québec, l'automne dernier.

Quelles sont les résolutions qui ont été passées ? Je ne me propose pas d'étudier maintenant chacune de ces résolutions, ce travail sera fait plus tard, lorsque nous serons appelés à les adopter. Mais en attendant, qu'il me soit permis de toucher légèrement à quelque-unes d'entre elles, afin de faire voir que le gouvernement n'a pas failli à cette partie de son programme où il promet de faire toujours tout en son pouvoir pour protéger l'autonomie de la province.



Dans l'une de ces résolutions, il est question de la composition du Sénat. On demande un changement que l'expérience a démontré être nécessaire. Il est suggéré de modifier la constitution de manière qu'à l'avenir la moitié des sénateurs soit nommée par cette Chambre et l'autre moitié par le gouvernement fédéral. De la sorte, comme on peut s'en convaincre facilement, l'autonomie des provinces sera mieux sauvegardée et mieux garantie contre toute tentative qui pourrait être faite contre son intégrité. Il est clair que les sénateurs tenant leur nomination des chambres provinciales, seront obligés d'apporter plus de soin dans l'accomplissement de leur devoir quant à ce qui regarde l'autonomie des provinces.

Il est aussi question du Conseil législatif. Au dire de certaines personnes dont, du reste, je respecte les convictions, le Conseil est une grande institution et ceux qui ont parlé de l'abolir ont été accusés de vouloir porter atteinte à la base même de la constitution. M. le président, le peuple qui a beaucoup d'obligations, doit aussi avoir certains droits. Or, dans les résolutions de la conférence, il est dit que lorsque le peuple décidera, par un vote des deux tiers de ses représentants, qu'une Chambre haute n'est pas nécessaire, le Conseil législatif devra s'incliner devant cette décision, et sur une proclamation signée par le représentant de Sa Majesté, le Conseil cessera d'exister.

La question du maintien ou de l'abolition du Conseil législatif est donc laissée entièrement entre les mains du peuple. Le gouvernement, pour le moment, n'est pas décidé j'en suis convaincu, à presser une solution immédiate de cette question tant que l'harmonie règnera entre les deux branches de la Législature. En faisant cette déclaration, il va de soi que je parle en mon nom personnel et que ma manière de voir ne doit pas engager l'action ultérieure de qui

que ce soit. M. le président, il est aussi question du droit de désaveu. En vertu de la constitution actuelle, les lois passées par les législatures locales sont désavouées par le gouvernement fédéral. Il s'en suit que nos lois sont soumises à l'arbitraire des hommes politiques qui dominent à Ottawa. On doit l'admettre, il y a là une anomalie dans la constitution. Je me rends compte jusqu'à un certain point, que les auteurs de la constitution ne s'en soient pas aperçus lorsqu'ils l'ont rédigée. Cette anomalie est devenue plus évidente à mesure que l'expérience nous a mieux renseignés sur le fonctionnement du régime fédéral. Il n'est pas juste que les provinces, en matière de législation, soient soumises à la bonne volonté du gouvernement fédéral, tandis que le pouvoir central peut passer des lois qui sont du ressort des provinces, sans que celles-ci puissent l'en empêcher.

Les résolutions adoptées à la conférence, veulent enlever ce droit au gouvernement fédéral pour le confier au gouvernement impérial ; c'est-à-dire, qu'à l'avenir, les provinces seraient sur le même pied que le pouvoir fédéral. Je crois que c'est là une modification qui se recommande d'elle-même à tous les amis de l'indépendance législative des provinces.

Je vois qu'il est aussi question des subsides. C'est une question vitale, surtout pour ce qui a rapport à la province de Québec.

Les subsides que nous retirons à l'heure qu'il est, sont de deux sortes. Il y a le subside spécifique ; celui-là, a été accordé pour le maintien du gouvernement et de la Législature. Il y a aussi le subside, per capita. Depuis l'époque de la confédération la population a considérablement augmenté et les dépenses ont dû suivre la même progression. Par le rajustement du subside, on demande une augmentation de revenus et je crois que ce n'est que juste. Cette mesure aurait pour effet d'augmenter notablement le revenu

de la province, et permettrait au gouvernement de doter plus généreusement l'agriculture, la colonisation et l'instruction publique ; en un mot le gouvernement serait plus en position de contribuer au progrès en général de la province.

Dans un autre paragraphe du discours du trône, on nous annonce qu'il y a un surplus considérable des recettes sur les dépenses, et que l'on a raison de croire que cet état prospère de nos finances se continuera à l'avenir. C'est là une nouvelle qui sera apprise avec plaisir par le pays. On se réjouira de voir enfin que l'ère des déficits est disparue pour ne plus revenir.

Il y a certainement des causes qui nous expliquent cet excédent. L'on se rappelle qu'en 1882, une loi fut passée pour taxer les corporations commerciales. Les compagnies avaient refusé de payer, et des poursuites avaient été instituées contre elles. Ces causes étaient devant les tribunaux depuis plusieurs années, lorsque le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir. Grâce à la vigueur avec laquelle le gouvernement a poussé ces causes, il a obtenu jugement et perçu cette taxe qui a donné cette année un revenu de plus de cinq cent mille piastres.

La mise en force des nouveaux règlements concernant la coupe des bois sur les terres de la couronne, a aussi contribué à cet excédent. Ces nouveaux règlements ont eu de très bons résultats. Vous vous rappelez sans doute, M. le président, comment les marchands mesuraient le bois qu'ils coupaient. Anciennement, les marchands de bois payaient deux piastres par mille carré avec en sus, onze centins par billot d'un certain diamètre, et vingt-deux centins, quand le diamètre était au-dessus de dix sept pouces. Des abus graves et nombreux s'étaient introduits à la faveur de cette loi ; ainsi entr'autres choses, il était rare de voir des marchands payer pour des billots d'au-delà de dix-sept pouces de diamètre. Je pourrais vous signaler encore des abus

d'un autre genre. Le nouveau gouvernement a modifié cet état de choses, en décrétant de nouvelles dispositions à ce sujet, et déjà les effets obtenus ont été satisfaisants, bien que le nouveau règlement ait été mis en force un peu tard pour cette année. Maintenant les marchands de bois payent trois piastres par mille carré, de plus, ils doivent verser dans le trésor, une somme de tant par chaque mille pieds de bois coupé. Les officiers du gouvernement vont jusque dans les chantiers mesurer le bois ; ils préparent un état qu'ils transmettent au gouvernement, et celui-ci fait la perception. Je crois que c'est un système prudent, et qui est accepté par les marchands eux-mêmes. Je ne doute pas que le revenu de cette source augmentera considérablement à l'avenir.

Je vois que l'œuvre de la codification de nos statuts est enfin terminée, et que ces statuts entreront en force le premier de juillet prochain. Depuis longtemps la province attendait la fin de ce travail important.

Je vois que nous aurons bientôt les rapports des trois commissions royales. L'une de ces commissions a trait au chemin de fer du nord, la seconde à la question des asiles, et la troisième à l'agriculture. Nous devons nous attendre que ces rapports auront pour effet de nous renseigner sur ces questions. La commission qui a été chargée d'étudier l'état de notre agriculture et les moyens de l'améliorer, était composée de cultivateurs intelligents et d'hommes pratiques. Je ne doute pas que leurs travaux, aient les meilleurs résultats.

Nous avons trois collèges d'agriculture dans la province, mais nous pouvons bien nous demander s'ils ont donné la satisfaction qu'on aurait dû attendre de leur établissement. Ces collèges ont-ils enseigné les moyens de culture les plus propres à faire prospérer la province ? Je crois que non. J'espère que le rapport de cette commission nous renseignera sur ce qu'il y a de mieux à faire.

A la dernière session, cette Chambre a passé une loi pour créer un département spécial pour l'agriculture et la colonisation. Cette loi a été mise en force depuis. Je suis heureux de voir la création de ce département. Le temps était arrivé où il convenait de donner à l'agriculture et à la colonisation un ministre spécialement chargé de surveiller des intérêts aussi importants. D'après les désirs exprimés dans le temps, le ministre qui devait être appelé à présider ce département devait être un cultivateur pratique, mais je crois que tous les agriculteurs verront avec plaisir, que c'est le premier ministre lui-même qui a choisi ce poste. Je puis ajouter qu'en toute probabilité, il n'a accepté cette charge que pour présider à l'organisation, de ce nouveau bureau. Il y aurait peut-être eu quelques difficultés pour un cultivateur à surveiller cette organisation, car c'est une œuvre toujours assez difficile. De plus l'honorable premier ministre a nommé pour l'aider dans l'administration de ce département, un homme très bien qualifié. Il a pris comme député ministre un homme qui a consacré trente années de sa vie au progrès de l'agriculture et de la colonisation dans la province. Le nouveau député ministre a acquis par là même une grande expérience, et avec un dévouement qui l'honore beaucoup il a généreusement mis cette expérience au service de la province. L'honorable premier ministre, dans son désir de promouvoir les intérêts publics qui lui sont confiés, a accepté le concours d'un citoyen aussi précieux, j'ai nommé M. le curé Labelle.

Je vois qu'il est aussi question dans le discours du trône, de modifier les lois concernant la procédure civile. J'avoue qu'il y a longtemps que la chose aurait dû être faite.

Pendant cette session le gouvernement devra mettre devant la Chambre un projet de loi relatif à la procédure en matière commerciale. Pour ce qui concerne le reste de la procédure une commission royale sera nommée pour étudier cette importante question et suggérer les modifica-

tions les plus convenables. J'espère que tout ceci ne restera pas seulement à l'état de projet et que bientôt nous verrons la réalisation pratique que l'on nous promet.

Il me fait aussi plaisir de constater que depuis son avènement au pouvoir, le gouvernement a pressé le règlement de la question du fonds des écoles élémentaires entre les provinces d'Ontario et de Québec. Cette question est en suspend depuis déjà longtemps, car son origine remonte à bien des années.

Sous l'union le gouvernement avait mis en réserve un million d'acres de terre du domaine public pour être affecté au maintien des écoles élémentaires. Le produit de la vente de ces terres devait être divisé entre les deux provinces. Plus tard, la Confédération ayant été faite, cela eut pour résultat de modifier profondément l'état de choses existant antérieurement. Depuis, une certaine quantité de terre a été vendue par la province d'Ontario, mais nous n'avons pas reçu la part à laquelle nous avions droit. Le gouvernement s'est appliqué à régler cette question, et comme preuve qu'il entend en arriver à une solution définitive, et du succès qui a couronné ses premières démarches, il a déjà reçu en à-compte une somme de \$100,000. Il reste encore un montant assez considérable à régler ainsi que certaines autres questions se rattachant à cette affaire.

Pour en arriver à une entente, tout en protégeant les intérêts de la province, le gouvernement se propose d'inviter cette Chambre à nommer des arbitres qui devront, de concert avec ceux que la province d'Ontario nommera, donner une décision finale sur toutes ces questions. Je ne doute pas que la Chambre verra ces démarches avec plaisir, et donnera sans hésiter son approbation aux mesures qui lui seront soumises.

M. le président, une autre question non moins importante que celles dont j'ai parlé, est la question des biens des Jésuites. Il y a longtemps que cette question attend une

solution. Le gouvernement s'est mis en mesure de la régler et nous voyons maintenant qu'il a réussi de manière à donner satisfaction à toutes les parties intéressées. Je suis certain que la Chambre acceptera à l'unanimité la proposition que le gouvernement lui soumettra à ce sujet.

Le gouvernement s'occupe aussi très sérieusement d'un sujet qui intéresse au plus haut degré tous les citoyens de la province, je veux parler de la question des licences. Elle mérite toute la considération de cette Chambre et j'ose croire que l'on trouvera moyen de faire une loi qui protégera efficacement toute la population contre les déplorables résultats de l'abus des boissons alcooliques. La loi en force est défectueuse sous bien des rapports. Les licences sont accordées trop facilement et ceux qui enfreignent cette loi ne sont presque jamais atteints par les châtimens qu'elle décrète, de sorte que l'ivrognerie a fait des progrès considérables dans la province depuis quelques années. J'espère que la loi qui va être faite saura protéger la population contre les nombreux abus dont on se plaint aujourd'hui avec tant de raison.

Je vois, M. le président, que la politique nouvelle de chemin de fer, inaugurée en 1882 et modifiée en 1886, a fait naître des besoins nouveaux, et que le gouvernement a décidé d'accorder des octrois à certaines entreprises négligées jusqu'à ce jour. C'est là une politique judicieuse. Le gouvernement a compris qu'il ne pouvait mieux favoriser l'agriculture et la colonisation, qu'en encourageant la construction des voies ferrées.

M. le président, pourquoi les Etats-Unis, reçoivent-ils tous les jours un si grand nombre de nos compatriotes ? Pourquoi voit-on tous les jours les convois de chemin de fer remplis des nôtres qui s'en vont dans le pays voisin afin d'y trouver de quoi vivre ? Toute personne qui

a à cœur les intérêts de son pays se demande pourquoi cette émigration. Il y a pour cela des causes et elles ne sont pas difficiles à trouver. Nous avons un beau pays et un peuple vigoureux. Pourquoi les gens se portent-ils de préférence vers les Etats-Unis plutôt que de se livrer au défrichement des terres du domaine public ? C'est que la colonisation n'a jamais eu l'encouragement qu'elle aurait dû recevoir. C'est parce que la colonisation n'a été jusqu'ici considérée que comme un simple incident dans l'ensemble administratif du département dont relevait ce service. En un mot on n'a pas laissé d'autre alternative aux gens que de se soumettre à toutes sortes d'ennuis et de vexations, ou de prendre le chemin de l'exil.

Je sais que cette Chambre s'est montrée généreuse envers cette grande cause de la colonisation ; mais qu'est devenu l'argent qu'elle a si libéralement voté ? Nous avons de fortes raisons de dire et de croire que cet argent a servi à faire les élections.

La colonisation a un vaste champ à parcourir devant elle. Dans mon comté il y a les vallées de la Gatineau, de la Lièvre et de la Rouge qui sont assez grands pour recevoir tous nos compatriotes qui vont aux Etats-Unis.

Depuis un grand nombre d'années, on votait de petites sommes pour faire des bouts de chemins ici et là. C'était un mauvais système et je vois avec plaisir qu'on va le changer.

Pour faire un bon colon, il faut un homme décidé à supporter toutes les privations, toutes les fatigues inséparables de cette vie de sacrifices. Jusqu'ici on a bien invité le colon à aller s'établir sur nos terres, mais une fois rendu là cet homme ayant eu déjà tant de difficultés à surmonter, ne pouvait prendre un seul pouce de bois. De plus, on lui d'sait : S'il y a des mines sur votre lot, vous n'en serez pas le maître, il vous faudra les abandonner à la province, ou si vous voulez les exploiter vous-même, vous aurez à payer



une somme de tant au trésor public. De sorte que le colon ne pouvait toucher ni aux mines ni au bois qui se trouvaient sur son lot.

Je vois qu'une ère nouvelle va maintenant commencer grâce au gouvernement qui offre de nouveaux subsides à des entreprises de voies ferrées. Accroître de cette manière les communications entre toutes les parties de la province, en rapprocher ainsi les extrémités des grands centres, c'est là le meilleur moyen de faire de la colonisation rapide et vraiment sérieuse.

Dans le comté d'Ottawa, il y a des mines d'une grande richesse. Pour les exploiter, il faudrait un peu de capital. Mais ce qui surtout a fait défaut jusqu'ici, c'est le manque de chemins de fer, et je ne crains pas d'affirmer que ce sont les frais considérables de transport qui ont empêché l'exploitation de ces richesses minières. Dans le canton de Portland, il y a des mines très riches. Une compagnie américaine a acheté il y a quelques années des lots de ces terrains et depuis on y a fait trois ou quatre fortunes, lesquelles ont pris de là le chemin des États-Unis et sont allées grossir la richesse nationale de nos voisins, sans que nous en ayons retiré des bénéfices appréciables. Si au contraire cette exploitation avait été conduite par nous, et si nous avions eu des chemins de fer, on aurait retiré tous les avantages possibles de ces mines.

Par cette politique nouvelle du gouvernement, le pays entrera dans une voie de prospérité et de développement inconnue jusqu'à ce jour. De plus, l'encouragement va revenir au cœur du colon comme au temps où le défrichement faisait de rapides progrès. Le colon se réjouira de voir qu'il ne sera pas toujours en butte aux vexations des marchands de bois.

Un autre paragraphe qui mérite particulièrement notre attention, c'est celui qui a trait à la dette de la province.

Le gouvernement nous invite à étudier la question de la conversion de la dette. Il n'y aura qu'une voix pour applaudir à ce projet. Notre dette consolidée est maintenant de vingt-deux millions de piastres. Une partie de cette dette porte cinq pour cent d'intérêt, une autre partie quatre et demi, et le reste quatre pour cent. Le gouvernement a décidé de considérer s'il ne serait pas à propos de convertir cette dette en obligations portant un intérêt moins élevé que celui que nous payons. Si nous empruntons vingt-deux millions à trois et demi pour cent, on pourrait par là même réaliser une économie. On pourrait rembourser les titres anciens par les titres nouveaux, ou bien, les créanciers qui ne voudraient pas accepter la conversion, seraient remboursés en argent, à même la vente des obligations. Je suis certain que la Chambre apprendra ce projet avec plaisir. Si je ne me trompe pas, le gouvernement nommera un comité dans lequel toute la Chambre sera représentée, qui étudiera la question. On comprend que c'est là l'un de ces sujets qui, de sa nature, provoque et sollicite les sympathies de tout le monde. Et l'on comprend aussi que nous aurons plus de chance de succès auprès des capitalistes, si nous sommes unanimes que si nous sommes divisés. J'ai l'espoir que nous réussirons à tout événement à opérer cette conversion, qui nous sera si avantageuse.

Le discours du trône nous annonce que les comptes publics vont être distribués immédiatement, et que le budget de l'année prochaine nous sera soumis prochainement. C'est une innovation de voir ainsi les comptes publics dès le commencement de la session. On pourra, grâce aux renseignements qu'ils renferment, mieux nous rendre compte de la position financière de la province.

M. le président, je crois que ma tâche est à peu près terminée, et avant de reprendre mon siège, je n'ai plus qu'à demander l'indulgence de la Chambre pour l'inhabileté dont

j'ai fait preuve, et si par erreur j'ai omis quelques points importants du programme que nous a tracé Son Honneur le lieutenant gouverneur, je compte sur l'honorable député qui va prendre la parole après moi pour réparer ces omissions.

J'ai l'honneur de proposer, appuyé par M. Legris, qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, pour le remercier du gracieux discours qu'il nous a fait, en ouvrant la deuxième session de la sixième législature de la province de Québec, et dans lequel il nous déclare, que,

Appelé par la confiance de Sa Souveraine à prendre part, comme chef de l'exécutif, au gouvernement de sa province natale, il vient avec le plus grand plaisir nous inviter à commencer les travaux de cette seconde session de la sixième législature de la province et pour assurer Son Honneur :

1. Que les travaux importants qui nous seront soumis seront exécutés avec honneur pour nous et avantage pour le pays que nous représentons ;

2. Que, avec Son Honneur, nous regrettons les circonstances incontrôlables qui ont retardé la convocation de cette Législature, mais que nous sommes heureux d'apprendre que l'intention du gouvernement est de nous réunir de bonne heure, l'hiver prochain ;

3. Que nous apprenons, avec intérêt, que l'emprunt autorisé l'an dernier a été négocié avec une puissante institution française, dans des conditions particulièrement avantageuses ;

4. Que nous apprenons avec intérêt, que la conférence interprovinciale, dont nous avons sanctionné la convocation, a réuni, dans l'ancienne capitale, les représentants autorisés des cinq plus grandes provinces de la confédération canadienne ; et que nous serons invités à approuver les résolutions de cette conférence, qui l'ont été déjà par les assem-

blées législatives d'Ontario, de la Nouvelle Ecosse, du Nouveau-Brunswick, et de Manitoba, et qui sont destinées, dans la pensée de leurs auteurs, à garantir et assurer l'autonomie et la prospérité des provinces ;

5. Que nous sommes heureux d'apprendre qu'il y aura, cette année, un excédent considérable de recettes sur les dépenses ; et que, avec Son Honneur, nous avons raison d'espérer que, grâce à une administration prudente et économe des deniers publics, il n'y aura plus de déficits à l'avenir ;

6. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que les procès intentés il y a quelques années, pour recouvrer des corporations commerciales, la taxe imposée en 1882, ont été terminés avec succès en Angleterre ; que la perception des arrérages, faite avec célérité, a mis dans la caisse provinciale des sommes considérables, et que des amendements nous seront soumis pour faire disparaître les difficultés que présente l'application de la loi actuelle, en attendant que le rajustement du subside fédéral permette au gouvernement de considérer l'opportunité d'abroger cette loi ;

7. Que nous apprenons, avec intérêt, que la mise en force de nouveaux règlements relatifs à l'administration des terres de la couronne a déjà donné des résultats satisfaisants, en augmentant le revenu du tréor et en assurant plus de crédit au commerce de bois ; et que certaines poursuites, intentées depuis quelque temps, devront faire cesser les fraudes regrettables qui ont, durant ces dernières années détourné de leurs fins légitimes, les octrois de colonisation :

8. Que nous sommes heureux d'apprendre, que l'œuvre de la codification de nos statuts, commencée en 1876, est enfin terminée, et que les statuts révisés de la province auront force de loi, le premier jui let, jour anniversaire de la confédération ;

9. Que nous apprenons, avec satisfaction, que les travaux de trois commissions royales nous seront soumis incessamment : l'une de ces commissions, créée en 1885, avait rapport au chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa & Occidental, et les deux autres, nommées en 1887, se sont occupées respectivement, l'une des asiles d'aliénés et des lois qui les régissent, et l'autre des moyens à prendre pour améliorer nos institutions agricoles et notre système de culture ; et que nous assurons Son Honneur, que nous donnerons spécialement notre attention sur les rapports de ces commissions et sur les projets de loi qui nous seront soumis en conséquence ;

10. Que nous sommes heureux d'apprendre, que la loi de la dernière session créant un ministère spécial d'agriculture et de colonisation, a été mise en force et que l'organisation de ce département important devra donner une impulsion vigoureuse et nouvelle au progrès des deux grandes causes nationales par excellence ; et que, pour assurer d'avantage ce progrès, nous serons invités à voter des sommes plus considérables que d'habitude en faveur de l'agriculture et de la colonisation ;

11. Que, avec Son Honneur, nous admettons que les lois de la procédure civile demandent des amendements, qu'il faut diminuer le coût et la longueur des procès, et que nous sommes heureux d'apprendre que le gouvernement a cru devoir consulter, à ce sujet, les juges et autres personnes capables de l'éclairer ; que les avis qui ont été recueillis nous seront soumis, en même temps qu'un projet de loi ayant pour objet de simplifier et accélérer certaines procédures, et que nous serons appelés à considérer l'opportunité de créer une commission de juges, d'avocats et d'hommes pratiques, en dehors des professions, chargée de suggérer les modifications nécessaires aux lois de notre procédure civile ;

12. Que nous apprenons, avec intérêt, que le gouvernement, ayant pressé le règlement définitif de la question du fonds des écoles, qui est commun entre les deux provinces de Québec et d'Ontario, a reçu en acompte un paiement, de cent mille piastres, et que nous serons appelés à autoriser la nomination d'arbitres, à l'instar de la Législature de la province sœur, afin de hâter le règlement final de cette question et de nous mettre le plus tôt possible en possession de ce qui peut nous revenir de ce chef ;

13. Que nous sommes heureux d'apprendre que la politique de la construction des ponts en fer, inaugurée à la dernière session, a été accueillie avec tant de faveur par les autorités municipales et les citoyens en général, qu'il sera nécessaire d'accorder, cette année, un octroi plus élevé afin de développer d'avantage cette politique nouvelle ;

14. Que nous partageons avec Son Honneur, le bonheur qu'il manifeste en nous informant que la question des " Biens des Jésuites, " pendante depuis si longtemps entre les autorités religieuses et civiles, et qui a créé tant de malaise dans ce pays, recevra bientôt une solution favorable et satisfaisante pour tous les intéressés ; que nous apprenons, avec satisfaction que le gouvernement espère soumettre à notre approbation, pendant cette session même, un règlement à ce sujet ; que les obstacles qui empêchaient la vente du terrain de l'ancien collège des Pères Jésuites, situé en cette ville, ont disparu ; que le principe de la restitution en nature est abandonné par qui de droit, et qu'il ne reste plus qu'à fixer à l'amiable, le chiffre de la compensation à être accordé ; et qu'à l'occasion du règlement de cette délicate question, certaines institutions d'éducation protestantes recevront une allocation raisonnable, proportionnée à l'importance numérique de la minorité, en cette province ;

15. Que nous apprenons avec intérêt, que le gouvernement, désirant sconder les efforts que font les autorités

religieuses et les sociétés de tempérance, nous soumettra, pendant cette session, des amendements à la loi des licences, propres à rendre l'octroi des licences plus difficile, et la punition des délinquants, plus facile ;

16. Que nous apprenons, avec intérêt, que les comptes publics pour l'année financière 1886-87, vont être distribués incessamment, et que le budget des dépenses de l'année prochaine (1888-89), a été préparé avec toute l'économie possible, et nous sera soumis dans quelques jours ;

17. Que nous apprenons avec intérêt de Son Honneur, que la politique nouvelle de chemins de fer, inaugurée en 1882 et modifiée en 1886, a fait naître des besoins impérieux qui ne sauraient être ignorés plus longtemps, sans mettre en danger de grands intérêts que la province doit protéger, en accordant de nouveaux octrois à des entreprises négligées jusqu'à ce jour ;

18. Que nous admettons, avec Son Honneur, que les circonstances semblent favorables à la conversion des obligations anciennes de la province, en des obligations nouvelles, portant un intérêt moins élevé ; et que nous sommes heureux d'apprendre que nous serons invités à faire une étude spéciale de cette importante question dont la solution pourrait diminuer considérablement les dépenses annuelles et permettre au gouvernement d'accorder des octrois plus élevés à l'instruction publique, à l'agriculture et à la colonisation ;

19. Que nous acceptons, avec plaisir, la garde des graves intérêts que nous avons à protéger et que Son Honneur laisse à notre patriotisme et à notre intelligence ; et le remercions, de la prière qu'il adresse à Dieu, de nous guider dans l'examen de ces grands projets et de bénir les efforts que nous ferons pour les réaliser.

**M. Legris**—*député de Maskinongé*.—M. le président, si je me lève en ce moment pour seconder l'adresse en

réponse au discours du Trône, ce n'est pas que je me sente très sûr ni bien fort de mon sujet.

J'ai cru devoir accepter cette tâche parce que j'ai compris que l'honneur en reviendrait au comté qui vient de m'élire pour le représenter ici, et à la classe agricole à laquelle je me fais gloire d'appartenir.

Si je ne réussis pas à remplir cette tâche tel que je le désirerais, et d'une manière satisfaisante pour cette Chambre le gouvernement n'en aura pas moins le mérite d'avoir, en reposant sur moi son choix pour seconder l'adresse, témoigné de ses sympathies et de ses considérations à ceux que je viens de mentionner : la classe agricole de cette province en général et le comté de Maskinongé en particulier.

On comprendra sans doute qu'en entrant dans cette enceinte parlementaire, qui ouvre pour moi une carrière toute nouvelle, mon argumentation laissera peut-être beaucoup à désirer. Car enfin, je l'ai dit déjà, je suis agriculteur, j'ai toujours tiré des travaux de ma ferme, avec le travail de mes bras, le pain de ma subsistance et celui de ma famille. Or dans ces circonstances, on n'apprend pas à dire de belles choses ni à faire de beaux discours, même quand c'est à l'appui des plus belles causes.

M. le président, nous avons tous regretté le départ de M. Masson. Mais si on a regretté le départ d'un homme aussi marquant de la scène publique, nous avons eu une ample compensation dans le choix de son successeur qui, s'il n'a pas les sympathies de tous, a la considération de toute la province. L'honorable M. Angers a fait sa marque dans toutes les positions qu'il a occupées. Il est une de ces belles figures que les pays aiment à conserver, et c'est avec plaisir que nous l'avons vu revenir dans la politique. Il est maintenant non plus l'homme politique d'autrefois, mais le chef de tous les partis et de toute la population de la province de Québec.



M. le président, le discours du trône nous parle de l'emprunt. Je crois que le pays approuvera la manière dont cet emprunt a été placé. Ceux qui ont été faits antérieurement n'ont pas été contractés à des conditions aussi avantageuses que celui-ci. L'intérêt a toujours été jusque là de cinq par cent excepté en 1880 où il fut de quatre et demie, mais le dernier emprunt porte seulement quatre par cent d'intérêt et il a été placé à 99, tandis que le dernier emprunt de 4½ pour cent n'a rapporté que 88. J'espère que la Chambre sera unanime à approuver l'action du gouvernement à ce sujet.

On parle aussi des travaux de la conférence dans le discours du trône. Il me fait plaisir de constater que cette conférence a eu un immense succès. Bien que la province soit appelée à profiter largement des travaux qu'elle a accomplis, s'ils reçoivent l'approbation des autorités compétentes, cependant cette conférence a été combattue par nos adversaires. On a voulu même la tourner en ridicule afin que le peuple n'en fit aucun cas. Mais aujourd'hui on voit que l'on en retirera de grands résultats à tous les points de vue. Déjà quatre provinces ont approuvé les résolutions qui vont nous être soumises, et je ne doute pas que cette Chambre suivra cet exemple.

Quant à l'excédent de recettes sur les dépenses, il n'y a pas de longs commentaires à faire. La province sera bien aise d'apprendre que l'état de ses finances est prospère et qu'il continuera d'en être ainsi à l'avenir.

Les nouveaux règlements concernant les terres de la couronne sont de nature à satisfaire ceux qui veulent le progrès de la colonisation. Ces règlements vont avoir aussi pour effet d'augmenter le revenu. Quand on songe que, grâce aux abus qui se commettaient auparavant, on ruinait nos forêts, je crois qu'il n'y aura qu'une voix dans cette Chambre pour approuver l'action du gouvernement.

On a prétendu que les commerçants de bois souffriront beaucoup de ces règlements. Au contraire, rien nous prouve que les commerçants soient mécontents. Les chantiers cet hiver ont été très considérables. Cela prouve suivant moi que les marchands de bois n'ont pas peur de ces nouveaux règlements.

On nous annonce aussi que nous aurons bientôt les rapports des commissions royales.

Le gouvernement a payé depuis de longues années des sommes considérables pour le maintien des asiles dans la province. Il n'est que juste de savoir ce qui a été fait avec cet argent et si les aliénés ont été bien traités. Il n'était pas possible pour les ministres de s'enquérir de la manière dont l'argent était dépensé et de se renseigner sur le traitement donné aux aliénés. La commission nommée par le gouvernement et dont nous allons avoir le rapport bientôt a supplée à cette lacune. Bien que je regrette que nous n'ayions pas encore ce rapport j'ai, néanmoins, lieu de croire qu'il contiendra des suggestions pratiques tendant à améliorer la situation.

Je me permettrai de faire une suggestion, et la voici : S'il y avait moyen de diminuer les dépenses sans pour cela lésiner, j'en serais très heureux. Ainsi, les protestants auront bientôt un asile particulier pour eux. Pourquoi les autres asiles ne seraient-ils pas mis tous sous le contrôle des Sœurs de l'asile de la Providence ? On sait que là le coût de l'entretien est moindre qu'ailleurs, bien que le traitement soit aussi bon que dans les asiles où les frais sont plus élevés ? Je crois que si le gouvernement pouvait faire quelque chose dans ce sens, il rencontrerait l'approbation de toute la population de la province. Car l'idée la plus généralement répandue, c'est que les laïcs ne sont pas en état de faire les choses à aussi bon marché que les Sœurs de la Providence.

Quant à ce qui concerne l'agriculture, je ne crains pas de dire que, quand bien même le gouvernement n'aurait pour se recommander que ce qu'il a fait pour cette grande cause, et ce qu'il promet pour l'avenir, il mériterait ma confiance. Il y a longtemps que l'on fait de beaux discours sur ce sujet, mais jamais on n'a montré autant de sollicitude pratique que le cabinet actuel. Sa conduite mérite les applaudissements de tous les cultivateurs de la province. Je ne veux pas de meilleure preuve que le gouvernement est sincère que le fait que c'est le premier ministre lui-même qui a été mis à la tête du département créé l'année dernière pour surveiller les intérêts de l'agriculture et de la colonisation.

Maintenant si l'on songe que l'honorable premier ministre a choisi le Révérend Père Labelle pour être son député ministre, il est impossible de douter pour un seul instant que ces grandes causes seront négligées ou traitées avec indifférence, mais qu'au contraire, elles seront encouragées de toutes les manières. Ce qui a été fait nous donne raison d'avoir confiance dans le bien qu'opérera ce département.

Un autre paragraphe de l'adresse mentionne la question du fonds des écoles. Ce n'est pas là une question nouvelle car elle ne date pas d'hier. Il y a longtemps qu'elle existe. Le gouvernement n'a pas eu peur de travailler à la régler d'une manière satisfaisante, et nous savons quel succès a couronné ses efforts.

La politique des ponts en fer mérite aussi notre considération. Plus la forêt s'éloignera, plus il faudra des moyens faciles de communications, et plus par là même, il sera facile d'exploiter nos richesses minières.

La question des biens des Jésuites occupera aussi notre attention. Il y a de longues années que cette question est pendante. Pourtant beaucoup de vigoureuses protestations

ont été faites par les intéressés auprès des gouvernements précédents. C'était une question difficile et pour cette raison, on aimait mieux toujours en reculer la solution. Si j'applaudis à ce paragraphe de l'adresse, ce n'est pas seulement par sympathie pour le corps intéressé dans ces biens, ce n'est pas parce que ces religieux ont été les premiers défricheurs qui se sont établis sur les bords du Saint-Laurent, ce n'est pas parce que quelques-uns de ces Pères ont généreusement versé leur sang sur les bords de la Rivière-du-Loup qui arrose une partie de ma division électorale, non M. le président, c'est parce qu'il y a là une question de justice.

La question des licences nous sera aussi soumise. On connaît tous les maux terribles que l'ivrognerie fait dans le pays. On connaît les nombreux et déplorables abus auxquels ce trafic donne lieu. Quand le gouvernement aura réussi à faire une loi assez sage pour diminuer les ravages de l'ivrognerie, il se sera acquis un nouveau titre à la reconnaissance de la population.

La politique des chemins de fer mérite l'approbation de la Chambre. Il faut donner aux colons, les chemins nécessaires pour communiquer avec les grands centres, c'est là une chose indispensable. Souvent le voyage du colon lui coûte plus cher que le revenu du produit qu'il peut vendre. A part cela, il y a des nombreuses difficultés bien connues des défricheurs. Il faut donc pour encourager la colonisation donner de bons chemins.

D'après ce que je remarque, on n'apprécie pas assez les fatigues de ces braves gens qui vont abattre la forêt et se créer une demeure. Pour être colon il faut être né colon, et le seul moyen pratique de bien coloniser, c'est de faire de bons chemins partout où la nécessité s'en fait sentir.

Le discours du trône nous annonce que la dette de la province va être convertie. Ceci ne demande pas de commentaire. Si le gouvernement peut faire cette conversion et

réduire les intérêts à trois et demi par cent, il est facile de constater quelle belle somme sera économisée pour la province.

M. le président, je crois que ces quelques remarques suffiront amplement pour prouver que j'ai confiance dans le gouvernement. Cependant avant de terminer, j'espère que la Chambre me permettra d'ajouter une autre observation.

Nous sommes accusés, nous les conservateurs nationaux, d'avoir des antipathies contre les autres nationalités de cette province. Eh bien, M. le président, je crois être l'interprète de tous les conservateurs nationaux, comme aussi des libéraux-nationaux, en déclarant que nous voulons l'accord, la paix et l'harmonie entre tous les citoyens qui composent la population.

Je crois être aussi l'interprète du gouvernement et de toute la population française de cette province, en disant que, tous, nous avons le désir de voir la population parlant la langue anglaise, représentée dans le gouvernement de cette province, et j'espère que l'occasion favorable ne se fera pas longtemps attendre où un ministre parlant l'anglais fera partie du gouvernement actuel.

En terminant, M. le président, laissez-moi exprimer l'espoir que le parti national qui soutient le gouvernement actuel de Québec tient en ses mains un drapeau assez grand pour abriter sous ses plis tous les citoyens de bonne volonté de la province de Québec.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—M. le président, je félicite les orateurs qui m'ont précédé. La coutume le veut ainsi et quand bien même l'usage ne l'exigerait pas, ce serait encore un devoir b'en agréable pour moi, car l'un et l'autre ont fait preuve de modération ; ils ont donné un bon exemple qui, je l'espère, sera suivi dans le cours de cette session.

Personne n'a regretté plus que moi la démission de l'honorable M. Masson. Il était, si je puis m'exprimer ainsi, de mon village, et nous sommes des contemporains. J'ai toujours admiré l'élévation de son caractère. Il a été remplacé par un homme que j'ai eu occasion de connaître dans la politique active, car nous avons commencé ensemble, en 1875, notre carrière parlementaire.

Les honorables MM. Masson et Angers possèdent tous deux notre confiance.

M. le président, la session a été convoquée bien tard, si l'on se rappelle qu'on nous avait presque promis une session d'automne. L'honorable député d'Ottawa a donné plusieurs raisons pour expliquer ce retard, mais celle qui a rapport à l'emprunt me paraît la plus probable. L'on se trouvait en face d'un désastre, et on l'a réparé tant bien que mal, avant de convoquer les Chambres. Voilà comment il se fait qu'après être resté une année sans session, nous sommes maintenant menacés d'en avoir deux dans un an.

On nous annonce que l'emprunt a été négocié en France. Ce qui s'est passé prouve que nous avons raison quand, à la dernière session, nous disions qu'il n'y avait aucune nécessité urgente de contracter cet emprunt.

Nous disions pour appuyer notre manière de voir : il y a beaucoup de choses incertaines maintenant, mais qui ne le seront plus dans quelques mois. Si le gouvernement attend il pourra tout probablement diminuer le montant de l'emprunt. Je me rappelle aussi avoir reproché au trésorier de grouper les chiffres de manière à nous faire voir une dette flottante plus forte que celle qui existait réellement. Dans son exposé l'honorable trésorier n'avait pas tenu compte non plus du revenu probable de la taxe sur les corporations commerciales. Nous avons là une forte somme à percevoir qui pouvait permettre d'éteindre une bonne partie de la dette flottante. Nos prévisions ont été justes. Dès le mois de juin,

le conseil privé rendait un jugement favorable à la province dans les causes des corporations commerciales, et dès lors le gouvernement pouvait recevoir à titre d'arrérage cinq ou six cent mille piastres.

Nous disions aussi au gouvernement de prendre ce qui était disponible sur la somme provenant du prix de vente du chemin de fer du Nord. Nous avions d'autant plus raison de faire cette suggestion que le trésorier nous avait dit, dans son exposé budgétaire, qu'il fallait placer cette somme de manière à offrir moins de danger pour la province, faisant par là même allusion à la faillite de la banque d'Echange. On n'a pas tenu compte de nos suggestions qui, pourtant, étaient faites dans un bon esprit.

Le gouvernement nous annonçait qu'il n'avait plus horreur des emprunts. Cela nous paraissait étrange. Mais nous n'étions pas à bout de nos surprises, et tout ce que nous avions vu devait être surpassé par la manière dont les négociations ont été faites.

Dans le comté de Laprairie, l'honorable premier ministre, répondant au reproche qui lui était fait, disait qu'on pouvait espérer que l'emprunt ne serait pas négocié, et dans le même temps, le gouvernement était en pourparlers avec des capitalistes américains. Deux ou trois jours après, l'honorable trésorier télégraphiait qu'il ne pouvait s'absenter de son bureau, pour prendre part à cette lutte électorale, parce qu'il lui fallait rencontrer des gens qui devraient le voir au sujet de cet emprunt. Les journaux du temps ont parlé de cette déclaration du premier ministre. Je ne dis pas que c'est vrai parce que les journaux l'ont dit, mais je dis qu'ils en ont parlé parce que c'était vrai.

Plus tard, lorsque l'élection du comté d'Ottawa a eu lieu, ce n'était plus la même nouvelle qu'à Laprairie, et là on disait que l'emprunt avait été fait dans des conditions très avantageuses pour la province. La presse conservatrice

ajoutant foi aux déclarations ministérielles, en félicitait le pays.

Plus tard, il y eut des craintes de manifestées, et dans le comté de Champlain, l'honorable premier ministre s'est empressé de rassurer la province en disant que bientôt il aurait l'argent promis par les capitalistes américains.

On ne connaît pas encore jusqu'à quel point le gouvernement est responsable de ce fiasco. Mais si on n'avait pas fait autre chose que des négociations qui n'engageaient à rien au moment où on annonçait que l'emprunt était placé, on aurait pu dire aussi bien que l'intérêt était de deux par cent au lieu de trois et demi, et cela aurait paru encore plus habile de la part du gouvernement. Quant aux capitalistes, ils n'en auraient pas plus souffert pour tout cela, puisqu'ils n'étaient pas obligés de donner l'argent.

La meilleure preuve que l'emprunt n'a pas été fait à New-York, c'est qu'on nous annonce maintenant qu'il a été placé en France. Nos adversaires, pour expliquer leur insuccès sur le marché américain, nous disent que les capitalistes avec lesquels ils étaient entrés en négociations, sont morts avant que ces négociations fussent terminées. Cette raison me surprend, car enfin ils nous ont montré que c'est avec les morts qu'ils font les meilleures affaires, à preuve l'élection de Laprairie....

La presse ministérielle a émis de singulières prétentions relativement aux conditions de cet emprunt. Elle a tout bonnement fait une comparaison injuste et déraisonnable entre cet emprunt et ceux placés précédemment, sans tenir aucun compte de la situation du marché monétaire. La question n'est pas de savoir si les conditions sont plus avantageuses que celles obtenues par les gouvernements précédents, mais si on n'aurait pas pu faire mieux. Or nous doutons que le gouvernement puisse prétendre avec raison qu'il a obtenu les meilleures conditions possibles, eu égard



à la situation du marché monétaire, et nos doutes sont basés sur le fait que dans le même temps, d'autres corps publics ont emprunté à de meilleures conditions que nous. Quoi qu'il en soit, je n'entends pas discuter ce point maintenant, car nous aurons occasion d'y revenir plus tard. Mais avant de passer à un autre sujet je désire faire encore une remarque ou deux. J'ai dit que le prix de l'argent, comme une autre marchandise, suit les fluctuations de l'offre ou de la demande, suivant leur activité respective. S'il y a beaucoup d'argent à prêter et que les demandes ne soient pas nombreuses, l'intérêt est moins élevé, tandis que c'est le contraire, si l'argent est rare et si la demande est ferme et active.

Ainsi avant l'établissement dans la province du Crédit Foncier, on ne prêtait qu'à huit par cent, tandis que maintenant l'intérêt n'est que de cinq ou six par cent. Je ne puis mieux comparer la situation du gouvernement par rapport à cet emprunt qu'à celle d'un homme qui, ayant emprunté à cinq par cent, irait trouver son voisin et lui dirait : Je suis beaucoup plus habile que vous. Pour votre argent emprunté vous payez huit par cent, tandis que moi je ne paie que cinq. Ce voisin pourrait lui répondre : quand j'ai emprunté, les taux étaient élevés et j'ai dû faire comme tout le monde du reste. De votre côté, vous n'avez pas raison de vous vanter de votre prétendue habileté, puisque vous ne payez que l'intérêt qui est exigé généralement à cause de l'abondance des capitaux qui cherchent des placements. Ce raisonnement s'applique au cas actuel et il n'est pas plus juste de reprocher aux autres gouvernements le taux de l'intérêt ou les autres conditions, puisque ces gouvernements ont dû accepter les conséquences de la situation du marché monétaire au moment de la négociation de leurs emprunts.

Si les conditions obtenues en France sont avantageuses, le mérite n'en revient pas seulement au gouvernement actuel. Il ne faut pas oublier que ce sont les conservateurs qui ont

frayé le chemin. On se rappelle encore la lutte qui s'est faite à propos du Crédit Foncier.

De plus, ce sont les conservateurs qui les premiers ont nommé un agent en France chargé d'y faire connaître notre province, sa richesse et ses ressources. C'est cet agent qui a répandu là-bas de saines connaissances sur notre pays en faisant devant l'élite de la société, des conférences qui ont été admirées de tout le monde. Sans le travail de cet agent, l'honorable premier ministre n'aurait pas pu placer son emprunt comme il l'a fait. Cependant il ne s'est pas passé de session sans que les ministres d'aujourd'hui ne nous aient reproché les dépenses encourues pour le maintien de cet agent en France.

A la dernière session, nous disions que nous n'avions pas besoin d'emprunter trois millions et demi, et il me semble que les événements nous ont donné raison. Le dernier jour de la dernière session, on voulait faire adopter de nouveaux arrangements avec certaines compagnies de chemins de fer, lesquels arrangements représentaient une dépense additionnelle de \$600,000. Nous n'avons pas refusé. Nous avons dit : qu'on nous laisse voir les résolutions, mais on n'a pas voulu, en donnant pour raison que ces arrangements ne pouvaient être mis devant le public avant que nous nous fussions engagés à les approuver. Depuis ce temps-là, l'honorable premier ministre nous a annoncé qu'il allait continuer la politique d'encouragement à la construction des chemins de fer. Je m'en réjouis car c'est pour mon parti et pour moi, la meilleure vengeance que nous puissions désirer.

Dans le discours du trône ces messieurs nous disent qu'il faut aller plus loin et que la politique inaugurée en 1882 les y oblige. Nous répondons que cette politique ne les force pas d'aller plus loin.

Si on prétend qu'il faut donner des subsides à toutes les compagnies qui en sollicitent et qui n'en ont pas eu, je rappellerai la proposition de l'honorable secrétaire de la province en 1886, par laquelle il ne voulait restreindre le bénéfice de la politique des chemins de fer qu'à deux compagnies. Dans le temps il nous a semblé que c'était là une politique de clocher, mais il ne faut pas oublier que tout le parti libéral a voté pour cette proposition.

J'ai bien hâte de connaître comment on est forcé d'aller plus loin à cause de la politique de 1882 et 1886. Dans tous les cas nous jugerons cette législation selon son mérite. J'espère que le gouvernement nous donnera l'avantage d'étudier ces résolutions avant la fin de la session et qu'il n'ira pas acheter les comtés en bloc par des subventions, ainsi qu'on pourrait le faire par la politique des ponts en fer. J'espère que l'on ne tentera pas d'influencer le corps électoral comme la chose a été faite à Laval. Là on entendait dire qu'il fallait élire un partisan du gouvernement si on voulait avoir tel ou tel avantage. Il faudra donc que la politique du gouvernement soit bien définie avant que nous l'adoptions.

Mais d'après ce qui se passe aujourd'hui, n'ai-je pas raison de dire que le gouvernement avait tort de prétendre qu'il fallait emprunter trois millions et demie, quand il s'engage dans une voie qui aura pour effet d'augmenter les responsabilités de la province d'une manière aussi considérable. D'un autre côté cette politique de chemins de fer n'est guère de mise dans la bouche de ceux qui n'ont pas cessé de nous combattre parce que nous avons subventionné ces sortes d'entreprises.

A Hochelaga, l'honorable secrétaire de la province nous disait que le gouvernement allait prendre l'argent nécessaire pour faire face à ces obligations sur le capital des écoles communes et sur le revenu de la taxe sur les cor-

porations commerciales. Alors vous auriez donc pu vous dispenser d'emprunter, donc nous avons raison de dire qu'il n'y avait aucune nécessité d'augmenter ainsi la dette consolidée de la province, lorsque nous avons combattu votre emprunt à la dernière session.

L'honorable député d'Ottawa nous a dit que si nous avons obtenu des conditions avantageuses pour notre emprunt, nous le devons au gouvernement. Il fait erreur. En France on a eu égard au bon crédit de la province. Pense-t-on que si l'honorable premier ministre avait été dire en France que la province est à la veille de la banqueroute, et s'il avait dit aux capitalistes : prêtez nous, si non nous sommes ruinés, pense-t-on, dis-je, qu'il aurait obtenu des conditions aussi avantageuses ? Non, malgré lui, l'honorable premier ministre a été obligé de rendre justice à l'administration conservatrice.

L'honorable député d'Ottawa nous a parlé des travaux de la conférence interprovinciale. Sur cette question je n'ai pas changé d'opinion, et je ne crois pas encore que les provinces aient couru le moindre danger quand même cette conférence n'aurait pas eu lieu.

L'honorable député d'Ottawa a parlé de la nomination des sénateurs, et il trouve judicieux qu'une partie des sénateurs soit nommée par les provinces, afin d'assurer l'autonomie de celles-ci. Est-ce que les députés à la Chambre des communes ne sont pas élus par les provinces ? Ne peuvent-ils pas leur donner cette protection dont parle l'honorable député ? On dit aussi que le pouvoir de désaveu doit être exercé à Londres et non pas à Ottawa. Et cependant à Ottawa ce pouvoir n'est exercé que sous la responsabilité des ministres devant rendre compte de leur conduite au peuple de toutes les provinces. N'est-ce pas là une contradiction flagrante.

Il est aussi question du Conseil législatif. Je voudrais bien savoir ce que l'honorable premier ministre veut en

faire ? Depuis qu'il siège dans cette Chambre, nous avons eu plusieurs déclarations de sa part, au sujet du Conseil. Il a commencé par nous dire que la Chambre haute était inutile. Plus tard c'est devenu plus grave, et il nous a dit non seulement que le Conseil était inutile, mais que c'était une institution nuisible, et que pour sa part, il ne regarderait pas d'arriver au pouvoir, le seul but de l'abolir. L'an dernier il nous déclarait qu'il n'abolirait pas le Conseil législatif ; mais évidemment, cette déclaration ne devait pas servir longtemps, car dans cette même conférence, il vota en faveur d'une résolution tendant à faciliter l'abolition du Conseil législatif. On désire que la loi qui abolira le Conseil, législatif ne soit pas approuvée par le Conseil, et qu'il suffise qu'elle reçoive l'approbation des deux-tiers de la branche populaire. Comment concilier cette résolution avec la déclaration de l'honorable premier ministre qui ne veut pas abolir le Conseil, tout en demandant à cette Législature d'adopter une résolution tendant à faciliter cette même abolition. D'un autre côté, il est assez étrange de voir que ceux qui jusque là avaient appartenu au parti conservateur, n'aient rien dit contre la teneur de cette résolution.

Maintenant on vient déclarer que l'on veut bien que le Conseil vive, mais à condition qu'il ne fasse rien contre le gré de ces messieurs. Mais si le Conseil juge à propos de ne pas approuver tout ce que ces messieurs feront, qui dira si c'est le Conseil qui a tort ou si c'est la majorité de l'Assemblée législative. Sera-ce celle-ci qui s'érigera en juge dans sa propre cause, qui décidera que le Conseil a eu tort, et qu'il mérite la mort ? C'est pourtant la position qui est faite par l'honorable député d'Ottawa, et elle est tellement étrange que je ne crois pas qu'il ait songé sérieusement à ce qu'il a dit.

Dans un autre paragraphe du discours du trône, le gouvernement nous annonce qu'il va donner plus de développe-

ment à sa politique tendant à encourager la construction des ponts en fer. Voilà encore une promesse qui sent les élections. Ceci me rappelle ce qui s'est passé dans le comté de Laval, tout récemment. Des partisans du cabinet répétaient partout que si le candidat ministériel était élu, le gouvernement ferait bâtir des chemins de fer dans toutes les paroisses. Il devait y avoir tant de chemins de fer que les boulangers pourraient distribuer leur pain en wagon. Il me semble qu'il aurait valu mieux laisser cela dans l'Île Jésus, et ne pas en parler dans le discours du trône.

Je reviens pour un moment à la question du désaveu. On nous dit que le système actuel n'offre pas toutes les garanties désirables pour assurer l'autonomie des provinces. On sait pourtant que les cours de justice sont appelées à juger des conflits qui peuvent s'élever entre les autorités fédérale et provinciale. Est-ce que les juges ne représentent pas les provinces ? De plus les ministres à Ottawa ne savent-ils pas que les membres de la Chambre des communes, auxquels ils doivent rendre compte de tous leurs actes, représentent eux aussi les provinces ? Ces messieurs de la droite n'ignorent pas ces faits, et cependant ils voudraient remplacer le système actuel, par une référence à Londres. S'il y a danger à ce que ce pouvoir de désaveu soit exercé ici dans les circonstances que l'on connaît, ce danger disparaîtra-t-il quand ce pouvoir de désaveu sera mis entre les mains du gouvernement impérial ? En supposant que le gouvernement impérial consente à ce changement, croit-on qu'avant de se prononcer il ne se renseignera pas auprès des ministres à Ottawa ? Alors la situation au lieu d'offrir plus de garanties au point de vue où se placent nos adversaires, en préentera moins, car les ministres fédéraux exerceront d'une autre manière le même pouvoir qu'aujourd'hui sans pour cela être responsables au parlement du Canada.

Par cette résolution on remet entre les mains du gouvernement impérial le soin de désavouer nos lois. Pourtant

n'est-ce pas là suivant l'honorable premier ministre, que l'on complotte notre ruine nationale ? Voici ce que disait à ce sujet l'honorable premier ministre, le 10 avril dernier ; parlant de la fédération impériale, il faisait la déclaration suivante : “ Car remarquons-le bien, c'est en Angleterre qu'il faut chercher le centre d'action où se dressent les plans destinés à nous ravir les institutions que nous chérissons à si justes titres. ”

Et c'est à l'Angleterre que l'on voudrait confier expressément le droit de désaveu, qui serait une arme puissante pour “ nous ravir les institutions que nous chérissons à si justes titres ”, pour me servir des expressions mêmes de l'honorable premier ministre.

Plus loin, il ajoute : “ Les partisans de cette fédération impériale sont de plus en plus audacieux. Ils viennent de s'affirmer d'une manière éclatante et de faire entrer leur rêve dans le domaine de la politique actuelle, par la nomination du nouveau gouverneur général, qui est un partisan avoué de la fédération impériale. En effet, Lord Stanley a laissé comprendre qu'il vient au Canada avec l'intention bien arrêtée et la ferme détermination de faire triompher cette cause. C'est-à-dire qu'il vient ici comme Lord Durham en 1839, achever l'œuvre de destruction nationale, commencée par l'auteur du fameux rapport que tout le monde connaît. ”

Voilà les paroles du premier ministre et elles font une singulière impression si on les rapproche de la résolution qu'il a signée et dans laquelle il demande de changer notre constitution de manière à donner à l'Angleterre, à “ ce centre d'action ” comme il l'appelle, “ où se dressent les plans destinés à nous ravir nos institutions que nous chérissons à si justes titres, ” et où les partisans de cette fédération impériale sont parvenus à acquérir une influence assez considérable dans la politique pour faire nommer un des leurs

gouverneur général du Canada. Il y a là un manque de logique de la part du premier ministre bien pénible à constater. Dans tous les cas je ne puis concilier ces paroles, ce cri d'alarme avec la proposition qu'il nous fait relativement au désaveu.

On nous parle de l'augmentation du subside. Sur ce sujet comme sur tous les autres, nous ne nous contredirons pas. Quand nous avons demandé au gouvernement fédéral d'augmenter ce subside, nous lui laissons les sources de revenus dont il dispose. Nos honorables amis de la droite demandent plus de revenus d'Ottawa, mais en même temps ils voudraient d'une mesure qui mettrait le trésor fédéral presque à sec. Je me demande comment l'honorable premier ministre a pu s'inscrire pour la réciprocité commerciale avec les Etats-Unis, ce qui veut dire taxe directe, de l'aveu même de Sir Richard Cartwright, l'un des principaux chefs du parti libéral dans la politique fédérale, et qui a admis que cette réciprocité commerciale ferait perdre au trésor canadien, le jour où elle serait adoptée et appliquée, des millions et des millions de piastres, qu'il faudrait remplacer par une taxe de tant par tête de la population. Pourtant ces messieurs du gouvernement qui n'ont pas peur de s'inscrire en faveur d'un projet qui doit aboutir à la taxe directe, déclarent partout que cette taxe serait un danger pour les institutions provinciales. Je crois encore trouver là une contradiction évidente.

L'honorable député d'Ottawa nous a déclaré avec une touchante et naïve conviction, qu'il était bien content d'apprendre qu'enfin les déficits avaient cessé. C'est bien malheureux, mais l'honorable député aurait pu être content dès 1885, puisque les déficits ont cessé cette année-là. Il a donc perdu trois années de contentement et de bonheur.

Je me rappelle qu'en 1886 l'honorable trésorier nous disait que son prédécesseur l'honorable député de Sher-



brooke ne pouvait se vanter de ce petit surplus, car, ajoutait-il, pour que ce surplus fut réel et vrai, il faudrait retrancher le montant reçu à titre d'arrérage du gouvernement fédéral en vertu des arrangements conclus en 1884, et les sommes perçues de la dette du fonds d'emprunt municipal. Ce qu'il nous reprochait à tort alors est vrai pour lui aujourd'hui et l'on va voir de quelle manière se compose ce prétendu surplus.

En 1886, l'honorable trésorier parlant des éléments de notre surplus de 1885, ne faisait que deux restrictions, et je viens de démontrer sommairement ce que nous devons en penser ; prochainement nous connaissons ce que le trésorier en pense lui-même lorsqu'il s'agira pour lui de grossir le chiffre de la recette ordinaire. De tout ceci j'en conclus que l'honorable député d'Ottawa aurait pu se réjouir deux ans plus tôt qu'il ne l'a fait.

L'honorable député nous a aussi parlé de la taxe sur les commerçants de bois. Le gouvernement, à la dernière session, nous disait qu'il ferait exécuter à la lettre ce qu'il avait décidé, c'est-à-dire qu'il augmenterait la rente foncière de deux à cinq piastres. Dans le comté de Laprairie, le gouvernement et ses amis se sont vantés d'avoir ainsi taxé les marchands de bois. Mais rendu à Ottawa la chanson n'était plus la même, car voyez-vous, là M. le président, il y avait des marchands de bois, et il s'agissait d'une élection.

Je n'en dirai pas davantage sur ce sujet. On nous déclare que les marchands intéressés sont satisfaits. Je ne vois pas pourquoi nous nous montrerions plus indignés qu'eux.

Dans le discours du trône, on nous parle de la taxe sur les corporations commerciales. En 1882, lorsque cette taxe fut soumise à la Chambre par le gouvernement conservateur, l'honorable premier ministre d'aujourd'hui déclarait qu'il fallait en effet faire payer les riches à la place de ce pauvre peuple. On voit que je ne me trompe pas, que c'est

bien l'honorable premier ministre qui parlait ainsi, car il n'y a que lui pour dire de ces choses, et les dire de cette manière-là. Donc, ce n'est pas ni lui ni son parti qui a créé cette source de revenu. Plus tard, il disait que le gouvernement avait su mettre fin aux procès intentés contre les corporations commerciales. Or il paraît que l'avocat envoyé en Angleterre par le gouvernement n'a pas même eu à ouvrir la bouche pour plaider la cause de la province, vu que cette cause avait été si bien préparée par le gouvernement conservateur, que les juges du conseil privé déclarèrent être suffisamment renseignés par les documents que nous avions transmis, et qu'ils étaient prêts à rendre leur jugement, ce qu'ils firent immédiatement. Le gouvernement n'a donc pas eu plus de mérite dans cette affaire, que le souffleur d'orgue dans l'exécution d'un morceau de musique.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

L'honorable M. **Taillon** — M. le président, lorsque vous avez quitté le fauteuil à six heures, j'étais rendu au septième paragraphe de l'adresse. Mais avant de passer à un autre sujet, on me permettra d'attirer l'attention de la Chambre sur un passage du discours de l'honorable premier ministre, du 10 avril dernier. Voici ses paroles sur la question du désaveu des lois provinciales :

“ De plus, il ne faut pas oublier qu'il ne s'agit ici que du droit de désaveu à être exercé dans les intérêts généraux de l'empire ou du Dominion ; et nullement dans les cas de lois provinciales qui seraient *ultra vires*, ou en dehors de la juridiction des législatures.”

Je désirerais entendre l'honorable premier ministre nous donner toute sa pensée sur ce sujet. S'il ne s'agit que de décider la question de constitutionnalité de nos lois, je n'y verrais pas autant d'objection, car en Angleterre il y a des hommes qui sont au courant des rouages de notre constitu-

tion. Ils n'auraient pas besoin de renseignements de qui que ce soit pour se former une opinion. Ils n'auraient qu'à prendre notre constitution. Mais quand il s'agit des intérêts de l'empire ou du Canada, alors il leur faudra se renseigner pour ce qui concerne la Confédération, auprès de ceux qui seront les plus en position de leur fournir les informations demandées. Alors si on va à Ottawa le gouverneur général donnera son opinion, opinion qu'il recevra de ses ministres, mais ici il n'y aura plus la garantie de la responsabilité ministérielle, obligeant les ministres à agir avec une grande prudence. Mais je suppose que le gouverneur général ne demandera pas l'opinion de ses ministres, vous aurez donc encore moins de garantie qu'il n'en existe aujourd'hui. Dans le cas contraire, l'avis des ministres se donnera secrètement et les Chambres fédérales n'auront pas le droit de juger la conduite de ceux qui auront donné tel ou tel avis.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province.*— Nous pensons que jamais ce désaveu ne sera exercé, pour la bonne raison que nous ne pouvons pas passer des lois qui sont contraires aux intérêts de l'empire.

L'honorable M. **Taillon**.— M. le président, on pourra dire que le gouvernement impérial n'a jamais exercé ce pouvoir de désaveu contre les lois du Canada, mais il ne faut pas oublier qu'en vertu de ce nouveau système l'occasion de l'exercer pourra se présenter plus souvent que par le passé.

L'adresse nous parle des abus qui ont pu se glisser dans l'emploi des deniers votés pour la colonisation. Je désire rappeler la position que nous avons prise l'année dernière. Depuis la session de 1887, j'ai pris part aux élections et j'ai raison de dire ici que la discussion ne s'est pas faite loyalement du côté de nos adversaires. Ils nous ont accusés d'être les complices des auteurs de ces fraudes. Ils ont

même dit que nous nous étions opposés aux efforts du gouvernement dans le but de découvrir ces fraudes. Jamais nous n'avons rien fait pour justifier pareilles accusations. Voici les faits : Nous avons blâmé la nomination des nouveaux employés, chargés de découvrir ces fraudes. Nous avons rappelé à nos adversaires qu'ils avaient prétendu, pendant qu'ils étaient dans l'opposition, qu'il y avait trop de fonctionnaires publics et nous leur avons reproché leur inconséquence. Nous avions d'autant plus raison de leur faire ces reproches, qu'un ministre même nous avait dit qu'il ne pouvait atteindre la porte de son bureau à cause du grand nombre des employés qui encombraient les corridors. C'est sur ce point uniquement que nous avons critiqué la conduite du gouvernement. Voilà la vérité.

Nous n'avons pas d'objection à ce que le gouvernement fasse ce qu'il doit faire pour découvrir ces fraudes, et qu'il punisse les coupables. Mais si le gouvernement veut se montrer sincère, qu'il cesse de parler de cela comme un moyen de faire progresser les petites affaires de parti. Il paraît même qu'on aurait dit à quelqu'un : Si vous voulez donner votre démission, nous allons abandonner les poursuites intentées contre vous. Il paraît que ces choses se font et se disent ainsi ouvertement. Dans un autre comté, on aurait dit : Si vous voulez discontinuer le procès en invalidation d'un tel, nous allons arrêter les procédures dans tel cas. Ce n'est pas ainsi que l'on fera respecter la justice, ni croire à la sincérité des motifs qui inspirent ces poursuites. Si des gens ont détourné des fonds appartenant à la colonisation, qu'ils soient punis et qu'on ne nous soupçonne pas de pourvoir transiger quand il s'agit de matière aussi grave.

Puisque je suis à parler de procès électoraux, je dirai toute ma pensée. Il y a des faits en matières électorales qui ne sont mauvais que parce que la loi les qualifie comme tels : par exemple, le louage d'une voiture pour transporter un

électeur au bureau de votation. On sait que ce n'est pas mal à un autre point de vue que celui de la loi, et très souvent celui qui se sera rendu coupable de cette faute aura agi par ignorance de la loi. Je qualifierai ces faits comme de simples imprudences. Mais si un homme a offert de l'argent à un électeur pour son vote, ou s'il y a eu des parjures de commis pour assurer une élection, je dis que ce sont là des faits sur lesquels la loi doit avoir son cours, et qu'il est immoral d'empêcher que la justice sévise à l'égard de tels coupables.

Quant à ces détournements des fonds de la colonisation, on n'aurait pas dû montrer autant de surprise, lorsqu'on sait que ces choses regrettables ont lieu dans les bureaux ou les administrations les mieux tenus. Il y a eu déjà des détournements de fonds, et personne ne peut dire qu'il n'y en aura plus à l'avenir. Il y en a eu dans les bureaux des compagnies d'assurance, dans les bureaux de la corporation de Montréal et de Québec. Il ne faut donc pas être surpris qu'il ait pu y en avoir dans l'administration des deniers de la colonisation, laquelle requiert un personnel extérieur si considérable.

Quant à la refonte des statuts, qu'on nous annonce comme terminée et qui devra entrer en force le premier juillet prochain, je n'ai rien à dire. On sait où en est l'ouvrage. Cette refonte constitue un immense avantage pour ceux qui désirent étudier le corps de nos lois. On a cru devoir faire un simple travail de refonte, au lieu d'une codification. Il aurait peut-être été préférable qu'il en eût été autrement, mais la chose est faite, et il n'y a plus à y revenir.

Quant aux commissions royales, je suis content de voir que leurs travaux sont finis. Mais je regrette la dépense que ces commissions ont occasionnée.

La première a trait à l'enquête sur les affaires relatives au chemin de fer du Nord. Après les nombreuses accusations

portées par nos adversaires, il était bien excusable de nommer cette commission afin de faire une enquête. L'honneur de nos hommes publics est la propriété du public, et il ne convient pas qu'ils restent sous le coup d'accusations comme celles qui étaient formulées, à propos de la vente du chemin de fer.

Quant à la commission des asiles, j'ai dit l'année dernière qu'il n'y avait pas de nécessité de la nommer, et je n'ai pas changé d'opinion. On n'a qu'à se rappeler ce qui s'est passé pour s'en convaincre. Une loi avait été présentée par le gouvernement Ross dans le but d'améliorer la législation existante afin de remédier à certains abus. A ce propos on nous a accusés d'avoir agi sous l'impulsion des idées émises dans un certain écrit, par le Dr Tuke. C'était faux, entièrement faux, et d'ailleurs qu'on lise les *Débats* de cette Chambre et l'on verra que ce n'est pas nous qui avons mentionné ce nom pour étayer notre cause. Comme je l'ai dit sous serment devant la commission, nous avons agi d'après les communications confidentielles d'hommes parfaitement renseignés et d'une honorabilité sans reproche. Voilà la vérité.

Lorsque nous avons soumis notre loi, ces messieurs de la droite nous reprochaient de ne pas aller assez loin. Ils se prétendaient absolument renseignés et en état de faire la meilleure loi possible sur ce sujet. Mais voilà qu'arrivés au pouvoir et en position de mettre leurs idées en pratique, en les faisant passer dans la législation de la province, les voilà, dis-je, qu'ils hésitent, se troublent et ne savent plus que faire. Il leur faut une commission royale pour les renseigner, pour leur dire quoi faire.

Ceux qui, dans une certaine presse et ailleurs, nous ont combattus, ont commencé par dire que notre loi violait les immunités ecclésiastiques. Mais des autorités compétentes ont déclaré que, vu les contrats, cette accusation ne pou-

vait être prouvée. Battus sur ce point, nos adversaires se sont rabattus sur l'accusation que la loi violait les contrats. Nous avons prouvé que cette accusation n'était pas plus fondée que l'autre, mais cela ne les a pas empêchés de continuer la lutte.

Lorsque le gouvernement est arrivé au pouvoir, l'on tenait à faire croire qu'on avait été de bonne foi ; il fallait trouver un moyen de faire sortir de l'impasse ceux qui avaient prétendu que la loi violait les immunités religieuses et ceux qui, parmi les libéraux, disaient que les asiles étaient mal administrés. Pour cela on a imaginé de nommer une commission royale.

Nous avons donc eu une commission, mais les médecins qui en font partie sont des médecins comme les autres ; les avocats qui en font partie sont des avocats comme les autres. Ils n'offrent pas plus de garantie que n'importe qui. Ces messieurs ont visité les asiles de la province d'Ontario et des Etats-Unis. Quelles suggestions nous apportent-ils, quels moyens merveilleux vont-ils nous soumettre pour satisfaire les défenseurs des immunités religieuses, nous ne le savons pas encore. Dans tous les cas j'ai hâte de voir le chiffre de la dépense afin de constater si elle est en proportion du bien que l'on peut attendre des travaux de cette commission.

Quant à la commission agricole, je ne ferai pas de remarques aujourd'hui. Nous verrons lorsque le rapport sera devant la Chambre si là encore on a obtenu des résultats en proportion de la dépense occasionnée.

Dans un autre paragraphe de l'adresse, on dit que l'agriculture et la colonisation sont les deux grandes causes nationales par excellence. Enfin, on revient au bon sens et j'en suis heureux, car il fût un temps où on ne raisonnait pas ainsi. Riel et les Métis sont abandonnés et on n'en parle plus.

Le gouvernement a beaucoup de sollicitude pour l'agriculture et la colonisation. Il le dit du moins.

Je me rappelle que l'année dernière, on nous disait dans cette Chambre et dans la presse ministérielle que pour satisfaire la classe agricole, il fallait un département spécial pour l'agriculture, et un ministre qui fut un cultivateur authentique, pour me servir de l'expression d'un certain correspondant de journal.

Nous avons cru que le ministre qui existait alors pouvait s'occuper des travaux publics tout en donnant suffisamment son attention à l'agriculture, qu'il avait sous sa direction. Nous disions : il n'y a plus de travaux publics à faire. Il n'y a guère que la construction d'un palais de justice à Montréal, mais cela n'est pas suffisant pour avoir un département spécial. On n'a pas voulu suivre notre avis et la majorité a décrété la création d'un département spécial pour l'agriculture, en pourvoyant à l'abolition de la charge de solliciteur général. Les changements autorisés par cette loi n'ont été faits que tout récemment, à la veille de la session.

Pour ceux qui étaient d'opinion qu'il ne fallait pas de solliciteur général, c'était mal de le garder si longtemps, puisqu'il s'est écoulé une année depuis que cette décision a été prise. D'un autre côté pour ceux qui disaient qu'il fallait un ministre d'agriculture doublé d'un cultivateur authentique, un homme pratique, on a dû être désappointé en voyant un avocat prendre la direction de ce département. Je ne sache pas que l'honorable premier ministre ait de grandes connaissances en agriculture. Sous ce rapport il n'en a pas plus que le premier venu.

L'honorable M. Ross a été premier ministre et commissaire d'agriculture en même temps, et personne n'a crié au miracle pour cela. A en croire un certain journal de cette ville, l'honorable premier ministre aurait fait là un coup de



génie incomparable, quelque chose de merveilleux. Jamais on a vu un pareil lyrisme pour un acte bien ordinaire et qui s'était déjà produit.

On nous annonce que des sommes plus considérables vont être votées pour la colonisation. Si on les a, tant mieux. Nous avons fait voter des sommes plus élevées pour la colonisation en 1885 et en 1886, et si on peut en donner davantage, ce n'est pas nous qui y trouverons à redire.

M. le président, on nous annonce que l'on va modifier le code de procédure civile, en vue de diminuer les frais des plaideurs. Nous nous proposons de faire la chose, une fois l'œuvre de la codification terminée.

Il sera peut-être facile de diminuer les délais, mais quant à diminuer les frais, c'est une autre question. Cela ne pourra se faire qu'aux dépens du gouvernement et des avocats, et je ne sais si les avocats sont prêts à faire ce sacrifice.

Quant au fonds des écoles communes, on sait que M. Würtele, lorsqu'il était trésorier, s'est occupé du règlement de cette question. Que M. Mowat se soit montré sympathique à l'égard d'un gouvernement composé de ses amis, cela se comprend, et je ne lui en fais pas un reproche. En rapport avec cette question, il s'agira de résoudre aussi celle de savoir s'il vaut mieux la soumettre à des arbitres ou aux tribunaux ordinaires. C'est ce que nous verrons plus tard, lorsqu'on sera appelé à délibérer sur ce sujet.

On parle d'économie. J'espère que les promesses qu'on nous fait vont se réaliser. L'année dernière, on avait pris beaucoup d'employés parce que, disait on, la saison était rigoureuse. On n'aura pas le même prétexte cette année. La verdure qui croît de toutes parts, les chants harmonieux des oiseaux et les brises embaumées du printemps nous indiquent que nous sommes dans la plus belle saison de l'année.

On nous annonce un surplus pour l'année courante. J'espère que l'honorable trésorier nous montrera un excédent sans compter dans ses recettes les sommes qui ont été versées dans le trésor sous forme d'arrérages des taxes sur les corporations commerciales, et de règlement de compte avec la province d'Ontario et la cité de Montréal. Ces montants ne doivent pas être considérés comme une recette ordinaire, et l'honorable trésorier ne saurait les compter comme telles, sans se mettre en contradiction avec ses déclarations passées.

L'honorable député d'Ottawa nous a parlé d'émigration, et il nous a dit que si l'on voyait tous les jours tant de nos compatriotes prendre le chemin des Etats-Unis, c'était parce qu'on ne s'était pas assez occupé de colonisation. Ce reproche ne saurait nous être adressé. Sous le gouvernement Joly, nos adversaires n'ont voté seulement que \$38,000 pour la colonisation, tandis que nous avons augmenté très largement ce crédit. Si on a eu l'intention de faire un reproche à quelqu'un ce n'est pas à nous qu'il s'adresse.

Il nous dit qu'en encourageant la colonisation, cela aura pour résultat de diminuer l'émigration. Je veux bien le croire, mais il ne faut pas oublier dans quelle classe de notre population se recrute cette émigration. Or l'honorable député de Maskinongé nous a dit qu'on naît colon mais qu'on ne le devient que difficilement. Cette opinion ne me paraît guère cadrer avec celle de l'honorable député d'Ottawa.

Dans la conférence interprovinciale, les ministres ont jugé à propos de se déclarer favorables au projet de la réciprocité illimitée avec les Etats-Unis. C'était je suppose une manière comme une autre de repousser les empiètements des autorités fédérales sur les provinces ! Ces messieurs ne se sont pas gênés pour faire connaître leur opinion sur une question toute fédérale de sa nature, mais ce n'est pas sur ce point

que je désire attirer pour le moment l'attention de la Chambre.

Etant donné le but pour lequel nos compatriotes émigrent aux Etats-Unis, il est évident que les manufactures seules peuvent empêcher cette émigration. On sait très bien que les Canadiens qui passent la frontière, vont aux Etats-Unis dans le seul but de grossir la population des centres industriels et non pas pour se livrer à la culture. Donc si vous voulez empêcher l'émigration, souhaitez que le pays ait des manufactures, et ne travaillez pas à établir la réciprocité illimitée qui sera la mort de nos industries naissantes. C'est là ma manière de voir.

Le paragraphe dix-huit a rapport à la conversion de la dette. Je ne veux pas en parler avant que l'honorable premier ministre nous ait dit sa pensée plus au long. C'est une question très importante et qui demande la plus sérieuse considération.

Je termine, M. le président, ces remarques qui ont été bien longues, je le reconnais. Cependant les sujets que mentionne l'adresse ne me permettaient guère d'être plus concis. Plusieurs de ces sujets seront l'objet d'un débat spécial, de sorte que les remarques que j'ai faites suffisent pour le moment. Les conservateurs n'ont pas changé d'opinion, et ils ont droit de dire aujourd'hui que les événements leur ont donné raison.

Espérant qu'on me pardonnera d'avoir retenu la Chambre si longtemps, je reprends mon siège.

L'honorable M. **Mercier** —*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—M. le président, personne, j'en suis sûr, ne reprochera à l'honorable chef de l'opposition d'avoir été trop long. On ne se fatigue pas d'un discours aussi spirituel. Nous l'avons écouté avec plaisir, et nous avons admiré sa courtoisie.

Cette modération dans la forme n'exclut pas la vigueur dans le fond. Le début nous laisse augurer une session sinon calme, du moins courtoise et dépourvue d'incidents désagréables, une session dans le cours de laquelle, tout en défendant avec énergie nos idées et nos principes, nous nous traiterons comme des gentilhommes. Quand l'exemple part de si haut, il ne peut manquer d'être suivi.

M. le président, je dois aussi féliciter ceux qui ont bien voulu proposer et appuyer l'adoption de l'adresse en réponse au discours du trône.

L'honorable député d'Ottawa nous arrive précédé d'une réputation très enviable. Avocat distingué, il a déjà joué un rôle important dans sa profession. Sa place était ici et je lui souhaite la bienvenue au nom de mes amis et de toute la Chambre.

L'honorable député de Maskinongé, qu'il me permette de lui dire le sentiment unanime de ses collègues, nous a agréablement surpris. Il nous a prouvé que des cultivateurs pratiques peuvent être en même temps d'éloquents parleurs.

Ce devoir rempli — et il est agréable — j'entre dans le débat sans aucune intention de rappeler un passé acrimonieux. J'ai quelques remarques à faire sur certains points soulevés par l'honorable chef de l'opposition, mais je les ferai avec modération. Je suppose qu'il n'y aura pas d'amendement à l'adresse, de sorte que nous pourrons finir ce débat ce soir.

L'honorable chef de l'opposition a fait allusion à bien des choses. Il nous a parlé des élections d'Ottawa et de Laprairie, mais il l'a fait avec tant d'esprit que je suis prêt à lui pardonner la malice qui dictait ses paroles. Il a fait erreur, en me reprochant d'avoir déclaré à Laprairie que je ne ferais pas un emprunt. Quel intérêt avais-je à cacher

cela ? Le public avait devant lui le statut qui nous autorisait à emprunter, et j'ai seulement répondu à un de mes adversaires, qui prétendait que nous avions emprunté trois millions et demi, d'attendre au moins que l'emprunt fut négocié avant de le critiquer. Nous sommes simplement autorisés à emprunter, ai-je dit, mais ce n'est pas encore fait : Voilà ma déclaration de Laprairie. Quant à dire que j'aurais assuré aux électeurs de ce comté que nous n'emprunterions pas, c'est parfaitement impossible, autrement nous n'aurions pas fait passer un statut à cet effet. Donc, il est bien certain que je n'ai jamais fait une telle déclaration.

Il paraît, M. le président, que nous avons eu tort de dire que l'emprunt était contracté avec des capitalistes américains. C'était vrai pourtant, car le contrat était signé, et par là même il existait une transaction. La Chambre pourra se renseigner, car nous mettrons bientôt devant elle les papiers qui concernent les négociations.

Si ces négociations ont manqué, c'est dû à une suite de circonstances malheureuses comme il en arrive quelquefois, circonstances que personne ne pouvait prévoir. Mais la Chambre apprendra avec plaisir que la province n'a rien perdu, et qu'elle n'aura à défrayer que les dépenses de nos deux voyages à New-York.

Nous avons fait un autre arrangement, après la rupture du premier, mais ceux avec lesquels nous avons traité, découragés par les difficultés de toutes sortes qu'ils rencontraient sur leurs pas, ont abandonné la partie. C'est alors que nous avons dû aller en France pour placer nos débentures.

Il reste contre les capitalistes américains la question des dommages. Nous avons pris des informations auprès d'hommes de loi distingués de New-York, et ces avocats nous ont dit que notre marché était bon, mais que pour établir le montant de notre perte relative, il fallait faire un nouvel

arrangement, et qu'ensuite nous pourrions poursuivre ces capitalistes pour la différence entre le prêt qu'ils avaient promis et celui que nous aurions contracté. Ce n'est que maintenant que nous pouvons prendre les mesures propres à nous faire rembourser cette différence. Est-il opportun d'instituer une telle poursuite ? La Chambre en jugera, elle est maîtresse de ses décisions, mais pour moi je ne crois pas la chose opportune. Dans tous les cas, les documents seront soumis à l'étude de la Chambre, et elle pourra se convaincre que nous avons agi de manière à sauvegarder les intérêts de la province.

L'honorable chef de l'opposition s'est demandé si nous avions fait le meilleur marché possible dans les circonstances. C'est là je l'admets franchement la vraie manière de poser la question, et je suis prêt à y répondre. Je prétends que nous avons obtenu le cours de nos bons sur le marché européen. L'honorable chef de l'opposition a dit que nous avions eu moins que d'autres emprunteurs. C'est vrai, mais n'est-ce pas de la dernière injustice que de faire la comparaison à laquelle mon honorable adversaire faisait allusion en prononçant ces paroles. Je sais que l'on veut parler de l'emprunt négocié dans le même temps par la colonie de Victoria. Un journal important qui appuie mes honorables amis de l'opposition, a déjà formulé ce reproche, et je crois y avoir répondu. La colonie de Victoria est riche ; elle a un revenu considérable et depuis six ans ses emprunts sont pris à quatre par cent d'intérêt, tandis que nous, nous avons toujours emprunté à cinq, excepté en 1880 où l'intérêt a été de quatre et demi, mais deux ans plus tard, nous sommes retournés à des emprunts de cinq par cent. On comprend quelle différence doit exister entre notre crédit sur le marché monétaire et celui d'une colonie comme Victoria. L'emprunt de 1880 qui portait quatre et demi par cent d'intérêt a coûté à la province au-delà de \$500,000, qu'il a fallu retrancher sur la valeur

nominale de nos obligations, tandis que le montant à déduire sur notre emprunt n'est que de \$122,000. Je comprends qu'il ne convient pas de faire de comparaison entre les conditions de cet emprunt, et celles des emprunts précédents, mais il est également injuste de comparer, notre crédit à celui d'une colonie comme celle de Victoria.

L'honorable chef de l'opposition a dit que c'était les conservateurs qui avaient ouvert la voie aux relations entre la province et la France. Nous ne nions pas cela. Jamais nous n'avons combattu cette politique ; jamais nous n'avons lutté contre la réalisation de ce projet, et jamais nous nous sommes attristés de voir s'établir des relations d'affaires avec la France. Parmi nous il n'y a qu'un sentiment lorsqu'il s'agit de notre ancienne mère-patrie. Il n'y a plus de parti, il n'y a que des enfants de la même patrie, gardant précieusement son souvenir. Nous avons pu différer sur l'appréciation de certaines transactions, mais cela n'a jamais altéré en rien nos sentiments à l'égard de la vieille France, car il y a de ce côté-ci autant de cœurs français que de l'autre côté de la Chambre.

Oui, M. le président, les conservateurs ont ouvert le chemin, mais il avait été fermé ensuite et pour de bonnes raisons. Pourquoi ? Je n'ai pas intérêt à le dire maintenant, mais je ferai connaître ces raisons si l'on m'y provoque. Il a fallu rouvrir ce chemin. J'avoue que la tâche a été assez facile. Nous avons trouvé un accueil sympathique sur la vieille terre française. Nous n'avons eu qu'à frapper aux portes des institutions financières de France pour les voir s'ouvrir toute grandes devant nous. En France on aime le Canada, et quand on parle du Canada, les cœurs s'émeuvent comme ici lorsque nous parlons de la France. Là-bas nous avons été reçus comme des fils de famille qui reviennent au foyer paternel. On est prêt à nous avancer de l'argent pour développer nos richesses et nous aider à grandir et à pros-

pérer. Déjà plusieurs Anglais de ce pays sont venus me demander des lettres d'introduction auprès des capitalistes français, et j'ai été heureux de les leur donner. Je le dis avec un légitime sentiment d'orgueil et de fierté, nous pouvons maintenant nous lancer dans un grand mouvement de progrès et de développement de nos ressources, les capitaux ne nous feront pas défaut, car la France nous aidera de son argent. La conversion de la dette se fera facilement en France. Nous rencontrerons des difficultés ailleurs, c'est inévitable, mais nous les surmonterons, c'est certain.

La conversion de la dette se présente dans d'excellentes conditions financières et elle s'opérera à la satisfaction générale, si la Chambre veut nous donner son concours. Elle se fera non pas dans l'intérêt étroit et mesquin d'un parti, mais dans celui de toute la province. Elle se fera dans l'intérêt de l'éducation de l'agriculture et de la colonisation qui ont tant besoin de secours. Je suis certain que nous rencontrerons un appui patriotique pour cette grande mesure de la part de la grande majorité de la députation et du peuple de cette province.

L'honorable chef de l'opposition nous a fait un reproche parce que nous disons que la politique des chemins de fer, que nous annonçons dans le discours du trône, n'est que la conséquence de celle adoptée en 1882 et modifiée en 1886. Ce reproche n'est pas juste. Nous prétendons—comme il est d'ailleurs facile de le démontrer—que ce que nous proposons de faire aujourd'hui n'est que la conséquence nécessaire, rigoureuse de la politique de nos adversaires.

Ceux-ci nous disent : vous avez blâmé cette politique, comment pouvez-vous l'approuver aujourd'hui ? Nous répondons : votre politique a créé un état de choses auquel il nous faut remédier. Nous avons blâmé la création de certaines dettes, et cependant il nous faut bien les payer maintenant, puisque l'honneur du pays est engagé. Si vous



n'aviez pas inauguré cette politique en 1882, nous ne serions pas obligés de faire voter de nouvelles subventions à des entreprises que vous avez ignorées.

En 1882, M. Chapleau est venu engager le pays dans une voie qui devait avoir des conséquences considérables. D'un seul coup on accordait au-delà de six millions d'acres de terre. Et quand nous disions que cela allait nous entraîner dans des dépenses hors de proportion avec nos ressources, M. Chapleau nous répondait : " Nous avons des millions et des millions d'acres de terre qui font rien, pourquoi ne pas les donner pour encourager la construction des voies ferrées qui vont centupler la richesse nationale. Nous ne demandons pas un sou, seulement nous croyons qu'il est dans l'intérêt de la province d'utiliser le domaine public pour faire la prospérité de la population et activer le mouvement de la colonisation."

Cependant, malgré ces déclarations, on est venu quatre ans plus tard nous demander de convertir ces octrois de terres, en subsides en argent.

Mais là où l'on constate que notre politique n'est que la conséquence rigoureuse de la vôtre, c'est dans la manière dont vous avez distribué ces subsides. Il y a une foule de compagnies qui ont été oubliées. Je citerai, entr'autres, le chemin de fer Montréal et Sorel qui n'avait pas reçu un sou, tandis que d'autres compagnies avaient de fortes subventions. Ce chemin traverse une région qui a bien payé sa part des taxes publiques. Faute de ressource, cette compagnie n'avait pas payé les terres qu'elle avait expropriées des cultivateurs ; de leur côté les ouvriers attendaient le prix de leur travail. Il n'était pas juste de laisser ainsi souffrir ces braves gens, et nous avons cru devoir venir au secours de cette compagnie.

Sur le parcours du chemin de fer de Québec à Ottawa, vous avez aidé les embranchements de St Jérôme, Joliette

et St-Eustache, mais vous avez oublié d'autres entreprises qui méritent également d'être encouragées. Il y a le chemin de fer de St-Jérôme à la chute aux Iroquois, celui de Beauharnois et celui de la Gatineau. Il y a sur les bords de la rivière Gatineau des terres magnifiques et une population laborieuse, intelligente, qui demande pour prospérer, qu'on lui donne des communications faciles avec les grands centres. Le gouvernement fédéral a augmenté sa subvention, et nous en avons fait autant.

Le chemin de fer de St-Jérôme à la chute aux Iroquois, qui a une longueur de 70 milles, n'est pas encore construit et on ne peut nier que cette entreprise n'a été que trop ignorée. On lui a donné des octrois mais pas suffisamment pour permettre à ses promoteurs de la mener à bonne fin. Je me rappelle avoir entendu M. Chapleau déclarer à Ste-Agathe qu'il ne retournerait plus dans cette paroisse à moins que ce fut en chemin de fer. C'est une entreprise nécessaire et mon devoir est de compléter la politique inaugurée par mes adversaires. Je sais que M. Chapleau ne peut faire construire ce chemin, et bien que M. Chapleau soit mon adversaire, je ne puis oublier que cette voie ferrée est destinée à faire de la région qu'elle traversera un grand pays, habité par une population riche et prospère. Nous allons augmenter le subside de manière à assurer la construction de cette voie ferrée.

Il y a aussi le chemin de fer du lac St-Jean qui va aboutir à l'heure qu'il est à la Pointe-aux-Trembles, où l'eau est trop peu profonde pour permettre un raccordement aux vaisseaux qui devront plus tard sillonner cette mer intérieure. J'ai visité ce pays et en arrivant sur les lieux j'ai compris que ce chemin devait aller plus loin.

Ah ! M. le président, il fallait entendre avec quelle éloquence, quelle sagacité d'homme d'état, Sa Grandeur Mgr. Racine ne cessait de prêcher son projet favori auquel

je fais ici allusion, projet qui consiste à pousser cette voie ferrée jusqu'à la rivière Métabetchouan et jusqu'à Chicoutimi. Comme conséquence de ce qui a été fait, nous nous sommes engagés à aider ceux qui veulent prolonger ce chemin de fer dans les directions indiquées par la nature des choses et les exigences des localités, et de là vers le nord de manière à faire la fortune de cette partie de la province. Nous avons répondu à l'appel de ceux qui nous demandaient de compléter la politique adoptée à l'égard de cette entreprise, et la Chambre ne pourra que nous approuver dans cette décision.

Il y a aussi le chemin de fer de Beauharnois, dont j'ai mentionné le nom en passant. Ce chemin est destiné à desservir un pays riche et prospère. Pourquoi ignorer cette population plus qu'une autre ? Nous avons cru que ce n'était pas juste et ici encore, comme conséquence de la politique de 1882, nous avons décidé de venir en aide à cette voie ferrée.

Ce n'est pas tout. Il y a encore le chemin de Montmorency et Charlevoix qui se rendra à la Malbaie l'an prochain et qui est destiné plus tard à atteindre Tadousac, le grand port de mer de l'avenir, destiné à devenir notre port d'hiver. Voilà encore une entreprise que nous devons aider comme conséquence de la politique que vous avez inaugurée en 1882.

Notre politique n'est pas de critiquer les œuvres de nos adversaires, mais de les compléter suivant que l'exigent les intérêts publics et que le permettent les ressources de la province. Quand je parle de ces chemins de fer dans le nord de la province, je ne puis m'empêcher de dire un mot d'un homme qu'on appelle si justement l'apôtre de la colonisation. Je sais bien qu'en l'associant à mon travail je ne tends pas la main à un ami politique, mais sommes-nous pour faire des chemins de fer bleus ou des chemins de

fer rouges ? Non, c'est pour le pays que nous travaillons. Il faut développer les immenses ressources de la province. C'est là une œuvre nationale qui s'impose à tous les cœurs patriotes, et c'est cette œuvre que veut accomplir le gouvernement que j'ai l'honneur de présider.

On s'étonne de ce qui arrive et on me reproche d'avoir dit l'an dernier que le curé Labelle était un partisan enragé. D'abord on a donné à mes paroles une portée qu'elles n'avaient certainement pas ; jamais je n'ai eu l'intention d'insulter au caractère de cet homme de bien. A preuve que mes détracteurs mentaient c'est qu'aussitôt que j'eus constaté que les informations que l'on m'avait données étaient fausses, loyalement, franchement, j'ai invité M. Labelle à venir m'aider dans le département de l'agriculture et de la colonisation. J'espère qu'avant longtemps sous sa puissante direction nous pourrons faire le bien dont la province a besoin. Nous irons au-devant du colon, nous lui dirons : Ce n'est plus seulement un parti mais l'église et l'état qui s'unissent pour vous aider, pour faire progresser cette grande cause de la colonisation. Pour assurer davantage le succès de cette cause, je travaillerai à réunir sous le drapeau qui nous couvre de son ombre tous les hommes de bonne volonté. Si je marche lentement, en revanche c'est toujours sûrement que je vais au but que m'indique le devoir. Je sais oublier les haines du passé pour réparer les défaillances et les fautes de ce même passé, et faire la prospérité du pays.

L'honorable chef de l'opposition nous a demandé : où allez-vous prendre l'argent pour payer ces subsides nouveaux ? Et il a ajouté : si l'emprunt de la dernière session doit suffire, vous nous trompiez donc lorsque vous nous disiez que c'était pour faire face à des obligations existantes.

Avant de répondre à cette question, je rappellerai un incident de la dernière session. Nous avons décidé l'an dernier, pressés par des demandes nombreuses et persis-

tantes et l'intérêt bien entendu de ces entreprises mêmes, de venir à leurs secours. Les résolutions étaient prêtes et avaient reçu l'approbation de Son Honneur le lieutenant gouverneur. Mais comme nous étions aux derniers jours de la session et qu'en conséquence la moindre objection pouvait les faire tomber, j'ai cru devoir, avant de les soumettre à la Chambre, consulter quelques-uns de mes adversaires qui se déclarèrent satisfaits et s'engagèrent à ne pas soulever d'objections. Nous allions présenter ces résolutions, lorsque survint un accident : le Conseil législatif obéissant à je ne sais quelle mauvaise inspiration, lança son fameux protêt contre l'emprunt. J'ai cru que c'était un plan concerté par mes adversaires, et je n'ai pas voulu aller plus loin avec ce projet de résolutions, le réservant pour une occasion meilleure. Ce qui contribua à me faire croire à la justesse de cette supposition ce fut l'absence simultanée des chefs de l'opposition à la séance même où je devais soumettre ma proposition.

J'espère que cette année nos adversaires nous aideront à faire adopter les résolutions que j'aurai l'honneur de soumettre à cette Chambre.

Maintenant, je vais répondre à la question, de savoir où nous allons prendre de l'argent pour faire face à ces obligations. Nous avons reçu au delà de \$600,000, produit des taxes sur les corporations municipales. Montréal nous a payé \$125,000 ; Ontario, \$100,000 en acompte sur le fonds commun des écoles élémentaires ; il nous reste encore un montant considérable à recevoir de ce fonds, que nous pourrions employer pour payer ces subsides aux chemins de fer ; de plus, notre revenu a augmenté de \$150,000 pour ce qui concerne l'exploitation forestière, et je suis heureux de pouvoir dire que le revenu public augmente généralement dans toutes les branches.

Ce n'est pas tout, M. le président, nous avons encore des réserves forestières qui peuvent nous rapporter des millions, si nous savons en disposer convenablement. Nous avons l'intention de vendre à l'automne une certaine étendue de ces réserves. On sait que la province d'Ontario, il y a quelques mois, a vendu pour un million ou un million et quart de ces réserves forestières. Il n'y a donc rien d'exagéré à dire que nous allons retirer des sommes considérables de cette source, sommes que nous mettrons à la disposition de ces entreprises de chemins de fer. J'aime à croire que ces explications seront satisfaisantes.

L'honorable chef de l'opposition a dit que nous avons dû vanter la position de la province de Québec, lorsque nous sommes allés négocier l'emprunt en France. Oui, et j'étais sincère alors comme je l'étais quand j'ai combattu la politique de mes adversaires. Ici nous avons combattu vigoureusement pour les empêcher de suivre une ligne de conduite que nous considérions comme préjudiciable à la province, et là-bas nous avons cherché à réparer ces fautes. Ce sont là des actes patriotiques.

Quelques mots à propos de la conférence interprovinciale. L'honorable chef de l'opposition attaque surtout les résolutions relatives au désaveu, au Conseil législatif et au Sénat. Il prétend trouver des contradictions entre mes paroles et mes actes. Il peut arriver que je commette des contradictions. Quel est l'homme qui n'en commet pas ? Qu'est-ce que cela fait au bien de la province pour lequel nous devons tous travailler ? Sommes-nous donc ici pour ressasser le passé ? Non, M. le président, je comprends mon mandat autrement. Mais je vais prouver, je crois, que l'honorable chef de l'opposition se trompe dans ce cas-ci. Il a relevé quelques-unes de mes paroles prononcées le 10 avril dernier devant le Club national à Montréal. Il a rap- pelé que j'ai déclaré là, que l'ennemi du Canada, au point

de vue du projet de la fédération impériale, était en Angleterre, et il a trouvé que je me contredisais en voulant transférer le droit de désaveu au gouvernement impérial. Je le répète, ceux qui demandent la fédération impériale sont nos pires ennemis. Ceux qui me dénoncent, n'osent pas se prononcer en faveur de ce projet.

Il n'y a que quelques Anglais accoutumés à ramper au pied du trône qui veulent s'unir à l'Angleterre, parce qu'ils ne veulent pas s'en détacher. Nous ne pouvons les suivre dans cette voie, car nous voulons rester libres, et préparer nos destinées futures comme nous l'entendons. En transférant le droit de désaveu en Angleterre comme nous le proposons, nous ne commettons aucune contradiction. La fédération impériale, voilà notre ennemie, l'ennemie de nos institutions, l'ennemie de nos libertés politiques, l'ennemie de notre agrandissement futur, mais le gouvernement impérial n'est pas, lui, notre ennemi. Ce que je dis là est tellement vrai, qu'il n'y a pas un seul homme dans cette Chambre, qui voudrait se déclarer ouvertement partisan de la fédération impériale.

Personne ne peut suspecter notre loyauté envers l'Angleterre, mais nous pensons qu'un jour viendra, où pacifiquement et politiquement, nous nous éloignerons de l'Angleterre qui a appris à nous connaître depuis cinquante ans. Nous ne songeons pas à précipiter ce jour, car nous respectons l'Angleterre comme un fils respecte sa mère. En s'éloignant du toit qui a abrité son enfance, pour fonder une nouvelle famille, le fils ne cesse pas pour cela d'aimer sa mère. Il en est de même pour un peuple. Ce n'est pas la haine qui le pousse, c'est un besoin instinctif, c'est sa nature qui parle plus haut que tout sentiment.

Personne ici n'a osé relever mes paroles du 10 avril, mais l'on m'a fait répondre par une voix plus puissante que la mienne, celle du gouverneur général, Lord Stanley. Il sera

bientôt à la tête de l'Exécutif canadien. En sa qualité de gouverneur, il sera respecté s'il le mérite, mais il ne pourra faire avancer le projet dont il est un des fervents adeptes, sans l'appui de ses ministres responsables.

Pourquoi, nous dit-on, voulez-vous transférer le droit de désaveu en Angleterre. Entendons-nous bien sur la vraie signification de ce mot : désaveu. M. le président, le désaveu est l'acte du souverain qui refuse de sanctionner une loi sans donner de raison. C'est la volonté suprême qui prononce sans même rien nous dire pour motiver sa décision. Cette simple définition suffit pour démontrer combien un pareil privilège peut être une arme dangereuse dans les mains d'un parti politique. Il y a une grande différence entre une loi qui peut être frappée de désaveu et une loi inconstitutionnelle ; celle-ci est nulle de plein droit et on n'a pas besoin de la désavouer, les tribunaux seuls devant se prononcer. Pour ces cas de lois inconstitutionnelles nous créons un autre mode de procédure, et nous ne transférons pas en Angleterre ce droit d'interprétation. Les tribunaux ordinaires en seront saisis. Il ne s'agit donc que du pouvoir de désaveu proprement dit.

M. le président, il ne faut pas oublier que le gouvernement impérial exerce ce droit contre les actes du parlement fédéral. Or savez-vous combien de lois fédérales ont été désavouées en Angleterre depuis au delà de vingt ans que la Confédération existe ? Deux, celle qui réduisait le salaire du gouverneur général et celle qui permettait la prestation des serments devant les comités. Quant au premier cas, l'on a allégué qu'un salaire moins élevé que celui qui était accordé ne conviendrait pas, parce que le Canada étant la colonie la plus importante après celle des Indes, il fallait nommer pour occuper le poste de gouverneur général, un homme distingué, pouvant par ses talents se recommander au choix du gouvernement impérial.



Pourquoi n'est-on pas intervenu plus souvent ? C'est que l'Angleterre est en Europe, et que là on a de grands intérêts à surveiller. Du fonds de leur cabinet les hommes d'état anglais gouvernent le monde ; ils n'ont pas le temps de s'occuper des petits intérêts locaux. Ils ont bien d'autre chose à faire que de désavouer une loi pour le bénéfice d'une compagnie de chemin de fer ou de quelque autre intérêt particulier.

Avec le droit de désaveu transféré au gouvernement impérial, nos lois provinciales ne seraient pas désavouées systématiquement comme elles l'ont été l'an dernier par Ottawa, sous les prétextes les plus ridicules. En veut-on un exemple ? Il existe une loi fédérale décrétant que le gouverneur général est une corporation ayant droit de posséder des biens ; cette loi a été faite pour protéger la propriété de Rideau Hall, résidence des gouverneurs généraux. L'honorable chef de l'opposition, lorsqu'il était au pouvoir, a fait passer un statut donnant à la personne du lieutenant gouverneur le même caractère de corporation et cela dans le but de protéger notre propriété de Spencer-Wood. J'ai défendu ce statut comme s'il eût été le mien, mais malgré mes efforts, le gouverneur général a été avisé de le désavouer. Pourtant dans cette loi nous n'enlevions aucun des droits ou prérogatives attachés à la charge de lieutenant gouverneur, au contraire nous ajoutions à ces droits et prérogatives, et cependant le motif invoqué pour la désavouer, c'est que nous n'avions pas le droit de passer une loi affectant la charge du lieutenant gouverneur. Qui prétendra que cette loi eût été frappée de désaveu en Angleterre ? D'autres lois ont échappé, mais c'est par miracle.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—L'honorable premier ministre sait-il combien de lois ont été réservées pour l'approbation de Sa Majesté... Je puis lui dire qu'il y en a eu un grand nombre....

L'honorable M. **Merrier**. — Il peut se faire qu'il y en ait d'autres, je ne veux pas affirmer le contraire, mais je ne m'en rappelle pas. Je sais que toutes nos lois de divorces sont réservées sans exception, mais elles sont finalement agréées.

Dans les résolutions nous disons que la question de la constitutionnalité de nos lois sera décidée par les tribunaux, tandis que le droit de désaveu n'est transféré en Angleterre que pour les lois pouvant affecter les intérêts généraux de l'Empire ou du Canada, car nous admettons, pour ce qui concerne la Confédération, que cette garantie a sa raison d'être, et qu'il est à propos de la laisser subsister. C'est tout ce que nous proposons sur ce point.

On dit que ce changement est dangereux. Pourquoi ? S'il est dangereux de confier le désaveu de nos lois provinciales au gouvernement impérial, pourquoi l'exercice de ce droit ne le serait-il pas pour les lois fédérales ? Pourtant aucun de ces messieurs ne s'est plaint de cette clause de la constitution.

L'honorable chef de l'opposition veut savoir si j'ai changé d'opinion sur le Conseil. Non, M. le président, je n'ai pas modifié les vues que j'ai exprimées l'année dernière. Tant que le peuple ne se sera pas prononcé pour l'abolition de cette Chambre nous n'interviendrons pas comme gouvernement dans le sens de l'abolition. Je ne veux pas faire de luttes stériles. Nous disons dans les résolutions que les deux tiers de l'Assemblée législative pourront passer une loi pour abolir le Conseil et que cette Chambre disparaîtra dès que Sa Majesté aura sanctionné cette loi, et qu'une proclamation aura été lancée. Et cette Chambre c'est le peuple. Loin de diminuer les garanties d'existence du Conseil, je trouve que de fait nous les augmentons. Aujourd'hui une seule voix de majorité suffirait pour abolir de fait si non de droit le Conseil législatif, en lui refusant les subsides nécessaires à son existence.

L'honorable M. **Taillon**.—Et si le Conseil refusait à son tour de voter le “ bill ” des subsides ?

L'honorable M. **Mercier**.—Et si le peuple, justement indigné de cette tentative insolente, déclarait la guerre au Conseil, pensez-vous que le peuple ne finirait pas par triompher dans cette lutte ? Au reste on n'osera plus recourir à ce moyen à l'avenir. On a déjà essayé cette mesure extrême sans succès, et l'on sait que la répéter serait le coup de mort de la Chambre haute.

Non, M. le président, il n'y a pas de contradiction entre la résolution de la conférence et nos déclarations. On nous a même blâmé, l'année dernière, parce que nous ne voulions pas abolir le Conseil, et nous avons entendu nos adversaires critiquer notre conduite à cet égard.

L'honorable chef de l'opposition veut bien qu'il y ait un surplus, mais à condition qu'il ne soit pas formé de tel ou tel montant de nos recettes. Le surplus que nous annonçons est réel et provient de ce que nous avons fait rentrer l'argent qui était dû à la province. Il y aura cette différence entre ce surplus et le sien, c'est que le nôtre sera bien visible et qu'on n'a jamais pu trouver celui dont se vantait le gouvernement Ross. S'il y a eu un excédant du temps de nos adversaires, l'argent doit se trouver quelque part. Or nous avons eu beau chercher, scruter, peser, nous n'avons rien trouvé ; la caisse publique était vide, nos honorables amis de l'opposition ne nous ayant rien laissé pour défrayer les dépenses qu'ils avaient faites.

Le surplus que l'honorable trésorier aura le plaisir d'annoncer ne sera pas invisible comme celui de nos adversaires. On pourra le voir et constater qu'il s'élève à au-delà d'un demi million de piastres.

L'honorable chef de l'opposition a parlé des poursuites intentées contre ceux qui sont accusés d'avoir détourné des

fonds de colonisation. J'aime mieux ne pas parler de ce sujet-là, car il s'agit de l'administration de la justice. Seulement je dirai que nous ne nous servons pas de ces faits regrettables comme moyen politique. Quand il m'a fallu intervenir pour faire donner la plus faible punition possible à ceux qui étaient trouvés coupables, je ne me suis pas occupé s'ils étaient de mes amis ou de mes adversaires politiques, j'ai recommandé ces gens à la clémence des juges. On me l'a reproché mais ce'a ne m'empêchera pas de suivre la même ligne de conduite si l'occasion se présente de nouveau.

L'honorable chef de l'opposition a fait allusion à un homme dont le nom s'est trouvé dans toutes les bouches, c'est M. Lavallée. Nous avons dans ce cas-là, le singulier spectacle d'un conseiller législatif qui se plaint qu'on lui a arraché par intimidation sa démission comme membre de la Chambre haute. Dès qu'il eût porté plainte devant moi je me suis empressé de faire droit à sa demande, bien que ce fussent mes amis politiques qu'il accusait. J'aurais pu chercher à les couvrir, à gagner du temps, je ne l'ai pas voulu. Le Dr Lavallée avait droit à une enquête, je n'attendis même pas qu'il la demandât. Je priai Sir Antoine Aimé Dorion, le juge en chef de la cour du banc de la Reine, un homme que tous respectent et dont personne ne suspecte la stricte impartialité, de bien vouloir nous donner dans cette circonstance le concours de ses hautes capacités. Est-ce là la conduite d'un homme qui veut cacher les fraudes ?

L'enquête a eu lieu. J'y étis présent et il a été prouvé que loin d'avoir été intimidé c'est, au contraire, le Dr Lavallée qui le premier est allé trouver un de ses amis et lui a dit :

“ Sauvez-moi... voulez-vous une lettre, une promesse d'ap-  
“ puyer le cabinet Mercier, je suis prêt à tout, mais sauvez-  
“ moi.” Voilà des faits que l'enquête a révélés.

Le Dr. Lavallée demandait aussi dans sa seconde lettre au lieutenant gouverneur, qu'on procédât contre lui, se disant prêt à prouver son innocence. Je me suis encore rendu à sa demande et la justice aura son cours. Dieu fasse qu'il prouve son innocence. Je ne veux pas que l'on puisse dire que l'administration de la justice a servi d'instrument à un parti.

Je termine mes remarques. Si la Chambre est disposée à approuver ce qui est contenu dans le discours du trône, nous pourrons tous ensemble faire un peu de bien à la province.

Que l'opposition nous surveille comme elle croira devoir le faire, nous ne nous en plaindrons pas. Nous ne lui demandons pas de nous aider, nous désirons seulement qu'elle travaille au bien de la province, à assurer sa prospérité et son bonheur.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce*.—M. le président, je désire exprimer mon opinion sur la question de désaveu traitée par l'honorable premier ministre.

Cette question n'est pas nouvelle. Elle a été discutée en 1884, lorsque l'honorable premier ministre, alors chef de l'opposition, soumit à la Chambre ses résolutions à propos de l'autonomie des provinces. Le droit de désaveu a été donné au gouvernement fédéral dans le but de le protéger contre les empiètements des provinces. Et l'on discute cette question comme s'il n'y avait que la province de Québec dans la Confédération. On la discute comme s'il n'y avait pas des Chambres à Ottawa qui représentent les provinces. Aux Etats-Unis, on a créé un tribunal pour maintenir les Etats dans les limites que leur assigne la constitution. C'est cette même pensée qui a animé les pères de la Confédération.

L'honorable premier ministre a parlé du mauvais usage que l'on faisait du droit de désaveu à propos de la loi concernant le lieutenant gouverneur. Pourtant, il sait que nous n'avons pas le droit de définir les attributions du lieutenant gouverneur pas plus que celles du gouverneur général. J'avoue que cette loi n'était pas importante en elle-même, mais si on peut faire un pas, on pourra en faire deux, et commettre sans cesse de ces empiètements qui sont de nature à rendre très difficile le fonctionnement de notre constitution.

Lorsque nous avons discuté cette question, nos adversaires disaient que ce droit de désaveu n'était pas nécessaire, mais je vois que dans la conférence on a changé d'avis, car à l'avenir ce pouvoir sera exercé par le gouvernement impérial. Quelle influence aurons-nous en Angleterre pour empêcher de désavouer une loi que nous croirons juste et raisonnable? Nous serons sans influence aucune. Nous n'aurons pas le contrôle que nous avons maintenant sur l'action des autorités fédérales.

Quand on étudie la manière dont ce désaveu a été exercé depuis 1867, par le gouvernement fédéral, peut-on dire qu'on s'est servi de ce pouvoir d'une façon tyrannique? Je ne le crois pas. En effet nous n'avons eu que deux lois de désavouées. L'une d'elle définissait les pouvoirs et attributions des membres de cette Chambre.

Pour le parlement fédéral, ces pouvoirs et attributions sont ceux dont jouissent les membres du parlement en Angleterre; et comme notre loi accordait aux membres de cette Législature les mêmes pouvoirs et attributions que ceux des membres du parlement fédéral, on s'y est objecté. Malgré l'opinion d'hommes fort savants en ces matières, on a consulté pour plus de sûreté, les officiers en loi en Angleterre et ils ont été d'avis que nous ne pouvions pas faire une telle loi qui ne comportât pas de restrictions. Cepen-

dant un an après ce désaveu, on a passé une autre loi donnant aux membres des deux Chambres de cette Législature les mêmes droits, en lui donnant un autre titre, et cette loi n'a pas été désavouée ; elle est encore dans nos statuts.

Après cela, pouvons-nous prétendre que ce droit de désaveu constitue un danger pour nos institutions ? Pouvons-nous prétendre que nous avons été victimes d'un système de centralisation effrénée ? Non, M. le président, je défie nos adversaires de nous donner des preuves pour appuyer leur accusation. Ce grand centralisateur Sir John A. Macdonald, a toujours au contraire manifesté le plus grand respect pour les provinces.

L'honorable premier ministre a aussi parlé du Conseil législatif. Les pères de la confédération avaient des idées bien arrêtées sur la nécessité d'une Chambre haute, à raison de la diversité des races qui habitent la province et de la diversité des intérêts qui en est la conséquence. Je crois qu'ils ont eu raison de doter la province de Québec de deux Chambres : l'une relevant du suffrage populaire, l'autre nommée par la couronne, sous la responsabilité ministérielle.

Je crois que l'honorable premier ministre a fait erreur lorsqu'il a parlé des droits du peuple. Le peuple agit par ses mandataires ; or, est-il dans l'intérêt du peuple de n'avoir qu'une seule Chambre ? Je ne le crois pas. Il faut une Chambre haute, pour modérer quelques fois l'ardeur de la Chambre populaire. Il est vrai que les conseillers sont nommés par la couronne, mais loin d'être un désavantage, c'est une garantie de plus qu'ils sauront se tenir en dehors des luttes vives de parti, et échapper à un courant plus ou moins repréhensible mais passager qui pourrait se produire dans l'opinion publique. S'il fallait que les membres du Conseil fussent électifs, il vaudrait autant les élire en même temps que les membres de la Chambre basse, et tirer

ensuite au sort pour nommer ceux qui devront aller siéger au Conseil législatif.

L'honorable premier ministre a dit qu'il fallait que le peuple se prononçât avant d'abolir l'autre Chambre mais il a oublié d'ajouter, que c'est notre devoir d'instruire le peuple en matière aussi considérable, et pour l'instruire, il faut dire notre opinion. Si l'abolition du Conseil législatif est une mesure désirable—et on ne nous l'a pas encore démontré—il appartient à ceux qui partagent cette opinion, de le dire franchement et publiquement. S'il ne s'agit que d'une question de dépense de plus ou de moins, ce n'est pas suffisant pour justifier un pareil changement dans notre constitution.

Le Conseil législatif a été établi pour protéger des intérêts spéciaux et pour empêcher le peuple de se faire du mal à lui-même. Si tel est le cas, une somme de trente milles piastres par année n'est pas une considération suffisante pour faire disparaître cette Chambre.

L'une des résolutions de la conférence interprovinciale déclare que le Conseil législatif sera aboli sur le vote des deux tiers de la branche populaire. Pourquoi mettre une arme aussi dangereuse entre les mains du peuple ? et ne vaudrait-il pas mieux faire son éducation en lui montrant tous les avantages que nous pouvons attendre d'une Chambre haute ?

On a dit dans plusieurs circonstances—et l'honorable premier ministre n'est pas étranger à ces dires, puisque c'est lui qui s'est montré le plus alarmé,—que l'autonomie des provinces était menacée : on a même fait la lutte sur cette question-là. On a prétendu que nous étions exposés à des dangers imminents si nous ne prenions pas des mesures immédiates pour nous protéger. J'avais hâte de voir quelles étaient les mesures qu'on allait nous proposer pour mettre l'autonomie de la province à l'abri de ces dangers. Tout ce



que l'on a pu trouver est une modification dans la composition du sénat.

Dans les résolutions de la conférence, on parle aussi du pouvoir du gouverneur de nommer des magistrats, mais nulle part, je ne vois de ces grandes mesures qu'on nous promettait pour la protection de nos institutions provinciales. Ce n'était donc qu'un cri électoral proféré dans le but de faire des dupes et d'arriver au pouvoir. Rien dans ces résolutions ne me paraît de nature à protéger ces institutions qui nous sont si chères, et auxquelles le peuple tient par dessus tout.

On veut refaire la constitution non-seulement au point de vue local, mais aussi au point de vue fédéral. Or le premier acte des délégués de 1887 a été un empiètement sur les droits des autorités fédérales. Dans une confédération il faut que les deux pouvoirs, central et provincial, ne dépassent pas les attributions constitutionnelles qui leur sont données. Or quand on veut changer le mode de recrutement du sénat, on montre qu'on a oublié le point de départ. Bien loin de s'en tenir à protéger leur autonomie, les provinces, en demandant de contrôler la législation fédérale, ont dépassé le but et empiété sur un terrain qui ne les regarde pas, sur lequel elles n'auraient point dû aller, dans leur propre intérêt. Je dis que l'on tend par la résolution relative au Sénat à prendre le contrôle de la législation fédérale. En effet il pourrait arriver, si ce changement avait lieu, que les sénateurs empêcheraient, l'adoption de lois faites par les membres de la Chambre des communes élue directement par le peuple. On voit par là, quel inconvénient ce mode offrirait. La moitié des sénateurs, étant nommée par la couronne, l'autre moitié étant élue par les législatures provinciales, ces derniers pourraient, au moyen d'une assiduité plus grande aux séances du sénat, avoir constamment la majorité et s'opposer au vœu des représentants du peuple exprimé par la Chambre

des communes. Je suis en faveur du maintien de l'autonomie provinciale comme je veux aussi conserver intacts les pouvoirs attribués au gouvernement central.

Nous tenons à notre constitution parce que sous son égide nous trouvons la protection la plus large, la plus considérable, et la plus incontestable que nous ayons jamais eue. Jamais non plus le peuple n'a été aussi heureux que sous la constitution, sous laquelle nous avons le bonheur de vivre maintenant.

Il ne faut pas non plus demander à un pouvoir éloigné de nous et qui pourrait ne pas être aussi bien disposé qu'il l'était en 1867, de changer cette constitution.

Quant à la question du rajustement du subside fédéral, nous l'avons demandé dès 1883, d'une autre manière que celle proposée par les résolutions. Nous avons demandé que ce subside fut basé sur la population constatée à chaque recensement. Dans les résolutions, on fixe ce subside, d'après une certaine échelle, ce qui aura pour effet de diminuer le montant de ce subside. Néanmoins ce n'est là qu'une question de détail sur laquelle nous pourrions nous entendre lorsque cette question sera soumise à la Chambre.

Une autre question soulevée par ces résolutions, est celle relative au pouvoir de pardonner, exercé par le lieutenant gouverneur. On a dit que ce pouvoir était accordé par les résolutions de la conférence de 1864, et que mystérieusement, ce pouvoir avait disparu, une fois les résolutions rendues à Londres. Les résolutions de 1864 ayant été transmises en Angleterre, le secrétaire des colonies a critiqué deux articles contenus dans ces résolutions : entr'autres celui qui se rapportait au droit de pardon, accordé au lieutenant gouverneur des provinces. On disait que ce pouvoir ne serait exercé que suivant les instructions données par le gouverneur général. Le secrétaire des colonies fit observer que si les lieutenants gouverneurs ne pouvaient exercer ce

pouvoir qu'en suivant les instructions du gouverneur général, il valait mieux laisser complètement l'exercice du pouvoir de pardon au gouverneur général.

Sur un autre point des résolutions de 1864, on a constaté que l'on avait ajouté des mots qui n'étaient pas dans ces résolutions et qui en changeaient la portée. On a accusé ceux qui s'étaient rendus en Angleterre de s'être laissé tromper en permettant ce changement. Depuis que ces remarques ont été faites, il y a quatre ou cinq années, j'ai réussi à m'assurer de quelle manière cette modification avait été faite. J'ai trouvé un rapport des commissaires de la province du Nouveau-Brunswick en Angleterre dans lequel j'ai eu la preuve que ce changement avait été fait avec l'approbation des délégués eux-mêmes. Il n'y a donc pas eu manque de bonne foi de la part de personne.

M. le président, on a aussi parlé des travaux des commissions royales. Je ne ferai quelques remarques que sur la commission des asiles. Je crois que le résultat des travaux de cette commission démontrera que nous avons raison de combattre sa nomination. Si on avait choisi des hommes ayant des connaissances spéciales en cette matière, peut-être leurs travaux auraient-ils pu aider le gouvernement.

En 1886, le gouvernement Ross avait nommé deux commissions médicales, une pour chacune des deux grands asiles de la province.

Nous avons choisi des hommes très compétents, des médecins aliénistes distingués. Pour l'asile de Beauport, nous avons nommé le Dr. Vallée, qui a fait des études spéciales à Paris. M. Bélanger qui a une grande expérience dans le traitement de ces maladies, ayant été huit ou dix ans médecin résident de l'asile de Beauport, et le Dr. Marois qui, à ses propres frais, est allé en Europe, suivre les leçons des meilleures autorités en aliénation mentale. Pour l'asile de Saint-Jean-de-Dieu, nous avons aussi nommé

de bons médecins très renseignés et pouvant donner au gouvernement et au public toutes les garanties désirables de science et d'honnêteté professionnelles. Ces deux commissions auraient pu faire l'enquête que le gouvernement a ordonnée sans qu'il en coûtât un sou à la province. Elles auraient pu fournir aux ministres des informations complètes sur toutes les matières se rapportant à ces établissements. Au lieu de faire appel aux lumières des hommes qu'il avait sous la main, le gouvernement a nommé une commission composée d'hommes n'offrant pas autant de garantie que celles qui existent à l'heure qu'il est, d'hommes qui ne sont pas en état de faire aussi bien que les médecins distingués dont j'ai parlé.

Je ne parlerai pas des accusations ridicules que l'on a lancées contre nous en 1886. Je dirai seulement que la loi qui nous a valu toutes ces attaques, toutes ces accusations, a été adoptée du consentement unanime de toute la Chambre.

Vous en savez quelque chose, M. le président, puisque c'est vous qui avez conduit la discussion au nom de l'opposition. Tout ce que l'on nous a reproché, ça été de ne pas être allé assez loin. J'ai été bien surpris, plus tard, d'entendre dire que nous avions fait une loi impie, scandaleuse et maçonnique, violant les droits contractuels et les immunités ecclésiastiques.

J'ai été surpris de voir des hommes qui avaient approuvé cette loi, venir la condamner ensuite.

Nous avons consulté de hautes et savantes autorités pour savoir ce qu'il pouvait y avoir de vrai dans les accusations d'une certaine presse et de certains hommes qui se constituent les gardiens des intérêts religieux en cette province. Son Eminence le cardinal Taschereau a déclaré, en réponse à l'honorable M. Ross, que toutes ces accusations étaient fausses, et n'avaient pas leur raison d'être.

Lorsqu'il s'agit de l'intérêt public, le gouvernement a toujours le droit de mettre fin à tous les contrats, tout en pratiquant le principe de l'indemnité. Mais j'affirme ici, sans crainte d'être démenti, ni par l'honorable premier ministre, ni par aucun de ses collègues que, lorsque l'intérêt public l'exige, il faut de toute nécessité faire céder l'intérêt privé.

Dans la loi que l'on a tant critiquée, il n'y a pas même eu de violation de contrat. Cette accusation, comme toutes les autres, ne reposait sur aucune base solide, et elle s'est écroulée au premier examen des faits.

Je n'ai pas l'intention, M. le président, de repasser tous et chacun des paragraphes du discours du trône, car je comprends que nous discuterons ces sujets plus tard. Néanmoins je ferai encore une ou deux remarques.

Je suis heureux de voir que le gouvernement va continuer la politique des chemins de fer. Cette politique a déjà donné des résultats immenses, et partout la valeur de la propriété publique a augmenté d'un tiers là où passent des voies ferrées. C'est la classe des cultivateurs qui bénéficie le plus largement de cet état de choses, sans avoir cependant à payer un seul sou de taxe. Que le gouvernement fasse tout en son pouvoir pour promouvoir les intérêts de la classe agricole, et nous, de ce côté-ci de la Chambre, nous applaudirons de tout cœur.

La grande cause de la colonisation, requière aussi toute la sollicitude du gouvernement. Il y a dans mon comté vingt cantons où il se fait de la colonisation. Je connais les colons et je puis dire qu'il y a parmi eux, deux classes de personnes qu'il importe de bien connaître et de bien distinguer. Il y a les colons de bonne foi, et ceux qui ne sont que des spéculateurs, mais qui se donnent comme colons afin de mieux réussir à tromper les autorités.

Les colons de bonne foi ne sont pas exigeants. Ils ne demandent qu'une chose, c'est de ne pas être troublés dans la possession de leur lot. Ils ne demandent pas qu'on leur abandonne les mines qu'il y a sur leur propriété. Ces colons après cinq ans de travaux durs et pénibles, il est vrai, sont en état de vivre dans une modeste aisance.

Je connais aussi les colons de mauvaise foi. Ce sont des gens qui veulent faire du bois, sans payer les droits à la couronne. Ceux-là ne méritent pas la protection du gouvernement ou des hommes publics. Si on permettait aux colons de mauvaise foi de spéculer, on commettrait une injustice, non seulement envers la province, qui a droit de protéger sa propriété, mais aussi envers les colons de bonne foi, car toutes les terres ne possèdent pas du bois de commerce. Ces derniers se trouveraient donc dans une position très désavantageuse par rapport aux autres, et ils auraient droit de réclamer.

L'honorable député d'Ottawa nous disait dans son discours, qu'il y a beaucoup de mines dans son comté, et que ces mines devraient appartenir aux colons, sur la terre desquels elles se trouvent.

C'est un principe étrange que l'honorable député a exprimé là. Les mines forment partie du domaine public et jamais on n'a entendu émettre une prétention aussi extraordinaire. La couronne ici vend les droits miniers aux colons comme à toute autre personne mais elle exige une somme additionnelle en sus du prix du lot même quand le lot a été acheté auparavant. C'est là une règle fondée sur un principe admis dans tous les pays. En effet il ne serait pas juste qu'un colon aurait la propriété d'une mine qui vaut peut-être cinquante mille piastres tandis que les autres colons dans son voisinage n'auraient rien du tout. C'est pour remédier à un tel état de choses que la couronne se réserve les droits miniers pour les vendre au bénéfice de la population en général.

Voilà le principe et je ne crois pas que l'on puisse rien trouver dans n'importe quelle législation qui consacre un principe contraire.

L'honorable député d'Ottawa a été plus loin. Il nous a fait un reproche d'avoir vendu des terrains miniers aux Américains, et il a ajouté : Voyez donc, trois ou quatre fortunes ont pris le chemin des Etats-Unis sans que nous nous en soyions aperçus, parceque l'exploitation de ces mines était entre les mains d'étrangers. Bien loin de trouver à redire, je serais en faveur d'un système qui engagerait davantage les capitalistes américains à venir ici pour exploiter nos richesses minières. Si ces richesses étaient exploitées plus qu'elles ne le sont, cela ferait le bien de toute la province, augmenterait considérablement la valeur de sa propriété, et donnerait de la main d'œuvre à des milliers et des milliers de nos ouvriers. De plus nous verrions revenir au pays un grand nombre de nos compatriotes qui sont aux Etats-Unis, parce qu'ils trouveraient dans cette industrie un travail constant et rémunérateur.

M le président, je n'en dirai pas davantage sur les questions qui ont été traitées depuis le commencement de ce débat. Nous aurons occasion d'y revenir dans le cours de la session et de les discuter plus longuement.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Je demande la parole pour donner simplement une explication personnelle sur ce qui s'est passé à la fin de la dernière session, relativement aux nouveaux subsides pour certains chemins de fer.

L'honorable premier ministre a dit que nous nous étions tous absentés au moment où il devait soumettre ces résolutions. Voici ce qui s'est passé :

On ne m'a fait part de l'intention du gouvernement de soumettre ces résolutions que le jour même de la proro-

gation, vers onze heures du matin. Je ne voulais pas, comme on me le demandait, m'engager à ne pas faire d'objection, avant d'avoir vu ces résolutions, j'ai cru devoir dire à celui qui était venu me voir à ce sujet, que j'attendrais jusqu'à une heure de l'après-midi dans le bureau du chef de l'opposition, pour avoir communication de ce que le gouvernement se proposait de soumettre à la Chambre. J'ai attendu, de fait, jusqu'à une heure et personne n'est venu me parler de cette affaire. Voyant cel', j'ai laissé le palais législatif et je me suis rendu, avec un certain nombre d'amis, au Club de la garnison, où nous devions prendre le lunch. C'est ce qui explique notre absence de la séance de l'après-midi.

De plus, quand j'ai, pour la première fois, entendu parler de ce projet de résolutions, le protêt du Conseil législatif était connu. Il n'y avait même plus quorum au Conseil, vu que l'honorable M. Garneau avait déclaré que le gouvernement n'avait plus rien à soumettre aux Chambres.

Les résolutions sont adoptées dans les formes réglementaires, ainsi que l'adresse suivante en réponse au discours du trône :

*A Son Honneur l'honorable Auguste Réal Angers,  
lieutenant-gouverneur de la province de Québec.*

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR,

Nous les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, à l'Assemblée législative de la province de Québec, remercions humblement Votre Honneur de son gracieux discours prononcé à l'ouverture de la deuxième session de la sixième législature de la province de Québec, et dans lequel il nous déclare qu'ayant été appelé par la confiance de Sa Souveraine à prendre part comme chef de l'exécutif, au gouvernement de sa province natale, il vient avec le plus grand plaisir nous



inviter à commencer les travaux de cette seconde session de la sixième législature de la province.

Que les travaux importants qui nous seront soumis seront exécutés avec honneur pour nous et avantage pour le pays que nous représentons ;

Avec Votre Honneur, nous regrettons les circonstances incontrôlables qui ont retardé la convocation de cette Législature, mais nous sommes heureux d'apprendre que l'intention du gouvernement est de nous réunir de bonne heure, l'hiver prochain ;

Nous apprenons, avec satisfaction, que l'emprunt autorisé l'an dernier a été négocié avec une puissante institution française, dans des conditions particulièrement avantageuses ;

Nous apprenons, avec intérêt, que la conférence inter-provinciale, dont nous avons sanctionné la convocation, a réuni, dans l'ancienne capitale, les représentants autorisés des cinq plus grandes provinces de la confédération canadienne ; et que nous serons invités à approuver les résolutions de cette conférence qui l'ont été déjà par les assemblées législatives d'Ontario, de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, et de Manitoba, et qui sont destinées dans la pensée de leurs auteurs, à garantir et assurer l'autonomie et la prospérité des provinces ;

Nous sommes heureux d'apprendre qu'il y aura, cette année, un excédant considérable de recettes sur les dépenses ; et avec Votre Honneur, nous avons raison d'espérer que, grâce à une administration prudente et économe des deniers publics, il n'y aura plus de déficits à l'avenir ;

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur que les procès intentés, il y a quelques années, pour recouvrer des corporations commerciales, la taxe imposée en 1882, ont été terminés avec succès en Angleterre, que la perception des arrérages, faite avec célérité, a mis dans la

caisse provinciale des sommes considérables, et que des amendements nous seront soumis pour faire disparaître les difficultés que présente l'application de la loi actuelle, en attendant que le rajustement du subside fédéral permette au gouvernement de considérer l'opportunité d'abroger cette loi ;

Nous apprenons, avec intérêt, que la mise en force de nouveaux règlements relatifs à l'administration des terres de la couronne a déjà donné des résultats satisfaisants, en augmentant le revenu du trésor et en assurant plus de crédit au commerce de bois ; et que certaines poursuites, intentées depuis quelque temps, devront faire cesser les fraudes regrettables qui ont, durant ces dernières années, détourné de leurs fins légitimes, les octrois de la colonisation ;

Nous sommes heureux d'apprendre que l'œuvre de la codification de nos statuts, commencée en 1876, est enfin terminée, et que les statuts révisés de la province auront force de loi, le premier juillet, jour anniversaire de la confédération ;

Nous apprenons, avec satisfaction, que les travaux de trois commissions royales nous seront soumis incessamment : l'une de ces commissions, créée en 1885, avait rapport au chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et les deux autres, nommées en 1887, se sont occupées respectivement des asiles d'aliénés et des lois qui les régissent, et l'autre des moyens à prendre pour améliorer nos institutions agricoles et notre système de culture ; et nous assurons Votre Honneur, que nous donnerons spécialement notre attention sur les rapports de ces commissions et sur les projets de loi qui nous seront soumis en conséquence ;

Nous sommes heureux d'apprendre, que la loi de la dernière session créant un ministère spécia d'agriculture et de

colonisation, a été mise en force et que l'organisation de ce département important devra donner une impulsion vigoureuse et nouvelle au progrès des deux grandes causes nationales par excellence ; et que, pour assurer davantage ce progrès, nous serons invités à voter des sommes plus considérables que d'habitude en faveur de l'agriculture et de la colonisation ;

Avec Votre Honneur, nous admettons que les lois de la procédure civile demandent des amendements, qu'il faut diminuer le coût et la longueur des procès, et nous sommes heureux d'apprendre que le gouvernement a cru devoir consulter, à ce sujet, les juges et autres personnes capables de l'éclairer ; que les avis qui ont été recueillis nous seront soumis, en même temps qu'un projet de loi ayant pour objet de simplifier et accélérer certaines procédures, et que nous serons appelés à considérer l'opportunité de créer une commission de juges, d'avocats et d'hommes pratiques, en dehors des professions, chargée de suggérer les modifications nécessaires aux lois de notre procédure civile.

Nous apprenons avec intérêt que le gouvernement, ayant pressé le règlement définitif de la question du fonds des écoles qui est commun entre les deux provinces de Québec et d'Ontario, a reçu en acompte un paiement, de cent mille piastres, et que nous serons appelés à autoriser la nomination d'arbitres, à l'instar de la Législature de la province-sœur, afin de hâter le règlement final de cette question et de nous mettre le plus tôt possible en possession de ce qui peut nous revenir de ce chef.

Nous sommes heureux d'apprendre que la politique de la construction de ponts en fer, inaugurée à la dernière session, a été accueillie avec tant de faveur par les autorités municipales et les citoyens en général, qu'il sera nécessaire d'accorder, cette année, un octroi plus élevé afin de développer davantage cette politique nouvelle.

Nous partageons, avec Votre Honneur, le bonheur qu'il manifeste en nous informant que la question des " Biens des Jésuites, " pendante depuis si longtemps entre les autorités religieuses et civiles, et qui a créé tant de malaise dans ce pays, recevra bientôt une solution favorable et satisfaisante pour tous les intéressés ; que nous apprenons avec satisfaction que le gouvernement espère soumettre à notre approbation, pendant cette session même, un règlement à ce sujet ; que les obstacles qui empêchaient la vente du terrain de l'ancien collège des Pères Jésuites, situé en cette ville, ont disparu ; que le principe de la restitution en nature est abandonné par qui de droit, et qu'il ne reste plus qu'à fixer à l'amiable, le chiffre de la compensation à être accordée ; et qu'à l'occasion du règlement de cette délicate question, certaines institutions d'éducation protestantes recevront une allocation raisonnable, proportionnée à l'importance numérique de la minorité en cette province.

Nous apprenons avec intérêt, que le gouvernement, désirant seconder les efforts que font les autorités religieuses et les sociétés de tempérance, nous soumettra, pendant cette session, des amendements à la loi des licences, propres à rendre l'octroi des licences plus difficile, et la punition des délinquants, plus facile

Nous apprenons, avec satisfaction, que les comptes publics pour l'année financière 1886-87, vont être distribués incessamment, et que le budget des dépenses de l'année prochaine (1888-89), préparé avec toute l'économie possible, nous sera soumis dans quelques jours.

Nous apprenons avec plaisir de Votre Honneur, que la politique nouvelle de chemins de fer, inaugurée en 1882 et modifiée en 1886, a fait naître des besoins impérieux qui ne sauraient être ignorés plus longtemps, sans mettre en danger de grands intérêts que la province doit protéger, en accordant de nouveaux octrois à des entreprises négligées jusqu'à ce jour.

Nous admettons, avec Votre Honneur, que les circonstances semblent favorables à la conversion des obligations anciennes de la province, en des obligations nouvelles, portant un intérêt moins élevé ; et nous sommes heureux d'apprendre que nous seront invités à faire une étude spéciale de cette importante question dont la solution pourrait diminuer considérablement les dépenses annuelles, et permettre au gouvernement d'accorder des octrois plus élevés à l'instruction publique, à l'agriculture et à la colonisation.

Nous acceptons, avec plaisir, la garde des graves intérêts que nous avons à protéger et que Votre Honneur laisse à notre patriotisme et à notre intelligence ; et le remercions, de la prière qu'il adresse à Dieu, de nous guider dans l'examen de ces grands projets et de bénir les efforts que nous ferons pour les réaliser.

Sur proposition de l'honorable M. Mercier, il est résolu qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre, et que les honorables MM. Mercier, Duhamel, Gagnon, Flynn et Lynch et MM. Boyer, Cameron, Murphy, Trudel, Desjardins et Faucher de Saint Maurice, composent le dit comité.

Sur proposition de l'honorable M. Shehyn, il est résolu que, mardi prochain, la Chambre se formera en comité, pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Sur proposition de l'honorable M. Shehyn, il est résolu que, mardi prochain, la Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

La séance est levée.

## ASSEMBLÉE LEGISLATIVE

---

*Séance du jeudi, le 17 mai 1888.*

SOMMAIRE :—Dépôt, par l'honorable M. Blanchet, d'un projet de loi concernant la procédure en matières commerciales.—Observations de l'honorable M. Mercier, sur l'ouverture du débat sur les résolutions de la conférence interprovinciale.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et demie,

### DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi concernant la procédure en matières commerciales.

M. le président, c'est le même projet que j'ai eu l'honneur de soumettre l'année dernière. C'est pour créer une procédure nouvelle en matières commerciales et pour ce qui concerne la navigation. Il y a des changements dans les délais de la procédure. L'inscription se fera devant un juge. Il sera aussi permis aux parties de se présenter devant un tribunal dans le but de raccourcir les délais.

C'est une innovation qui sera, je l'espère, acceptée par tous ceux qui s'intéressent à la question de simplifier la procédure.

Il y a aussi une clause relative à la nomination des arbitres dans certains cas.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—Je me permettrai de rappeler à l'honorable député et

à la Chambre que dans un des paragraphes du discours du trône, il est question de ce sujet. Il va sans dire que je ne m'objecte pas au dépôt de ce projet de loi. Au contraire, nous serons enchantés de prendre tout ce qu'il y aura de bon dans le projet de l'honorable député.

De plus nous nous proposons de nommer une commission spéciale composée des hommes les plus compétents, pour examiner à nouveau en vue de le modifier, le code de procédure civile, afin d'être en état de soumettre à la prochaine session un projet de loi complet à ce sujet.

L'honorable M. **Blanchet**.—Je n'ai pas d'objection à ce que mon projet soit considéré en même temps que celui que le gouvernement va nous soumettre. Mon but principal est d'aider à la préparation d'une loi sur ces matières.

Le projet de loi est adopté en première délibération.

#### LES RÉSOLUTIONS DE LA CONFÉRENCE INTERPROVINCIALE.

L'ordre du jour appelle la délibération sur les résolutions de la conférence interprovinciale.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—M. le président, je vois que l'honorable chef de l'opposition est absent, et comme je ne voudrais pas ouvrir ce débat en son absence, ne pourrait-on pas me dire s'il va venir bientôt à son siège?

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*.—L'honorable chef de l'opposition est absent de la ville, et je ne doute pas qu'il aimerait beaucoup à entendre l'exposé que se propose de faire l'honorable premier ministre. Il serait peut-être préférable de remettre le débat à un autre jour.

L'honorable M. **Mercier**.—Je me rends avec plaisir à la demande qui m'est faite. C'est une question de courtoisie.

Mais j'aimerais que, quand la discussion sera commencée, elle fût continuée sans interruption, car je voudrais avoir l'avantage d'entendre la réponse de l'honorable chef de l'opposition. Autrement, si le débat devait être ajourné après mon discours, je pourrais le prononcer immédiatement, et son absence n'en serait plus un obstacle puisqu'il pourrait le lire dans les journaux qui en donneront, suivant l'habitude, une analyse.

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke*.— Je sais qu'une dépêche télégraphique le faisant demander, à obligé l'honorable chef de l'opposition à partir brusquement pour Montréal. Avant son départ, je lui ai demandé s'il serait ici demain. Il m'a répondu qu'il n'en était pas certain mais que probablement il serait de retour.

Le débat est ajourné.

La séance est levée.



## ASSEMBLEE LEGISLATIVE

---

*Séance du lundi, le 21 mai 1888.*

SOMMAIRE,—Dépôt, par l'honorable M. Gagnon, de projets de loi à l'effet de modifier le code municipal, les lois de l'instruction publique, et concernant les territoires érigés en paroisses en vertu de l'acte 34 Vict., chap. 8, et pour déclarer que ces paroisses sont des municipalités scolaires, afin de faire disparaître tout doute à ce sujet.—Dépôt par l'honorable M. Mercier, d'un projet de loi concernant la procédure quant à certaines matières commerciales et autres, requérant la célérité.—Dépôt, par l'honorable M. Duhamel, d'un projet de loi pour modifier et refondre les lois de la pêche en cette province.—Dépôt de divers projets de loi par MM. Lafontaine, Deschênes et Lareau.—Délibération sur une résolution concernant l'agriculture, et dépôt d'un projet de loi sur le même sujet.—Délibération sur les résolutions adoptées à la conférence interprovinciale de 1887 : MM. Mercier et Flynn. La suite du débat est renvoyée à demain.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND

La séance est ouverte à trois heures et demie.

### DÉPÔT DE PROJETS DE LOI.

L'honorable **M. Gagnon**—*député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, des projets de loi :

1. Pour modifier certains articles du code municipal.
2. Pour déclarer que les territoires érigés en paroisses en vertu de l'acte 34 Vict., chap. 8, sont des municipalités scolaires, et faire disparaître tout doute à ce sujet.
3. Pour modifier les lois de l'instruction publique.
4. Concernant la santé publique.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi concernant la procédure quant à certaines matières commerciales et autres, requérant la célérité.

L'honorable M. **Duhamel** — *député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi pour modifier et refondre les lois de la pêche en cette province.

M. **Lafontaine**—*député de Napierville.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, deux projets de loi :

Le premier, intitulé ; “ Acte médical de la province de Québec.”

Le second, concernant le greffier de la cour de circuit.

M. **Déchêne** — *député de l'Islet.* — J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier l'article 258 du code municipal.

M. **Lareau** — *député de Rouville.* — J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour constituer en corporation les associations de bienfaisance et les sociétés nationales et religieuses.

Le but de ce projet de loi est de faire une constitution générale que pourront adopter ces diverses sociétés après certaines formalités. Je crois que par là même nous épargnerons bien du temps à la Législature, et éviter bien des frais.

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Il a déjà été souvent question de faire une telle loi. C'est une excellente idée.

Ces divers projets de loi sont adoptés en première délibération.

#### STATION EXPÉRIMENTALE.

L'honorable **M. Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—J'ai l'honneur de proposer que la Chambre siège en comité général, pour examiner la résolution suivante :

Que toute balance qui, après le quinze de septembre de chaque année, deviendra disponible sur les cinquante mille piastres affectées au paiement des allocations établies en faveur des sociétés d'agriculture, sera appliquée en tout ou en partie à l'établissement d'une station expérimentale, munie d'un laboratoire de chimie agricole, la dite institution, avant d'être reconnue et subventionnée, devant avoir établi, à la satisfaction du lieutenant gouverneur en conseil, qu'elle est en mesure de poursuivre avantageusement le but de sa fondation, et le surplus de la dite balance, si tel surplus il y a, sera employé à encourager telles sociétés ou entreprises, dont les opérations sont de nature à favoriser l'avancement des intérêts agricoles, que le lieutenant gouverneur désignera, sur la recommandation du ministre de l'agriculture.

Cette résolution est définitivement adoptée dans les formes réglementaires.

Un projet de loi pour modifier l'acte 48 Vict., chap. 7, concernant l'agriculture, est déposé sur le bureau de la Chambre et adopté en première délibération.

LES RÉSOLUTIONS DE LA CONFÉRENCE INTERPROVINCIALE.

L'ordre du jour appelle la délibération sur les résolutions suivantes :

Qu'à une conférence tenue récemment dans la cité de Québec, des représentants et délégués des différentes provinces d'Ontario, de Québec, de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et du Manitoba, dûment accrédités par les gouvernements respectifs de ces provinces, il a été passé des résolutions concernant les amendements à l'acte de l'Amérique britannique du Nord, et que cette Chambre concourt dans ces résolutions, qui se lisent comme suit :

Attendu qu'en rédigeant l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et en définissant dans cet acte les limites des pouvoirs législatif et exécutif, ainsi que les fonctions des législatures et des gouvernements du Canada et des provinces, les auteurs de la constitution ont fait une œuvre nouvelle, complexe et difficile, et qu'on devait s'attendre à ce que l'expérience du fonctionnement de ce nouveau système de gouvernement ferait sentir la nécessité de nombreux changements ; que vingt années d'expérience de cet acte ont élargi bien des points de friction entre les gouvernements et les législatures fédérale et provinciales, ont mis à jour de graves omissions dans ses dispositions et ont démontré (quand ses termes ont dû être interprétés par les tribunaux) que, sous beaucoup de rapports, on n'en a pas défini la signification et l'intention ordinaires, et que des dispositions importantes de cet acte sont obscures quant à leurs véritables intention et signification ; et attendu que le maintien de l'autonomie provinciale est essentiellement nécessaire à la prospérité future du Canada ; et que si cette autonomie doit être maintenue, il est devenu évident que l'acte constitutionnel doit être révisé et amendé : en conséquence les représentants et délégués des provinces d'On-

tario, de Québec, de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et du Manitoba, régulièrement accrédités par leurs gouvernements respectifs et réunis en conférence, croyant exprimer les vues et les désirs du peuple du Canada, adoptent les résolutions suivantes comme base des amendements qui devraient être faits à cet acte, sauf l'approbation des diverses législatures provinciales.

1. Que l'acte de l'Amérique britannique du Nord donne, d'une manière expresse, aux législatures provinciales, le pouvoir exclusif de faire des lois sur les matières énumérées dans la 92<sup>e</sup> clause de cet acte ; qu'une disposition précédente de cet acte réserve au gouvernement fédéral le pouvoir légal de désavouer à sa discrétion tous les statuts passés par une législature provinciale ; que ce droit de désaveu peut être exercé de manière à donner au gouvernement fédéral un contrôle arbitraire sur la législation des provinces dans les limites mêmes de leurs propres attributions ; et que, pour cette raison, l'acte devrait être amendé en enlevant au gouvernement fédéral ce droit de désaveu sur les lois provinciales, laissant au peuple de chaque province, par ses représentants dans la législature provinciale, le libre exercice de son droit exclusif de légiférer sur les sujets qui lui sont assignés, soumis seulement au désaveu de Sa Majesté en conseil, comme avant la confédération, ce droit de désaveu devant être exercé à l'égard des provinces d'après les mêmes principes que ceux suivis quand il est appliqué aux lois fédérales ;

2. Qu'il importe, pour le fonctionnement équitable de notre système fédéral, que le parlement fédéral ne devrait pas plus s'arroger l'exercice de pouvoirs appartenant exclusivement aux législatures provinciales, qu'une législature provinciale ne devrait s'arroger l'exercice de pouvoirs appartenant exclusivement au parlement fédéral ; que, pour prévenir tout tel empiétement, les gouvernements fédéral et

provinciaux devraient avoir les mêmes facilités pour obtenir promptement une décision judiciaire sur la validité des statuts, tant du parlement fédéral que des législatures provinciales ; qu'il devrait être inséré dans la constitution une disposition pourvoyant au moyen d'obtenir cette décision avant, aussi bien qu'après, l'application d'un statut, et que toute décision fût susceptible d'appel, comme dans les autres causes, afin que la décision puisse être finale ;

3. Qu'il est d'intérêt public, afin d'éviter des doutes, des procès et des dépenses, que la question de constitutionnalité des lois fédérales ou provinciales ne puisse être soulevée par des particuliers (private litigants) sauf dans un laps de temps limité, (soit deux ans) à partir de leur passation, qu'après l'expiration de ce délai, cette question de constitutionnalité ne puisse être soulevée qu'à l'instance d'un gouvernement, fédéral ou provincial ; que toute loi qui, après ce laps de temps limité, aura été déclarée inconstitutionnelle, devra (pour tout autre objet que celui de faire simplement décider la question,) être considérée comme ayant été primitivement décrétée par la législature ou le parlement qui avait droit de la décréter, et comme susceptible de révocation ou d'amendement par cette législature ou ce parlement ;

4. Que l'objet principal de la création du sénat était de protéger les intérêts respectifs des provinces comme telles ; qu'un sénat dont les membres sont nommés à vie par le gouvernement fédéral, ne donne pas aux provinces de garanties suffisantes, et que, dans le cas où l'on n'adopterait aucun remède plus prompt, l'acte de l'Amérique britannique du Nord devrait être amendé de manière à limiter la durée des fonctions de sénateur et à donner, à mesure qu'il survient des vacances, le choix de la nomination à la province où se produit la vacance, jusqu'à ce que, dans chaque province, la moitié des sénateurs qui la représentent soient choisis par elle ; que subséquemment le mode pour choisir

les sénateurs soit comme suit : si la vacance survient par suite du décès, de la démission ou de toute autre cause, d'un sénateur choisi par une province, cette province choisira son successeur ; si la vacance survient par suite du décès, de la démission ou de toute autre cause, de tout autre sénateur, cette vacance sera remplie de la manière actuellement prescrite par l'acte, mais seulement pour une période d'années limitée ;

5. Que le but de l'acte de l'Amérique britannique du Nord et des provinces qui ont été réunies en confédération par cet acte, était que, en ce qui regarde les matières tombant sous l'autorité des législatures provinciales, le lieutenant gouverneur de chaque province, en sa qualité de représentant de la Souveraine dans les affaires provinciales, aurait la même autorité exécutive que les autres gouverneurs et lieutenants gouverneurs des colonies et des provinces britanniques ; que l'acte a pratiquement été interprété de cette manière dans toutes les provinces depuis la confédération ; que, pour les provinces, il est d'importance essentielle que ce droit soit maintenu et mis hors de doute ou de question ; que l'acte, ne renfermant aucune disposition expresse constatant un tel droit, et celui-ci étant en conséquence parfois nié et contesté, cet acte devrait être amendé en déclarant que sa véritable interprétation doit être conforme à l'intention et à la pratique, telles que ci-haut mentionnées ;

6. Que les autorités fédérales interprètent l'acte de l'Amérique britannique du Nord comme donnant au parlement fédéral le pouvoir d'excepter de la juridiction provinciale des travaux locaux situés dans une province et quoique construits en partie ou autrement avec l'argent de la province ou de municipalités de cette province, et de manière à excepter ainsi ces travaux locaux (sans compensation) en déclarant tout simplement qu'ils sont à l'avantage général du Canada, ou à l'avantage de deux ou d'un plus grand

nombre de provinces, que ce soit ou non la véritable nature de ces travaux d'après le sens de l'acte ; que ce n'était pas l'intention de cet acte que des travaux locaux fussent ainsi exceptés sans le concours de la législature provinciale, ou que le pouvoir du parlement fédéral dût s'exercer sur tous autres travaux, sauf ceux qui, " bien que situés dans une seule province, seront spécialement déclarés, dans les actes qui les autoriseront, être d'un avantage général," tel que mentionné d'une manière expresse au paragraphe 11 de l'article 29 des résolutions de la conférence de Québec, 1864 ; et que l'acte de confédération devrait être amendé en conséquence ;

7, Qu'il existe dans chaque province l'organisation voulue pour préparer et réviser la liste des électeurs pour les élections provinciales ; que les listes ainsi préparées ont été employées, sans causer aucun tort aux intérêts fédéraux ou provinciaux, durant vingt ans à toutes les élections fédérales, conformément aux termes formels de l'acte de l'Amérique britannique du Nord et des statuts subséquents du parlement fédéral ; que la préparation séparée de listes des électeurs pour les élections fédérales occasionne de la confusion et un encombrement d'ouvrage, en même temps qu'elle entraîne une grande perte de temps et une dépense inutile pour tous les intéressés, et que les membres de cette conférence sont d'opinion que l'acte de l'Amérique britannique du Nord devrait être amendé de manière à décréter que, à toutes les élections fédérales dans une province, le cens électoral et les listes des électeurs soient les mêmes que pour les élections à l'Assemblée législative de la province ;

8. Que l'intention de l'acte de l'Amérique britannique du Nord et des provinces réunies en confédération par cet acte, était que les autorités provinciales aient le pouvoir de nommer des magistrats stipendiaires, de police et autres, et tous les officiers qui sont sous le contrôle de la législature



provinciale ; que, depuis la confédération, toutes ces nominations ont en conséquence toujours été faites par les autorités provinciales ; qu'il est juste et équitable que, dans l'intérêt général, les provinces aient ce pouvoir : que l'on a soulevé, dans certaines cours provinciales, la question de savoir si, suivant la lettre de l'acte, ce pouvoir existe ; et que, pour enlever tout doute sur un point aussi important, il faudrait apporter à cet acte un amendement déclarant expressément que le pouvoir de nommer ces officiers appartient aux provinces.

9. Que, d'après l'esprit de l'acte de l'Amérique britannique du Nord et l'intention de ses auteurs, les provinces ont droit à tous les frais ou honoraires payés ou payables sur procédures judiciaires dans les cours provinciales ; qu'en conséquence les provinces ont toujours joui du revenu en provenant et l'ont employé ; que, d'après une décision récente du conseil privé de Sa Majesté, les législatures provinciales ne peuvent pas passer de loi relativement à ses frais ou honoraires, ni en employer le revenu pour les besoins de ces provinces, et que l'acte devrait être amendé de manière à donner clairement ce droit constitutionnel aux provinces.

10. Que, par l'acte de l'Amérique britannique du Nord, les législatures provinciales peuvent exclusivement faire des lois relatives à l'administration de la justice, y compris la constitution, le maintien et l'organisation des cours provinciales, de juridiction civile et criminelle ; qu'il a été émis une opinion judiciaire comportant qu'un lieutenant gouverneur a le pouvoir d'émettre des commissions pour la tenue des cours d'assises et *Nisi Prius*, oyer et terminer et des assises criminelles générales ; mais le droit de ce faire est considéré comme tellement douteux que, dans le cas où il est jugé nécessaire de tenir une telle cour, des commissions distinctes, rédigées dans les mêmes termes, ont par entente faite entre les gouvernements fédéral et provincial, été émises

par le gouverneur général et le lieutenant gouverneur ; qu'il est à propos de faire disparaître tout tel doute et de rendre inutile l'expédient de deux commissions, et qu'un amendement à l'acte devrait déclarer d'une manière expresse que les lieutenants gouverneurs ont le pouvoir d'émettre ces commissions, conformément aux statuts provinciaux ;

11. Qu'il a été constaté par l'expérience de tous les corps législatifs qu'il est nécessaire que ces corps possèdent certains privilèges et immunités leur permettant de remplir efficacement les fonctions qui leur sont confiées ; que dans ce but le parlement du Canada a passé des statuts, confirmés par législation du parlement impérial, définissant les privilèges, immunités et pouvoir des deux Chambres et de leurs membres ; que plusieurs législatures ont passé de la même manière des statuts définissant les privilèges de leurs conseils législatifs et de leurs assemblées législatives ; que ces statuts n'ont pas encore été confirmés par législation du parlement impérial : qu'il a été exprimé des doutes quant au pouvoir des législatures provinciales de passer ces lois ; qu'une législature provinciale devrait avoir le même pouvoir de passer des lois définissant les privilèges du conseil législatif et de l'assemblée législative ainsi que des membres de ces Chambres, que celui que possède le parlement fédéral de passer des lois définissant les privilèges du Sénat et de la Chambre des communes ainsi que de leurs membres ; que les lois provinciales devraient être confirmées de la même manière que l'ont été les lois fédérales, et qu'il devrait être déclaré par un acte d'amendement passé par le parlement impérial qu'une législature provinciale a, quant à elle même les mêmes pouvoirs que le parlement fédéral, relativement à lui-même.

12. Que, dans deux des provinces du Canada il n'y a pas de chambre haute ; que dans cinq des provinces il y a une chambre haute ; que, dans une de ces cinq provinces, les membres du conseil législatif sont électifs et élus pour un

temps limité ; que, dans les quatre autres provinces, les conseillers législatifs sont nommés à vie par le lieutenant gouverneur ; que l'expérience acquise depuis la confédération démontre que, avec le gouvernement responsable et les sauvegardes établies par l'acte de l'Amérique britannique du Nord, une deuxième Chambre provinciale n'est pas nécessaire et que les dépenses qu'elle occasionne dans toutes les provinces peuvent être avantageusement évitées ; qu'en vertu de l'acte, une législature provinciale a le pouvoir d'amender la constitution de la province ; que ce pouvoir comprend l'abolition du Conseil législatif ou le changement du système suivi pour le composer ; que cette disposition n'a pu permettre d'opérer l'abolition du Conseil dans quelques-unes des provinces, où il y a raison de croire que l'opinion publique est favorable à ce changement ; et que l'acte devrait être amendé de manière à pourvoir à ce que, sur une adresse de l'assemblée législative, composée des représentants élus du peuple, Sa Majesté la Reine puisse, par proclamation, abolir le conseil législatif ou changer sa constitution, pourvu que cette adresse soit adoptée par les deux-tiers au moins des membres de l'assemblée législative.

13. Que l'acte de l'Amérique britannique du Nord décrète que toutes les terres appartenant aux différentes provinces du Canada appartiendront respectivement aux provinces dans lesquelles elles sont situées ; que la prétention récemment émise par le gouvernement fédéral à la propriété de toutes les terres de la couronne au sujet desquelles il n'y avait pas de traité avec les indiens avant la confédération des provinces, est contraire à l'esprit de la loi et à l'intention des provinces confédérées, est injuste et opposée à l'interprétation que les autorités fédérales, ainsi que les législatures et les gouvernements des provinces jusqu'à une date récente, ont donnée à l'acte de confédération ; que cet acte devrait être amendé de manière à le rendre clair et indiscutable dans son sens rigoureux et son

véritable esprit, suivant lesquels toutes ces terres appartiennent à la province où elles sont situées, et non au Canada.

14. Que l'acte de l'Amérique britannique du Nord donne juridiction au parlement fédéral dans les affaires de banqueroute et de faillite; qu'il n'y a actuellement en vigueur aucune loi fédérale sur ce sujet; qu'à défaut d'une loi pour tout le Canada, il est dans l'intérêt public que chaque province ait le pouvoir de légiférer sur cette matière, soumis à toute loi fédérale qui pourra être faite par la suite; que les dispositions actuelles de l'acte de confédération laissent des doutes sur les limites dans lesquelles les législatures provinciales peuvent légiférer sur cette matière, et qu'il est désirable que l'acte de confédération soit amendé de façon à donner expressément aux provinces la juridiction nécessaire à défaut de législation fédérale et soumise à telle législation;

15. Qu'il est décrété par la 44<sup>e</sup> résolution de la conférence de Québec de 1864, que " le pouvoir de pardonner aux criminels, de commuer ou de remettre en tout ou en partie leurs sentences, ou de surseoir à leur exécution, lequel pouvoir appartient de droit à la couronne, résidera dans la personne des lieutenants gouverneurs en conseil, " conformément aux dispositions de cette résolution; que toute disposition concernant ce pouvoir a été omise dans l'acte de l'Amérique britannique du Nord; que par les instructions royales données au gouverneur général, subséquemment à la passation de cet acte, Son Excellence est (entre autres choses) " autorisée et revêtue du pouvoir d'accorder un pardon à tout délinquant condamné à raison d'un crime par toute cour ou par tout juge, juge de paix ou magistrat, dans le Canada; " que ce langage a fait naître des doutes sur le pouvoir du lieutenant gouverneur d'une province de suspendre ou commuer les sentences, ou de pardonner aux prisonniers condamnés pour une offense

contre les lois de la province, ou de commuer ou de remettre, en tout ou en partie, toute sentence, amende, confiscation, pénalité ou punition se rattachant à toute telle offense ; qu'il est probable que tel n'était pas le but de ces instructions ; que le pouvoir de régler toutes questions relatives à l'exécution des lois provinciales devrait appartenir au lieutenant gouverneur en conseil de chaque province, laissant— si on le juge à propos—au gouvernement fédéral, le pouvoir de régler d'autres questions, et que l'acte de confédération devrait être amendé en conséquence ;

16. Que les provinces représentées à cette conférence reconnaissent qu'il est à propos que toutes les questions se rattachant aux frontières des provinces soient réglées de manière à les mettre à l'abri de toute contestation ; que les frontières entre Ontario, Manitoba et le Canada, telles que fixées par le conseil privé de Sa Majesté, devraient l'être par la législation impériale, ainsi que recommandé par ordre de Sa Majesté, et que toutes les frontières septentrionales des provinces d'Ontario et de Québec devraient être déterminées et fixées sans plus de délai ;

17. Qu'en vertu de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, tous les droits de douane et d'accise, ainsi que certains autres revenus des provinces, ont été enlevés aux provinces et transférés au Canada, et qu'il a été décrété que les sommes suivantes seraient payées annuellement par le Canada aux différentes provinces pour le maintien de leurs gouvernements et de leurs législatures :

Ontario. . . . .	\$80,000
Québec . . . . .	70,000
Nouvelle-Ecosse . . . . .	60,000
Nouveau-Brunswick. . . . .	50,000

Et qu'il serait accordé à chaque province, à titre d'aide, une subvention annuelle équivalente à 80 centins par tête

de la population telle que fixée par le recensement de 1861, avec disposition spéciale pour la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick ;

(2) Que le revenu du Canada, au commencement du régime fédéral, était de \$13,716,786, dont 20 pour 100, ou \$2,753,906 échurent aux provinces pour des fins provinciales, 80 pour 100, ou \$10,962,880, revenant au Canada ; que grâce à la progression des impôts, sur une population accrue, le revenu du Canada s'est élevé de \$13,716,786 à \$33,177,000 ; que bien que cette augmentation d'impôts retombe sur la population des provinces et que l'augmentation de la population impose à celles-ci un surcroît considérable d'obligations, il ne leur a été accordé aucune augmentation correspondante ou proportionnelle de subvention, 13 seulement au lieu de 20 pour 100 du revenu accru du Canada, soit \$4,182,525, leur étant actuellement accordés, lorsque, au lieu de 80 pour cent, le Canada retient 87 pour 100, soit \$28,994,475 ;

(3) Qu'il est constaté que les sommes payées annuellement par le Canada aux différentes provinces, en vertu de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, sont tout à fait insuffisantes pour les besoins qu'elles doivent satisfaire ; que les dépenses actuelles pour le gouvernement civil et la législation, dans les différentes provinces, excèdent considérablement le montant affecté à cet objet dans l'acte de confédération, et que les autres dépenses provinciales nécessaires pour des objets locaux auxquels, avant la confédération, il était pourvu à même des fonds provinciaux, ont considérablement augmenté depuis ;

(4) Que plusieurs des provinces ne sont pas en état de pourvoir, au moyen de taxes directes ou autrement, au surcroît de dépenses nécessaires et ont par conséquent demandé de temps à autre au parlement et au gouvernement fédéral l'augmentation de leurs subventions annuelles ;

(5) Que cette conférence est d'opinion qu'on peut arriver à établir la base d'un règlement définitif et irrévocable fixant les sommes que le pouvoir fédéral doit payer annuellement aux différentes provinces pour leurs fins locales et le maintien de leurs gouvernements et de leurs législatures, au moyen de la proposition qui suit, savoir :

(A) Au lieu des montants actuellement versés, les sommes qui seront désormais payées annuellement par le Canada aux différentes provinces pour le maintien de leurs gouvernements et de leurs législatures, devraient être payées au prorata du chiffre de la population et comme suit :

(a) Quand la population n'atteint pas 150,000...	\$ 100,000
(b) Quand la population est de 150,000, mais n'excède pas 200,000.....	150,000
(c) Quand la population est de 200,000 mais n'excède pas 400,000.....	180,000
(d) Quand la population est de 400,000, mais n'excède pas 800,000.....	190,000
(e) Quand la population est de 800,000, mais n'excède pas 1,500,000.....	220,000
(f) Quand la population excède 1,500,000.....	240,000

(B) Au lieu d'une somme comme celle qui est actuellement accordée tous les ans pour chaque tête de la population, le versement annuel devra désormais être fixé à raison de quatre-vingts centins par tête, mais au prorata du chiffre de la population tel que constaté par le dernier recensement décennal, jusqu'à ce que la population dépasse 2,500,000 ; et à raison de soixante centins par tête pour la proportion de cette population qui excèdera 2,500,000 ;

(C) Le chiffre de la population, tel que fixé par le dernier recensement décennal, devra servir de base, excepté pour la Colombie Anglaise et le Manitoba ; et, en ce qui concerne ces deux dernières provinces, le chiffre de la popu-

lation à adopter devra être celui d'après lequel, conformément aux divers statuts qui s'y rapportent, les versements annuels actuellement effectués en faveur de ces provinces respectivement par le pouvoir fédéral, sont déterminés, et ce jusqu'à ce qu'il ait été constaté par le recensement que la population réelle est devenue plus considérable ; et à partir de ce moment, le chiffre de la population réelle, tel que constaté, devra servir de point de départ.

(D) Les sommes que le pouvoir fédéral sera tenu d'accorder et payer chaque année aux provinces respectivement, devront être fixées au moyen d'une législation impériale qui sera définitive et absolue, et à laquelle il sera interdit au parlement fédéral d'apporter des altérations, additions ou variantes.

(6). Que le tableau suivant indique les sommes que le pouvoir fédéral serait dorénavant tenu de payer chaque année aux diverses provinces en remplacement de celles qui doivent actuellement être payées à titre de subvention pour les fins de gouvernement et de législation (ces sommes devant être supputées en prenant pour point de départ le dernier recensement décennal dans les provinces d'Ontario, Québec, Nouvelle-Ecosse, Nouveau-Brunswick et Ile du Prince-Edouard, et en tenant compte de la limite de la population actuellement fixée par statuts pour les provinces de la Colombie Anglaise et du Manitoba.)

Provinces	Population recensement 1881	Allocation pour le gouvernement et la législature	Subside par tête	Allocation totale pour le gouvernement et par tête
Ontario.....	1,923,328	\$ 240,000	\$1,538,662 40	\$1,778,692 40
Québec.....	1,359,027	220,000	1,087,221 60	1,307,221 60
Nouvelle-Ecosse.....	440,572	190,000	352,557 60	542,457 60
Nouveau-Brunswick....	821,233	180,000	256,986 40	436,986 40
Ile du Prince-Edouard..	108,891	100,000	78,112 80	187,112 80
Manitoba.....	150,000	150,000	129,000 00	270,000 00
Colombie Britannique.	60,000	100,000	48,000 00	148,000 00
		\$1,180,000	\$3,490,440 80	\$4,670,440 80



(7) Que cette conférence est d'opinion que les propositions plus haut exposées doivent être prises en considération par les gouvernements des différentes provinces du Canada, et, dans le cas où elles seraient approuvées, qu'elles devraient être soumises aux législatures provinciales ;

18. Que dans l'opinion de cette conférence, les diverses provinces de la confédération canadienne devraient, par l'entremise de leurs législatures respectives, prendre le plus tôt possible, des mesures pour faire adopter par le parlement impérial des amendements à l'acte de l'Amérique britannique du Nord, conformes aux résolutions précédentes.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—M. le président, il s'agit de discuter les résolutions adoptées par la conférence interprovinciale, tenue l'automne dernier, à Québec.

En vue de régulariser davantage ce débat, je crois qu'il serait préférable de nous entendre pour ne faire qu'un ou deux discours de chaque côté, sur l'ensemble de ces résolutions, quitte ensuite à faire la discussion de chacun des sujets en particulier, lorsque nous siégerons en comité général. Naturellement je ne chercherai pas à faire prévaloir mon opinion, ce que je dis est à titre de simple suggestion.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Nous ne chercherons pas à faire repousser telle ou telle résolution en particulier, mais nos efforts tendront principalement à faire rejeter l'ensemble des résolutions. En sorte qu'il vaut mieux épuiser de suite le débat sur la discussion générale.

L'honorable M. **Mercier**.—Très-bien . . . J'espère que l'on discutera avec calme cette importante question, car il s'agit de la prospérité des provinces, comme corps politiques distincts. On peut différer d'opinion sur le mérite de ces

résolutions, et sur la nécessité de cette conférence, mais personne ne peut s'empêcher d'admettre l'importance du travail de la conférence.

On ne peut non plus prétendre que ces résolutions en elles-mêmes sont plus favorables à un parti qu'à l'autre. Mais d'un autre côté, je comprends parfaitement que ceux qui se sont opposés, l'année dernière, au projet formulé alors, de réunir ce congrès des représentants officiels des provinces, ne peuvent pas être cette année favorables aux travaux de ce congrès, à moins que les résultats en soient tellement bons, tellement avantageux, qu'ils s'imposent forcément à leur approbation. Or, c'est ce que je vais m'efforcer de démontrer, et j'espère bien réussir à convaincre tous ceux qui ont cru à la nécessité de cette conférence.

Je ne désespère pas non plus d'amener mes honorables amis de l'opposition à apprécier d'une manière plus favorable l'œuvre de la conférence. Sur ce point ma tâche sera plus difficile, puisqu'ils sont préjugés contre cette œuvre, par la position qu'ils ont prise l'année dernière.

Cette conférence n'a pas été tenue dans le but de nuire au gouvernement fédéral, et encore moins de discréditer les institutions fédérales créées par l'acte de 1867. Cette déclaration n'est pas nouvelle ; j'ai tenu à la faire en Chambre, l'année dernière et, de plus, j'ai cru de mon devoir de la répéter à la première réunion des délégués. Avec votre permission, M. le président, je vais lire les remarques que j'ai faites à ce sujet dès la séance d'ouverture de la conférence :

“ Vous avez compris comme nous qu'il n'est ni hors de propos ni contre les intérêts généraux du Canada, encore moins contre les intérêts particuliers des provinces, de

“ réunir après vingt ans des représentants de tous les gouvernements des différentes parties de la confédération, dans le but d'étudier certaines questions, lesquelles, à raison de l'expérience de ces dernières années, requièrent une solution pacifique.

“ Le gouvernement qui a pris l'initiative de la convocation qui nous réunit en ce moment, croit qu'il est de son devoir de déclarer, dès le début, que l'objet de cette réunion ne doit pas être regardé comme hostile ou antipathique aux autorités fédérales : cette conférence est exclusivement destinée à rechercher et à résoudre dans l'intérêt général de tout le Canada, les difficultés que l'expérience a pu constater dans les relations entre le gouvernement général et ceux des provinces.

“ Le gouvernement de Québec tient aux institutions fédérales ; il désire assurer leur existence comme leur bon fonctionnement, et c'est pour cette raison qu'il vous demande de l'aider à faire disparaître tout danger de conflit entre le gouvernement du Canada et les gouvernements provinciaux.

“ En nous réunissant aujourd'hui pour discuter les intérêts généraux de la Confédération et des provinces, pour constater les lacunes et les déficiences qu'il y a dans le fonctionnement de notre constitution, nous ne faisons, il faut bien l'admettre, qu'imiter l'exemple des hommes publics les plus distingués des pays confédérés, où, à différentes époques, on a cru nécessaire de faire ce que nous faisons en ce moment.

“ Je ne puis mieux vous prouver l'absence, dans l'idée qui a présidé à la convocation de cette conférence, de tout sentiment d'hostilité à l'égard du pouvoir fédéral, qu'en vous rappelant que, suivant la lettre la déclara-

“ tion du chef de l'exécutif de cette province, nous avons  
“ invité spécialement les autorités fédérales à prendre part  
“ à nos délibérations, pour y apporter le concours de leur  
“ expérience comme de leur bonne volonté. Cette invitation  
“ toute amicale n'a pas été acceptée et c'est avec un bien  
“ sincère regret que je me vois obligé de vous informer de  
“ ce refus.”

Voilà les paroles que j'ai prononcées lorsque j'ai eu l'honneur d'ouvrir les séances de la conférence interprovinciale. Je les répète maintenant avec autant de sincérité que je les ai dites la première fois.

Nous ne voulons pas briser la Confédération. Nous ne voulons pas de lutte de la Puissance contre les provinces, ni des provinces contre la Puissance. Au contraire, nous voulons que la paix et l'harmonie règnent en souveraines. Nous voulons empêcher, dans la mesure de nos bonnes volontés, la répétition des conflits dangereux qui ont eu lieu dans le passé.

Cette conférence a une grande importance au point de vue extrinsèque comme au point de vue intrinsèque. De plus, nous ne devons pas oublier que l'honneur de la province est engagé. En effet, c'est elle qui a invité les autres provinces ; c'est elle qui a émis ce projet et qui a pris toutes les mesures propres à le réaliser. Sans doute qu'il faut professer beaucoup de respect pour la minorité, mais ici comme en matière de législation, il faut qu'elle se soumette au vœu de la majorité.

Une autre considération qui donne de l'importance à cette conférence, c'est le fait que les cinq plus grandes provinces y ont pris part.

L'invitation a été adressée indistinctement à toutes les provinces. Elle a été faite avec le désir sincère d'avoir le con-

cours des intéressés, c'est-à-dire, des représentants que ces provinces choisiraient. Voici la formule de cette invitation :

• “ Québec, 24 septembre 1887.

“ A l'honorable M. Mowat,

Premier ministre d'Ontario,

Toronto.

“ Mon cher monsieur,

“ Conformément aux communications verbales qui ont  
“ eu lieu au sujet de la conférence des gouvernements des  
“ provinces et de la Puissance, pour prendre en considéra-  
“ tion les questions qui ont surgi ou qui peuvent surgir  
“ relativement à l'autonomie des provinces, à leurs arrange-  
“ ments financiers et à d'autres affaires d'intérêt commun,  
“ j'invite respectueusement votre gouvernement à cette  
“ conférence, qui se tiendra à l'hôtel du parlement, à  
“ Québec, jeudi le 20 octobre, à 11 heures du matin. Le  
“ nombre des représentants de chaque province à cette  
“ conférence n'est pas limité.

“ Bien à vous,

(Signé),

HONORÉ MERCIER.

J'ai envoyé la même circulaire aux premiers ministres des autres provinces. Naturellement, il a fallu changer quelques mots, car je n'avais pas eu occasion de voir auparavant tous les autres chefs de cabinet.

De plus, j'ai envoyé la lettre suivante à Sir John A. Macdonald :

“ Québec, 24 septembre 1887.

“ Au très honorable

Sir John Macdonald, P. C., G. C. B.,

etc., etc., etc.

Ottawa.

“ Monsieur,

“ La conférence proposée des gouvernements provinciaux  
“ pour prendre en considération les questions qui ont surgi

“ et qui peuvent surgir relativement à l'autonomie des provinces, à leurs arrangements financiers et à d'autres affaires d'un intérêt provincial commun, se tiendra à l'hôtel du parlement, à Québec, à 11 heures du matin, jeudi le 20 octobre. Votre gouvernement est cordialement invité à se faire représenter à cette conférence par vous-même et un ou plusieurs de vos collègues.

“ Votre obéissant serviteur, ”

(Signé), HONORÉ MERCIER.

L'invitation a été acceptée par cinq des sept provinces dont se compose la Confédération. Mais Sir John A. Macdonald a refusé dans les termes suivants :

“ Ottawa, 4 octobre 1887

“ Monsieur,

“ J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 24 septembre dernier, invitant le gouvernement du Canada à se faire représenter à une conférence provinciale.

“ En réponse, qu'il me soit permis de dire qu'à notre avis, il ne servirait à rien d'envoyer des représentants à cette conférence. ”

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

(Signé), JOHN A. MACDONALD.

L'honorable M. HONORÉ MERCIER,

Premier ministre de Québec,

Québec. ”

Et une réponse analogue a été envoyée par les gouvernements de la Colombie Anglaise et l'Ile du Prince-Edouard

Nous nous sommes donc réunis, et à cette conférence siégeaient les délégués de cinq provinces, c'est-à-dire, les représentants de toute la population du Canada, moins 213,798 âmes pour les deux provinces qui ont refusé de s'associer à nos travaux et 56,000 âmes environ pour les territoires du Nord-Ouest. Je dis : représentants de toute la population, dans le sens constitutionnel de cette expression, car je ne veux pas faire injure à la minorité, en semblant l'ignorer. Seulement, je maintiens que les délégués étaient les représentants autorisés de leurs provinces respectives.

Une autre raison qui doit engager la Chambre à voter ces résolutions, c'est que, bien que ce soit la province de Québec qui ait provoqué la réunion de cette conférence, elle est appelée la dernière de toutes à ratifier le résultat de ces travaux.

Déjà quatre provinces ont ratifié ces résolutions ; il est donc important que celle-ci n'aille pas les rejeter, car ce serait une injure faite à toutes les autres qui les ont approuvées. A part celles qui ont donné formellement leur approbation, vous avez le Conseil législatif de l'Ile du Prince Edouard, qui a blâmé le gouvernement de cette province de ne pas avoir pris part à cette conférence. Ce qui prouve bien jusqu'à quel point cette réunion des provinces était utile et jusqu'à quel point aussi le gouvernement de l'Ile du Prince-Edouard a eu tort de ne pas se joindre à nous, c'est le fait très significatif que ce même gouvernement est en instance à l'heure qu'il est, auprès des autorités fédérales, pour obtenir les avantages financiers que nous avons recommandés en sa faveur par ces résolutions. Ce gouvernement ayant dans ses démarches, l'assentiment de toute la Législature de l'Ile du Prince-Edouard, nous pouvons dire que cette province comme les autres ratifie, pratiquement, les arrangements financiers que nous avons faits pour venir au secours des provinces.

Ces résolutions traitent des questions d'intérêt majeur pour les provinces. En effet, du moment qu'il s'agit d'intérêts financiers, il s'agit par là même d'une question ayant la plus grande influence sur l'avenir des provinces. L'avenir des provinces, voilà ce qui a occupé surtout notre attention. C'est si bien le cas que la conférence a commencé ses travaux par la déclaration suivante :

“ Attendu qu'en rédigeant l'acte de l'Amérique britanni-  
“ que du Nord, 1867, et en définissant dans cet acte les  
“ limites des pouvoirs législatif et exécutif ainsi que les  
“ attributions des Législatures et des gouvernements fédé-  
“ raux et provinciaux, les auteurs de la constitution ont fait  
“ une œuvre nouvelle complexe et difficile et qu'on devait  
“ s'attendre à ce que l'expérience de ce nouveau système  
“ de gouvernement ferait sentir le besoin de beaucoup de  
“ changements nécessaires ; que le fonctionnement pratique  
“ de cet acte durant vingt ans, a mis à découvert bien des  
“ points de friction entr les gouvernements et les législa-  
“ tures du Canada et des provinces, a mis à jour de graves  
“ omissions dans ses dispositions et a démontré (quand sa  
“ phraséologie est venue à être interprétée judiciairement)  
“ que sous beaucoup de rapports on n'a pas exprimé ce qui  
“ était l'entente et l'intention communes et que des disposi-  
“ tions importantes sont obscures, quant à leur véritable  
“ intention et signification ; que le maintien de l'autonomie  
“ provinciale est nécessaire au bien être futur du Canada ;  
“ que si cette autonomie doit être maintenue, il est devenu  
“ évident que l'acte constitutionnel doit être révisé et  
“ amendé : en conséquence les représentants et délégués  
“ des provinces d'Ontario, de Québec, de la Nouvelle-  
“ Ecosse, du Nouveau-Brunswick et de Manitoba, régulière-  
“ ment accrédités par leurs gouvernements respectifs et en  
“ conférence assemblés, croyant représenter les vues et les  
“ désirs du peuple du Canada, conviennent des résolutions  
“ suivantes comme base des amendements qui devraient



“ être faits à l'acte constitutionnel, sauf l'approbation des “ diverses législatures provinciales.”

Ainsi l'idée fondamentale de ces résolutions est d'assurer l'autonomie des provinces. On peut différer d'opinion avec nous sur les moyens que nous avons pris, mais on ne peut refuser d'admettre le principe posé, à savoir, la nécessité de protéger les provinces contre la perte de leur indépendance comme corps politiques distincts.

Ici il ne s'agit pas de critiquer tel ou tel acte du gouvernement fédéral, il s'agit du principe même de l'autonomie provinciale. Je vous le demande, M. le président, y a-t-il un seul membre dans cette Chambre qui voudrait déclarer publiquement qu'il ne veut pas prendre les moyens d'assurer cette autonomie? Y en a-t-il un seul qui voudrait dire : “ Je suis pour l'union législative, et je suis prêt à saper les bases de l'autonomie des provinces.” Je suis convaincu qu'il n'y a pas ici de député qui voudrait prendre une attitude aussi contraire aux vrais intérêts de sa province.

Nous sommes donc tous désireux de maintenir l'autonomie provinciale, et là où nous nous séparons, c'est quand il s'agit de choisir les moyens de faire triompher définitivement cette grande cause. Je n'entrerais pas dans la discussion des questions abstraites, mais je dirai que si nous voulons maintenir intact le principe de l'autonomie provinciale, il faut voter ces résolutions afin qu'à l'avenir on ne puisse rien faire ni ici ni en Angleterre, contre notre indépendance législative.

Les résolutions que j'ai l'honneur de soumettre à la Chambre, portent sur différentes matières, et pour rendre plus parfaite l'intelligence des remarques que je vais faire, je diviserai ces résolutions en deux catégories : celles qui doivent être soumises à l'approbation de cette Chambre et celles qui ne doivent pas l'être.

Celles qui doivent être soumises au vote de la Chambre, peuvent être elles-mêmes divisées en quatre catégories. Il y en a qui doivent recevoir la sanction des autorités fédérales, d'autres pour lesquelles il faudra avoir l'assentiment des autorités impériales.

Pour le moment, je ne veux traiter que les résolutions soumises à notre approbation, et parmi celles-là, les résolutions une, deux et trois, relatives au désaveu et à la constitutionnalité des lois.

Il peut se faire qu'il y ait des objections à faire valoir quant au fond et à la forme de ces résolutions ; il se peut qu'on n'ait pas fait ce qu'il y avait de mieux à faire. Je ne serais pas obligé de faire cet aveu,—qui ne m'est pas pénible, car je ne suis pas de ceux qui croient que vingt-un hommes ne peuvent pas se tromper—si les autorités fédérales étaient venues se joindre à nous pour nous aider à définir le meilleur mode de désaveu. Il est possible que celui que nous suggérons maintenant n'aurait, dans ce cas, jamais été adopté, et que par conséquent cette résolution n'aurait pas présenté les objections que l'on pourra y trouver. Dans le gouvernement fédéral, il y a des hommes habiles, et s'ils avaient voulu s'associer à nos travaux, ils auraient peut-être fait des suggestions qui auraient pu être acceptées par les provinces. Je ne suis pas prêt à blâmer l'action du gouvernement fédéral, mais il me sera bien permis de poser la question suivante : N'est-il pas vrai que si le gouvernement fédéral était venu ici prendre part à cette conférence, nous aurions pu adopter un mode d'action qui aurait évité les conflits à l'avenir et qui aurait fait cesser l'hostilité qui existe à présent entre les provinces et les autorités centrales ? Je crois que je puis répondre affirmativement. Au contraire, nous avons été privés des lumières des hommes qui administrent les affaires à Ottawa, et la conséquence a été que nous avons été obligés de prendre des mesures extrêmes. Mais les ministres fédéraux ont encore une chance de réparer le passé, et j'espère

qu'ils ne la laisseront pas échapper. Ces résolutions seront soumises au gouvernement impérial, et je suis en position de dire que non-seulement les provinces représentées l'automne dernier, mais aussi d'autres parmi celles qui ont refusé de se joindre à nous, se feront alors entendre. J'espère que le gouvernement fédéral profitera de cette circonstance pour prendre part à ce travail de revision, car tout le monde comprend que le gouvernement impérial voudra entendre les autorités fédérales.

Quant à ce qui concerne les résolutions une, deux et trois, il ne faut pas se tromper sur nos intentions. Il y a ici deux questions parfaitement distinctes de traitées dans ces résolutions ; la question de désaveu et celle de la constitutionnalité des lois. Il faut nécessairement faire une distinction ici, et si on a eu tant de difficultés à nous entendre jusqu'à présent c'est parce qu'on a confondu ces deux questions.

Il importe de bien se comprendre dès le début de cette discussion : Le désaveu, c'est l'exercice du pouvoir souverain et il n'est pas nécessaire que l'autorité qui exerce ce pouvoir donne des raisons pour justifier son acte. Dans ce cas, on désavoue parce qu'on veut désavouer. C'est donc un acte tout arbitraire de la part du souverain, c'est pourquoi les peuples qui se sont reveillés à la liberté, ont commencé par détruire ce droit de désaveu exercé par les gouvernements autocratiques. Partout où ces gouvernements ont été renversés, on s'est empressé de supprimer ce droit, car l'on comprenait qu'il n'y aurait pas de liberté véritable tant que l'on serait exposé aux abus du désaveu. En effet, vous laissez à un pouvoir le droit de dire que telle loi, qui a été faite dans les limites de la constitution, n'aura pas d'effet pratique. S'est-on bien rendu compte des dangers que présente l'exercice de ce droit ?

Cette Législature est bien souveraine dans les matières qui tombent sous sa juridiction, cependant, cette souverai-

neté est plus apparente au fond que réelle. Nous pouvons faire une loi suivant la constitution ; l'autre branche de la Législature concoure avec nous et le jour de la prorogation, cette loi est sanctionnée par le chef de l'Exécutif. Voilà une loi passée dans toutes les formes voulues et vous croyez que personne ne peut l'attaquer. Vous vous trompez. Cette loi est désavouée par une autocratie supérieure qui dit tout simplement : " Je désavoue parce que je le veux. " On peut bien en appeler au jugement du peuple, mais en attendant la loi reste lettre morte. De plus, un vote de censure du parlement fédéral ne fait pas revivre la loi. Voilà en deux mots la position qui nous est faite relativement à cette question de désaveu.

Maintenant, c'est le contraire pour les lois qui ne sont pas constitutionnelles. Une loi qui n'est pas constitutionnelle, n'est pas une loi, elle n'en a que l'apparence, que le gouvernement fédéral la frappe ou ne la frappe pas de *veto*. Aussi tous les jours, vous voyez les tribunaux se prononcer sur la constitutionnalité de telle ou telle loi. Ici, le pouvoir de désaveu n'est pas en cause comme dans l'autre cas.

La première résolution traite de la question de désaveu ; les résolutions deux et trois, de la constitutionnalité des lois. Après avoir discuté la chose, nous sommes tombés d'accord pour dire qu'une fois qu'une loi serait déclarée inconstitutionnelle, il n'y aurait pas de pénalité pour ceux qui l'ont mise en force, et qu'après l'expiration de deux années, les citoyens n'auraient plus le droit d'attaquer la validité d'une loi, et que ce droit serait réservé soit au gouvernement du Canada, soit au gouvernement d'une province. Cette mesure est prise dans le but d'éviter les procès et les dépenses qui s'en suivent.

Nous voulons transférer le droit de désaveu au gouvernement impérial, tel que la chose existait avant la confédération, et suivant les principes adoptés pour le désaveu des

lois fédérales. On sait parfaitement bien que le gouvernement impérial n'exerce ce droit que quand ces lois affectent les intérêts généraux de l'Empire, ce point ne peut pas être discuté. On ne peut pas même citer un seul cas où l'on a désavoué des lois des législatures coloniales quand ces lois n'affectaient pas des droits ou des intérêts impériaux. Au Canada il n'y a qu'un seul cas de désaveu par le gouvernement impérial, c'est celui de la loi passée à la demande de feu l'honorable M. Holton, touchant le salaire du gouverneur général. Cette loi a été désavouée mais les autorités impériales ont justifié leur décision en disant : " le Canada est la première colonie de l'Empire après les Indes, et nous considérons qu'une somme moindre que \$50,000 ne serait pas suffisante pour payer les services d'un homme supérieur, et la position de gouverneur général du Canada est assez importante pour que nous ne choisissons pour la remplir que des hommes de capacité reconnue." Comme question de fait, on ne désavoue donc que les lois qui affectent les intérêts généraux de l'Empire.

Maintenant y a-t-il danger de transférer ce droit à Londres ? C'est possible, mais je dis qu'il y a moins de danger que d'en laisser l'exercice ici. Pourquoi ? Je viens de démontrer qu'on ne désavoue les lois des colonies que dans le cas où elles affectent les intérêts généraux de l'Empire. Ce qui arrive depuis vingt ans pour les lois fédérales peut nous servir d'exemple et nous rassurer sur l'avenir.

Personne n'a songé à se plaindre du gouvernement impérial relativement au droit de désaveu que lui accorde la constitution sur les lois du Canada. Généralement on accepte la situation comme satisfaisante et elle l'est en effet. Nous avons toutes les raisons du monde de croire que les hommes d'état anglais, continueront de suivre la même ligne de conduite vis-à-vis des lois provinciales, le jour le droit de désavouer ces lois leur sera accordé. Est-il à supposer

que si une loi locale était passée qui affectât les intérêts impériaux, le gouvernement anglais ne pèserait pas de toute son influence pour engager les autorités fédérales à désavouer cette loi ? Donc la proposition que nous faisons ne change pas l'état de choses actuel ; elle peut le changer théoriquement mais non pas pratiquement.

Y a-t-il raison de croire que l'autorité impériale sera plus sévère que l'autorité fédérale ? L'Angleterre a consenti à nous donner une constitution libre ; elle a consenti à nous accorder la libre jouissance de tous les droits qui découlent de cette constitution. Or, en Angleterre on ne donne pas d'une main pour retirer de l'autre, et la preuve c'est qu'on n'a jamais voulu intervenir dans la libre expansion de nos institutions politiques. A-t-on oublié la fameuse question Letellier ? J'en parlerai au point de vue théorique. Je vais la rappeler, non pour réveiller des animosités éteintes, mais pour appliquer l'enseignement qu'elle comporte. On se rappelle les faits : le gouvernement fédéral avait décidé de destituer M. Letellier. Nous avons protesté ; nous pouvions avoir raison, mais nos représentations n'ont pas été acceptées en Angleterre. On nous a répondu : “ Vous avez le gouvernement responsable, et si M. Letellier doit être destitué, il faut qu'il subisse son sort. C'est l'affaire des ministres fédéraux, et le gouverneur général doit suivre leur avis dans ce cas comme dans les autres.”

En Angleterre, on a à régler de grandes questions, on fait et défait les dynasties ; on bouleverse les empires et on transforme souvent par une politique qui fait sentir son influence dans tout l'univers, les frontières des différents pays. On décrète ces guerres gigantesques qui causent la mort de milliers et de milliers de citoyens, et qui coûtent des sommes fabuleuses. Mais précisément par ce que l'on a de ces grandes questions à régler, on ne s'arrête pas à des sujets d'un intérêt aussi mince que pourraient l'être, compa-

rativement, nos lois provinciales. Pour les désavouer on ne se laisserait guider que par des principes bien définis.

A Ottawa, au contraire, les représentants ont été nourris par nos luttes quotidiennes, leur esprit est tout imprégné des animosités et des préjugés qui résultent de ces combats de la politique, où les partis, mêmes dans des législatures différentes, sont constamment aux prises. On est donc toujours exposé à voir les ministres fédéraux apporter plus ou moins,—et plutôt plus que moins,—dans l'exercice de ce droit de désaveu, les rancunes ou les préjugés qu'ils ont recueillis au cours de ces luttes.

Mais il y a une autre raison qui me paraît péremptoire, et la voici : Est-il juste que, dans un compromis, comme l'est une union fédérative, l'une des parties soit juge des actes de l'autre ? Les provinces qui jouissaient d'une autonomie d'autant plus considérable que la métropole n'intervenait presque plus dans leurs affaires locales, les provinces, dans l'intérêt commun, se sont dépouillées d'une partie de leurs droits et prérogatives, dans le but de constituer un pouvoir central puissant. Mais on a introduit un principe injuste dans cette association, en décrétant que l'une des parties dans les conflits qui peuvent surgir entre les provinces et le pouvoir central, est constituée juge, et peut déclarer que tel acte des législatures locales viole le pacte fédéral. Et chose extraordinaire, dans cette lutte, nous n'avons pas même le recours devant les tribunaux. Ce n'est pas ce qui a été fait ni aux Etats-Unis, ni en Suisse, ni dans les républiques fédératives de l'antiquité.

Toutes les lois des Etats, dans la grande union américaine, ne peuvent être mises de côté que par les cours judiciaires. Ce droit de désaveu existe il est vrai pour ce qui concerne le chef de l'exécutif dans l'Etat et dans la sphère fédérale, mais vous ne le trouvez pas dans la constitution, car elle ne confère pas un tel droit à l'exécutif central contre les actes des législatures des Etats.

On dit : " Ce pouvoir sera exercé à Londres, sur l'avis des autorités fédérales." Je nie la vérité de cette assertion. On pourra consulter ces autorités, je l'admets, mais si on les consulte on ne prononcera pas sans entendre les autorités locales. De la sorte les deux parties seront entendues et on pourra avoir justice, puisque le juge sera parfaitement désintéressé.

Nous avons, à l'heure qu'il est, un exemple qui doit nous éclairer sur les dangers de la situation. Prenez le cas de Manitoba. Vous avez là une loi faite dans les limites posées par la constitution, et cependant le gouvernement fédéral n'a pas craint de la désavouer. On a dit que c'était pour protéger la compagnie du Pacifique. Ce motif prouve davantage le danger qu'offre notre constitution sur ce point particulier, puisque l'on viole le principe de l'autonomie des provinces, pour protéger une compagnie de puissants capitalistes. C'est un principe immoral que le parlement vient blâmer en le supprimant.

N'est-il pas juste de croire qu'il y aura moins de passion en Angleterre qu'ici, lorsqu'il s'agira de désavouer une loi ? N'est-il pas juste de dire que là on apportera plus de calme dans ces décisions qu'à Ottawa ? N'est-il pas vrai, qu'en Angleterre, on se demandera, non pas si l'exercice du désaveu est dans l'intérêt d'un parti, mais dans l'intérêt de la Puissance. Si c'est dans l'intérêt du Canada, on désavouera, car je comprends qu'il peut se trouver des cas où il faudra adopter ce point de vue, et si le désaveu est uniquement dans l'intérêt d'un parti, on ne désavouera pas.

A tout événement on ne peut changer ces résolutions, car elles font partie d'un pacte et pour les modifier il faudrait le consentement des provinces qui les ont approuvées. Mais on peut faire des suggestions, et rendu en Angleterre, on pourra s'entendre tous ensemble pour les introduire sous une autre forme car là toutes les provinces seront représen-



tées. Si le parti conservateur dans cette Chambre veut faire des suggestions, il peut forcer le même parti à Ottawa, à les accepter.

La quatrième résolution a trait au Sénat. Je ne parlerai pas de nouveau de cette question, excepté pour dire ceci : Le Sénat tel que constitué ne représente pas les provinces ; il ne représente qu'un parti politique. Au cours des débats sur l'acte de confédération, on a dit que ces nominations seraient faites de manière à donner une représentation raisonnable aux deux partis. Combien y a-t-il de représentants du parti libéral dans le Sénat ? Vous n'en trouvez presque plus. Pourquoi ? C'est qu'on a fait des nominations politiques, et s'il y avait aujourd'hui un gouvernement libéral à Ottawa, vous auriez un *deadlock* entre les deux Chambres. Cependant il faut, pour le bien du pays, que l'harmonie règne entre les deux chambres. Si les sénateurs faisaient là-bas ce que le Conseil législatif a fait ici, il y aurait un conflit des plus regrettables. Pour éviter ces situations périlleuses, on dit que les législatures nommeront la moitié des sénateurs. Je dis à mes adversaires, qui se constituent les défenseurs des chambres hautes : " Si vous voulez garder le Sénat, acceptez notre suggestion. "

M. **Casgrain**—*député de Québec*.—L'honorable premier ministre s'est prononcé en faveur du mode de ne nommer les sénateurs que pour la période de cinq ans, et je vois que les résolutions ne disent rien quant à la durée de ces nominations.

M. le **Premier ministre**.—C'est ce que j'ai dit, mais je n'insiste pas sur la période de cinq années ; ce n'est qu'une question de détail.

Le mode suggéré ici est calqué sur celui des Etats-Unis, où le principe de l'élection à deux degrés est en vigueur.

J'hésiterais beaucoup à créer un Sénat électif exclusivement. Mais avec le mode que nous proposons, la couronne

se trouve représentée, puisqu'elle conserve le droit de nommer la moitié des sénateurs. On se rappelle encore que j'ai proposé ici même, de modifier la constitution du Conseil législatif de manière à faire représenter là les différents corps publics de la province. On peut voir par là quelles sont mes idées sur les chambres hautes. Je ne demande donc pas leur abolition, mais leur reconstitution.

J'arrive, M. le président, à la question financière ; c'est la résolution dix-sept. J'espère que la discussion sur cette question sera plus facile que sur les autres. Il n'y a pas, entre le mode que nous proposons et celui préconisé par nos honorables amis de l'opposition, de différences essentielles. En 1883, les conservateurs ont proposé le rajustement du subside fédéral de manière qu'il fut basé à l'avenir sur la population constatée à chaque recensement décennal.

M. le président, il faut bien se rendre compte de la situation. L'acte fédéral décrète que les provinces de Québec et d'Ontario recevront deux subsides, l'un spécifique, l'autre de tant par tête de la population établie par le recensement de 1861.

Le subside spécifique a été accordé pour permettre aux provinces de payer les dépenses de leur gouvernement et de leur législature.

Ce subside se répartit comme suit : Ontario, \$80,000 ; Québec, \$70,000 ; la Nouvelle-Ecosse, \$60,000 et le Nouveau-Brunswick, \$50,000.

Le second subside a été fixé à 80 centins par tête de la population de 1861. Mais chose étrange, ce subside n'est fixe que pour les provinces d'Ontario et de Québec, tandis que pour la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, il va en augmentant jusqu'à concurrence de la somme de \$400,000. Pour l'île du Prince-Edouard, Manitoba et la Colombie anglaise, on n'a pas suivi ce mode, et pour ces provinces le statut fixe une population imaginaire. De sorte qu'il n'y a

que les provinces d'Ontario et de Québec dont le subside *per capita* est immuable.

Si le subside spécifique a été accordé pour faire face aux dépenses du gouvernement et de la législature, on est loin d'atteindre ce but, car les dépenses dépassent ici \$300,000 et nous ne recevons que \$70,000. Il en est ainsi pour toutes les provinces.

La même raison s'applique avec encore plus de force au subside *per capita*. En effet, si la population augmente, cela accroît nécessairement les revenus de la Puissance, mais aussi cet accroissement de la population grossit les dépenses de la province. D'où il suit que, lorsqu'on a décrété que ce subside serait basé sur le recensement de 1861, on a commis une injustice, et la meilleure preuve que cela est vrai, c'est qu'on a été obligé de modifier cet arrangement pour une raison ou pour une autre.

Ontario a une population de 1,923,328 et elle n'a un subside que \$1,116,000.

La province de Québec avait une population de 1,359,027 en 1881, et ne reçoit que \$800,000. La Nouvelle-Ecosse a vu son subside augmenté, et il en a été de même pour le Nouveau-Brunswick, Manitoba, la Colombie Anglaise et l'Ile du Prince-Edouard. Tandis que nous, nous restons toujours au même point. Notre population a beau augmenter, notre subside reste toujours le même. Nous croyons donc que ces subsides sont repartis d'après un principe faux, et nous ne sommes pas les seuls de cette opinion. Messieurs Mousseau et Ross ont exprimé l'un et l'autre les mêmes vues. En 1883 on a passé, à la prière d'un gouvernement conservateur, des résolutions dans lesquelles on demandait que l'octroi de 80 centins fut fixé d'après la population constatée à chaque recensement. Je dis alors que l'on devrait demander une piastre par tête, mais on a refusé d'accepter cette suggestion.

Mais le gouvernement Ross a accepté mon idée, malheureusement c'était trop tard.

Pour plusieurs raisons qu'il est inutile de mentionner ici, nous avons maintenu le chiffre de quatre-vingt centins par tête. C'est donc la politique de 1883 que nous demandons à la Chambre de réaffirmer dans des circonstances beaucoup plus avantageuses qu'alors, puisque nous avons réussi à y rallier toutes les principales provinces. Mes honorables amis de l'opposition ne peuvent repousser notre proposition sans renier leur passé, sans condamner l'un des principaux articles de leur programme. Ils peuvent me reprocher d'avoir changé d'opinion, puisque je voulais \$1.00 et non 80 centins par tête, et qu'aujourd'hui je me contente de 80 centins par tête, mais j'espère bien qu'ils ne me forceront pas de leur rendre le compliment. Je demande aujourd'hui votre concours pour avoir ce que vous avez sollicité. Laissons de côté la question de savoir qui de nous avaient raison ou tort en 1883, et unissons nos forces pour obtenir justice pour notre chère province.

A six heures, la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

M. le **Premier ministre.**—M. le président, je reviens à la question des finances parce qu'elle est l'une des plus importantes, sinon la plus importante, soulevée par ces résolutions.

Nous recevons maintenant \$70,000 de subside spécifique et \$880,000 de subside *per capita*. Si ces résolutions sont adoptées, nous recevrons \$220,000 de subside spécifique et \$1,087,221.60 de subside *per capita*. Cela donne en tout \$1,307,221.60, soit une différence en plus de \$357,000 en chiffres ronds.

Lorsque nous avons discuté cette question, au sein de la conférence, chacun avait son projet. Moi-même j'ai insisté pour avoir \$1.00 par tête, mais la province d'Ontario s'y est

objectée. Nous avons donc fait un compromis qui concilie toutes les combinaisons mises de l'avant.

Maintenant je désire attirer l'attention de la Chambre sur le principe d'après lequel le changement est fait. Ce principe est le même que celui adopté par les pères de la confédération, seulement l'application en est différente. D'après la constitution, le subside *per capita* est permanent pour Ontario et Québec, et reste fixé sur le recensement de 1861. Nous voulons que ce subside soit réparti d'après la population constatée à chaque recensement.

Voici ce que nous disons à ce sujet aux pages 34 et 35 du document qui a été distribué à tous les membres de la Législature : Je parle du subside spécifique :

“ Que les dépenses actuelles pour le gouvernement civil  
“ et la législation, dans les différentes provinces, excèdent  
“ considérablement le montant pourvu à cette fin dans l'acte  
“ de confédération et que les autres dépenses provinciales  
“ nécessaires pour des fins locales auxquelles, avant la confé-  
“ dération, il était pourvu à même des fonds provinciaux,  
“ ont considérablement augmenté depuis ;

“ Que plusieurs des provinces ne sont pas en position de  
“ pourvoir au moyen de taxes directes ou autrement, au  
“ surcroît de dépense nécessaire et ont de temps à autre  
“ demandé au parlement et au gouvernement fédéral une  
“ augmentation des subventions annuelles ;

“ Que cette conférence est d'opinion qu'on peut trouver  
“ la base d'un règlement final et inaltérable des montants  
“ payables annuellement par la Puissance aux différentes  
“ provinces pour leurs fins locales et le maintien de leurs  
“ gouvernements et de leurs législatures, dans la proposition  
“ qui suit, savoir :

“ Au lieu des montants actuellement payés, les sommes  
“ qui seront désormais payées annuellement par le Canada

“ aux différentes provinces pour le maintien de leurs gouvernements et de leurs législatures, devraient être payées  
“ d’après la population et comme suit :

- “ Quand la population est moindre de 150,000...\$100,000
- “ Quand la population est de 150,000, mais  
n’excède pas 200,000..... 150,000
- “ Quand la population est de 200,000, mais  
n’excède pas 400,000..... 180,000
- “ Quand la population est de 400,000, mais  
n’excède pas 800,000..... 190,000
- “ Quand la population est de 800,000, mais  
n’excède pas 1,500,000..... 220,000
- “ Quand la population excède 1,500,000..... 240,000

D’après ce plan nous nous trouverons à recevoir \$150,000 de plus qu’aujourd’hui pour le subside spécifique. Nous aurions dû n’avoir que \$140,000 d’après la base acceptée, mais on nous a accordé \$10,000 de plus parce que nous avons l’usage obligatoire des deux langues, dans nos documents officiels, ce qui coûte plus cher, tandis qu’il n’en est pas ainsi dans les autres provinces.

A la page 35, on peut voir quelle est la proportion du subside *per capita*, suivant le recensement de 1881. Le montant total que nous nous trouverions à recevoir, serait de \$1,307,221. Ce n’est pas là le maximum parce que ce chiffre sera encore plus élevé quand nous aurons une population de plus de 1,500,000, puisqu’alors nous aurons droit à un subside spécifique de \$240,000, au lieu de \$220,000. De plus, quand notre population sera de deux millions et demi, nous retirerons toujours quatre vingt centins par tête et soixante centins pour l’excédant de 2,500,000. Il est très probable que même après le prochain recensement, la totalité de la subvention fédérale sera de plus d’un million et

demie. Ces chiffres prouvent que notre situation financière se trouvera énormément améliorée.

Il est inutile de mentionner séparément toutes les questions qui sont traitées dans ces résolutions, mais il importe que je signale encore quelques points, au risque de fatiguer la Chambre. (*Continuez, continuez, vous ne nous fatiguez pas du tout.*)

Je remercie cordialement la Chambre de la bienveillance avec laquelle elle m'a écouté, et je puis dire que son attention n'a pas peu contribué à me faciliter la tâche que j'ai accompli en ce moment. Que mes honorables collègues veuillent bien m'accorder encore quelques minutes et j'aurai terminé cet exposé, un peu long, parce que je dois toucher à tant de sujets.

La presse a beaucoup discuté le travail de la conférence. Les journaux contrôlés par des hommes sérieux et honnêtes en ont parlé d'une manière raisonnable. Nous avons été heureux de voir une partie de la presse faire une discussion calme et courtoise de ces résolutions. Mais une autre partie a fait tout le contraire. Elle a prétendu que nous avions été roulés par monsieur Mowat et ses collègues. Chose extraordinaire, pendant que nos adversaires essayaient ainsi de faire croire au peuple de la province de Québec, que nous n'avions été que des jouets entre les mains de monsieur Mowat, la presse hostile au gouvernement d'Ontario prenait une position toute contraire. Le chef de l'opposition dans la Législature, monsieur Meredith lui même, déclarait en Chambre que la province d'Ontario s'était fait voler et que monsieur Mowat s'était fait jouer comme un enfant par ce rusé monsieur Mercier. "Monsieur Mowat a eu les honneurs," a ajouté monsieur Meredith, "et monsieur Mercier a pris l'argent."

La réponse ne s'est pas fait attendre, et messieurs Mowat et Ross, le trésorier, ont protesté contre cette idée et en ont fait voir toute la fausseté.

Non, M. le président, personne n'a été joué ni trompé. Il est vrai que monsieur Mowat a eu l'honneur de présider les travaux de la conférence, mais la province de Québec n'en a pas profité, comme l'a prétendu monsieur Meredith, pour demander plus que sa part légitime. Nous avons traité les différentes questions qui ont été soumises à notre étude comme des hommes d'affaires, désireux de rendre justice à toutes les provinces. La plus parfaite cordialité n'a pas cessé de régner et tous nous nous sommes séparés dans les meilleurs termes du monde, heureux d'avoir eu l'occasion de nous connaître et de nous estimer davantage.

Par la conversion de la dette proposée, nous pouvons économiser annuellement \$250,000. Si maintenant, nous avons une augmentation de subside de \$357,000, cela grossira nos recettes annuelles de plus de \$600,000. Imaginez, M. le président, quel immense changement cela ferait dans notre situation budgétaire, et quelle impulsion nouvelle nous pourrions donner à l'agriculture, à la colonisation et à la cause sacrée de l'instruction du peuple.

Nos adversaires ont diminué les octrois aux institutions de charité, mais l'année dernière, nous avons suspendu cette diminution, en attendant que nous puissions faire plus. Si nous obtenons ce revenu additionnel et si nous réussissons, à dégrever le service de notre dette d'un quart de million, nous pourrions augmenter les allocations de nos maisons de charité qui font tant de bien au milieu de notre population. Quels sacrifices ne demandons-nous pas journellement aux bonnes et saintes religieuses qui dirigent ces maisons et qui les maintiennent, grâce à un dévouement vraiment évangélique et à des miracles d'économie et de bonne administration? Combien de misères sont soulagées par ces bonnes sœurs, que l'on rencontre partout où il y a un acte de charité à faire, une aumône à donner, des larmes à sécher, des pauvres à secourir et à consoler. Ce que font ces maisons, objet de l'admiration des voyageurs étrangers à



notre province, les municipalités ne sont pas obligées de le faire, car là où il n'existe pas de ces institutions, ce sont les corps municipaux qui sont chargés du soin de secourir les pauvres et les malades nécessiteux, et les dépenses ainsi encourues sont prélevées sur la population au moyen d'impôts spéciaux. Ainsi en France et aux États-Unis, ce sont les corporations municipales qui sont obligées de se taxer pour soutenir les pauvres. Ici, grâce à ces admirables institutions, le peuple n'a pas de telles taxes à payer, puisque ces maisons se sont chargées du soin des indigents. Quand je demande d'aider ces maisons, je demande en réalité de sauver cette dépense aux municipalités. Autrement, le jour viendrait où il faudrait que les municipalités se chargeassent de ce soin.

Maintenant voyons pour l'éducation. Je l'ai dit l'autre jour, et je le répète aujourd'hui : le montant accordé pour ce service n'est pas assez considérable. A l'heure qu'il est nous ne donnons rien pour l'éducation universitaire. En Europe et aux États-Unis, on donne des sommes énormes pour cette fin, tandis que nous ne faisons rien pour cela. On vous demande d'obtenir justice à Ottawa pour nous mettre en état d'aider ces maisons qui ont accompli des prodiges avec les minces ressources mises à leur disposition.

Je puis faire le même raisonnement pour l'agriculture et la colonisation. Ces deux grandes causes n'ont pas été traitées comme elles auraient dû l'être, et si nous réussissons à accroître nos ressources dans la proportion que j'ai indiquée, nous nous proposons d'en faire largement bénéficier l'agriculture et la colonisation.

Par ces résolutions nous suggérons de modifier la constitution en ce qui regarde le chef de l'exécutif dans les provinces. Nous voudrions que le lieutenant gouverneur fut réellement comme avant la confédération, le représentant de la Reine dans les législatures provinciales.

Nous protestons aussi contre la loi fédérale sur les chemins de fer. On connaît l'effet désastreux de cette législation. Depuis qu'elle est en vigueur, les voies ferrées pour lesquelles nous nous sommes si lourdement endettés, échappent à notre contrôle et ces compagnies vont demander à Ottawa de modifier leur charte sans plus s'occuper de nous.

Nous voudrions aussi que les corps municipaux fissent comme avant la loi de 1885, les listes électorales.

La neuvième résolution a rapport aux honoraires payables sur les procédures judiciaires dans les cours provinciales. Le conseil privé a décidé que les législatures ne peuvent pas légiférer quant à ces honoraires. On peut bien, d'après ce jugement, diminuer le tarif par arrêté du conseil, mais, chose inexplicable, on ne peut en faire autant par une loi. Et si nous voulons toucher à ces honoraires, il nous faut avoir recours aux anciens statuts. Nous voudrions avoir le droit de régler ce tarif par une loi. Cette question a été soulevée à propos de la taxe sur les *exhibits*, et, nous demandons un amendement à la constitution pour nous permettre de légiférer sur ce sujet comme sur tous les autres.

Une question s'est présentée à propos des cours criminelles, c'est le droit pour le lieutenant gouverneur d'émettre les commissions pour la tenue des cours d'assises et *Nisi Prius*. Il y a du doute et ce doute est tellement grave qu'on a jugé à propos, afin d'éviter toute difficulté, de faire un arrangement avec le gouvernement fédéral, en vertu duquel des proclamations couchées dans les mêmes termes, sont émises concurremment par le gouverneur général et le lieutenant gouverneur, dans le cas où il est jugé nécessaire de tenir une telle cour. Nous avons bien le droit de créer des cours provinciales de juridictions civile et criminelle, et nous avons bien le droit de payer ces cours, mais c'est tout.

Nous ne nions pas aux autorités fédérales le droit de nommer les juges pour présider les tribunaux.

Nous voulons aussi régler les difficultés qui se rapportent aux propriétés de la couronne. On a prétendu que nous n'avions pas le droit de vendre certains terrains. Ainsi prenons le cas de Spencer Wood ; c'est l'opinion générale que nous devions vendre cette propriété, qu'il faudrait s'en débarrasser.

Cette résidence est éloignée de la ville, et c'est pour tous ceux qui sont tenus de s'y rendre, une taxe considérable quand il leur faut assister aux réceptions qui sont données à Spencer Wood. On voudrait un changement, mais il reste toujours la question de savoir si nous pouvons vendre cette propriété qui a coûté si cher à la province pour frais de réparations. Pour ma part je crois que nous avons le droit d'en disposer, mais les délégués des autres provinces nous ont dit qu'ils avaient rencontré certaines difficultés dans des cas analogues. Ce sont ces difficultés que nous voudrions éviter. Si nous ne pouvons pas vendre cette propriété, qu'on la reprenne, ou si elle est à nous, qu'on nous accorde le droit de la vendre.

Par la 14<sup>e</sup> résolution, nous voulons régler les cas de banqueroute et de faillite. Ce n'est pas que nous désirions prendre sur nous la charge exclusive de légiférer sur cette matière. Tout ce que nous voulons, c'est le droit de régler par une loi, les cas de faillite, quand, bien entendu, le parlement fédéral ne légifère pas. Il existe des doutes sur le droit des législatures provinciales d'intervenir, en l'absence de loi de faillite. Nous voulons simplement les faire disparaître.

La quinzième résolution a trait au droit de pardon.

Dans les résolutions adoptées par la conférence de 1864, ce droit était accordé au lieutenant gouverneur des provinces, mais en Angleterre on a changé cela en supprimant

cette clause. Nous ne cherchons pas à faire revivre ce droit tel qu'il existait avant la confédération, mais nous voudrions qu'il existât dans l'exécutif provincial en ce qui concerne les infractions aux lois locales. Il n'y a pas de doute sur notre droit de remettre les amendes, mais là où le doute existe c'est dans le cas où la personne condamnée ne peut payer l'amende et doit aller en prison. Dans ce cas, comme dans celui où le délinquant est condamné directement à la prison, on se demande si le lieutenant gouverneur en conseil peut pardonner ou commuer la sentence du tribunal. Il est bien vrai que nous pouvons exercer ce droit de pardon envers les enfants condamnés à l'école de réforme, mais il faut observer que ce n'est qu'en vertu d'une loi fédérale.

J'arrive maintenant à la question la plus importante après celles du désaveu et des finances. Cette résolution se lit comme suit :

“ Que les provinces représentées à cette conférence recon-  
naissent qu'il est à propos que toutes les questions se  
rattachant aux frontières des provinces soient réglées de  
façon à les mettre hors de conteste ; que les frontières  
entre Ontario, Manitoba et le Canada, en tant que déter-  
minées par le conseil privé de Sa Majesté, devraient être  
établies par un statut du parlement impérial, tel que  
recommandé par ordre de Sa Majesté en conseil et que  
toutes les frontières nord des provinces d'Ontario et de  
Québec devraient être déterminées et établies sans plus  
de délais.”

Voilà une question pendante depuis un grand nombre d'années. Elle peut se résumer en bien peu de mots.

Le Canada actuel constitue ce qu'était autrefois la Nouvelle-France, moins ce qui a été cédé par les traités, comme l'Etat du Maine, la Louisiane, et tous les territoires de l'ouest. Tout le reste appartenait au Canada. Maintenant, pour ce qui concerne la province de Québec, voici notre prétention :

Tout ce qui n'a pas été cédé expressément aux autres provinces nous appartient. C'est là la conclusion du rapport qui a été présenté à cette Chambre, en 1886 par le comité présidé par le Dr. Duhamel, ancien député d'Ottawa. Voici cette conclusion :

“ En conséquence votre comité est d'opinion que les limites ouest, nord et est de la province sont et doivent être reconnues, fixées et déterminées comme suit :

“ Tout le pays compris, vers l'Ouest, par la prolongation de la ligne frontière actuelle entre Ontario et Québec, jusqu'à la rencontre de la rive sud de la Baie James, par le littoral de cette même baie jusqu'à l'embouchure de la rivière East Main ; vers le Nord, par la rive droite de cette même rivière, de son embouchure jusqu'à sa source ; de ce point, encore vers le Nord par une ligne allant frapper les eaux les plus septentrionales du grand fleuve des Esquimaux-Ashuanipi ou Hamilton, et par la rive gauche de ce même fleuve jusqu'à son entrée dans la Baie du Rigolet (Hamilton Inlet), vers l'est et le nord-est, par le méridien du point le plus oriental des sources de la rivière St-Paul ou petite Esquimaux, et par cette même rivière, vers l'Est jusqu'au 52° degré de latitude nord, et suivant ce parallèle, jusqu'à la rencontre du méridien de l'anse au Blanc Sablon, frontière actuellement reconnue de la province de Québec.

“ C'est pourquoi votre comité recommande à cette Chambre de passer des résolutions à l'effet de demander au gouvernement fédéral d'adopter ou de faire adopter telles mesures qui seront jugées nécessaires pour fixer et déterminer d'une manière définitive comme appartenant à, et, comme faisant partie de la province de Québec, toute la contrée renfermée dans les limites plus haut mentionnées.”

Je prétends que si ces conclusions sont acceptées, le territoire de la province se trouvera doublé. Voilà notre ter-

ritoire, et c'est l'intention du gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour nous le faire reconnaître légalement. On a aussi prétendu que les frontières actuelles étaient celles définies par le traité d'Utrechth. C'est une erreur. Nous devons invoquer à l'appui de notre prétention le principe reconnu dans la décision rendue en faveur d'Ontario. Cette décision lui a donné un territoire immense au delà de la rivière Ottawa.

Vous avez dans la région que nous réclamons un territoire arrosé par les grands lacs de Mistassini, Abbitibi et plusieurs autres lacs d'une étendue considérable. On voit par là quel cas nous devons faire de ce territoire.

Il peut se faire que nous nous décidions un jour ou l'autre à aller prendre possession de cette région afin de mettre les tribunaux en état de régler la question. Nous nous sommes déjà efforcés d'obtenir un règlement dans le sens du rapport que je viens de citer, mais jusqu'à présent nos démarches n'ont pas abouti. Cependant la correspondance que nous avons faite a eu cela de bon, qu'elle a fini par réveiller l'attention des autorités fédérales, et dernièrement j'ai reçu une lettre qui est de nature à faire faire un pas considérable à la solution de cette importante question. Par cette lettre, nous croyons qu'il y a un grand point de gagné, et, en passant, il me sera bien permis de dire que ce résultat n'est pas étranger à la résolution adoptée par la conférence interprovinciale, car les vingt et un ministres des provinces, ont été unanimes à décider que la province de Québec avait raison.

Je comprends que si notre territoire est doublé par une décision favorable à nos vues, cela aura pour effet d'augmenter notre crédit en Europe et cela ne pourra que nous aider à convertir notre dette.

M. le président, voilà ce que j'avais à dire sur ces résolutions. Je regrette d'avoir retenu la Chambre si longtemps,

mais elle me le pardonnera à raison de l'importance des sujets que j'avais à traiter.

Ma tâche est finie, et je laisse maintenant à la Chambre la décision de cette question. C'est à elle à dire si ces résolutions méritent son approbation.

« Veuillez me permettre, M. le président, de renouveler la prière que je faisais en commençant mon discours, à savoir, que cette discussion soit faite sans passion et au seul point de vue de l'intérêt de la province.

C'est en face de questions comme celles-ci, que l'on apprécie mieux l'étroitesse de nos luttes de parti. Nous avons réussi à nous entre-déchirer, nous avons fait des ruines, mais qu'avons-nous édifié ? Les luttes que nous avons soutenues ont été désagréables et souvent très pénibles, avons-nous obtenu des résultats considérables au point de vue des intérêts généraux de la province ? Rien, car les grandes questions sont restées en arrière. Pourquoi ont-elles été laissées en suspens ? Parceque nous étions trop divisés. Au lieu de travailler dans l'intérêt de la province, nous avons travaillé dans l'intérêt d'un parti. Il est temps que nous mettions ces luttes mesquines de côté. Si nous sommes envoyés ici pour promouvoir les intérêts de la province, nous devons faire le sacrifice de notre amour-propre pour arriver à faire le bien que le peuple attend de nous.

Après les explications que j'ai eu l'honneur d'offrir, peut-on nier que ces résolutions ne soient excellentes au point de vue du maintien de l'autonomie des provinces. Je comprends qu'il en coûte de rendre justice à des adversaires et qu'il n'est guère dans l'intérêt de son parti de reconnaître qu'on a eu tort. Mais au-dessus du parti il y a l'intérêt du pays qui domine toutes ces considérations d'un ordre si secondaire.

J'espère que cette discussion prouvera que si nous sommes divisées sur des questions d'administration et de détail, nous sommes unis sur des grandes questions comme celles que nous avons à examiner et dont la solution peut faire avancer la province dans la voie du progrès public et de la grandeur nationale.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—M. le président, tout d'abord je dois exprimer le regret que j'éprouve d'être obligé de prendre la parole le premier de ce côté-ci de la Chambre, dans ce débat. Si je le fais, ce n'est que pour obéir à la voix de l'honorable chef de l'opposition qui, pour des raisons particulières, doit remettre son discours à plus tard.

L'honorable premier ministre m'a donné un exemple que je suivrai, en exposant la question avec calme et modération. Une telle discussion, en effet, pour être profitable, doit être conduite avec une profonde conviction d'un devoir à remplir, avec fermeté dans la défense des principes, et aussi avec une respectueuse déférence pour les personnes dont nous combattons les opinions.

L'honorable premier ministre a dit que nous sommes appelés à étudier l'une de ces questions qui planent au-dessus des considérations de parti. J'avoue que celle-ci en est une qui doit être placée dans cette catégorie. Elle est la plus importante que nous ayons eu à discuter depuis vingt et une années, époque de la mise en opération du régime fédéral. Il y a vingt et un ans que les Pères de la confédération, guidés par l'expérience du passé, jetaient les assises de l'édifice politique que nous avons maintenant. Aujourd'hui nous sommes appelés à refaire ce travail, à réviser leurs décisions sur plus d'un point important. C'est dire que cette question a une importance vitale.

Quelle règle de conduite doit nous guider ?



Je trouve dans un discours prononcé par l'honorable premier ministre l'énoncé d'une pensée que je crois bon de signaler à l'attention de cette Chambre. L'honorable premier ministre exprimait comme suit son opinion sur l'opportunité de modifier la constitution. La Chambre me permettra de lire l'extrait suivant de ce discours. (Desjardins—Débats, 1880, p. 323).

“ Je n'ignore pas qu'il est extrêmement délicat et dange-reux de toucher à la constitution. Je sais qu'il faut avoir pour elle le plus grand respect, et qu'il ne faut la modifier qu'après mûre réflexion, et que dans les circonstances les plus urgentes.”

Je trouve ce principe juste et je crois que nous devons l'appliquer dans les circonstances actuelles. Pour mieux accentuer l'horreur qu'il avait des amendements à la constitution, il ajoutait : “ Lorsque l'acte fédéral a été discuté et adopté, je ne partageais pas les vues de nos amis d'alors, et je m'en suis séparé. Je n'ai pas combattu le projet de confédération qui paraissait accepté généralement, et lorsque le corps électoral se fût prononcé favorablement sur cette question, j'ai cru y voir l'expression des sentiments de la majorité de mes compatriotes. J'ai préféré rentrer dans la vie privée et m'éloigner jusqu'à un certain point des affaires politiques. C'est assez, je crois, pour faire comprendre tout le respect que j'ai pour la constitution qui nous régit. Aussi, suis-je bien convaincu de la nécessité de la modification que je demande.”

Ces paroles ont été prononcées par l'honorable député de Saint-Hyacinthe le 2 juin 1880, lorsqu'il demandait l'abolition du Conseil législatif.

Je constate en passant qu'il demandait cette abolition pour trois raisons : “ 1<sup>o</sup> parce que le Conseil est inutile ; “ 2<sup>o</sup> parce que l'état de nos finances ne nous permettait pas

“ le luxe d'une seconde Chambre, et 3<sup>o</sup> parce que cette abolition est demandée par la voix populaire.”

Plus loin je reviendrai sur cette question. Je me sers de la citation ci-dessus comme point de départ dans mon argumentation pour démontrer toute l'importance de la question qui nous est soumise, et contraster cette expression d'opinion de l'honorable député de Saint-Hyacinthe, en 1880, avec la manière d'agir en 1888 du même député, devenu premier ministre.

Ce dernier a aussi fait appel à la bonne volonté de cette Chambre, et j'espère que cet appel sera entendu de tous. J'espère que personne d'entre nous ne consentira à descendre dans de mesquines considérations personnelles ou de parti, et que nous pourrons nous dire plus tard que nous n'avons été divisés que sur les meilleurs moyens de faire le bien de la province, et que ce bien public n'a jamais cessé d'être le plus puissant mobile de notre conduite comme membres de cette Chambre. Je suis l'un de ceux qui cherchent à ne pas attribuer à leurs adversaires de mauvais motifs, et qui préfèrent que la discussion se fasse sur le terrain des principes et non sur celui des personnes.

D'un autre côté, il ne suffit pas pour qu'un acte soit bon qu'il ait été fait avec de bonnes intentions. Je crois pouvoir démontrer, dans le cours de mes remarques, que quelles qu'aient pu être les intentions des membres de la conférence, leur œuvre manque des qualités essentielles pour être bonne et utile.

La Chambre, j'aime à le croire, M. le président, me permettra de faire ici, sous forme d'introduction à ce que je me propose de dire sur les résolutions mêmes de la conférence, quelques observations générales.

Il ne faut pas confondre la question d'empiètements avec la question d'amendements. On a beaucoup parlé des empiètements des autorités fédérales sur les attributions

provinciales, mais qui dit empiètements dit que la loi est présumée en notre faveur, et dans ce cas il faut avoir recours aux tribunaux pour avoir une décision qui fasse autorité. Il ne s'agit alors que d'appliquer la loi. L'idée d'amendement au contraire implique la nécessité de changer ou de modifier le texte même de la constitution, et présuppose l'existence de quelque lacune, omission ou imperfection.

Il ne s'ensuit pas non plus de ce qu'un ministère fédéral ait pu se tromper sur l'interprétation à être donnée à tel ou tel point de la constitution, ou sur la nature de telles ou telles lois, que la constitution ainsi mal interprétée soit mauvaise et qu'il faille l'amender. Il ne faut pas non plus confondre l'autorité avec ceux qui l'exercent. C'est là une distinction capitale qu'il importe de ne pas perdre de vue dans tout le cours de cette discussion.

Une autre chose qu'il ne faut pas oublier, c'est que le principe fondamental de notre constitution est celui d'une monarchie constitutionnelle ou parlementaire, si vous voulez, mais monarchie et non celui d'une république ou démocratie pure. C'est l'oubli de ce principe qui a donné lieu à des discussions regrettables. Pour prouver que j'ai raison il me suffira de citer l'acte de 1867. Voici, en effet, ce que je trouve dans le préambule de cette loi :

“ Considérant que les provinces du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick ont exprimé le désir de contracter une union fédérale pour ne former qu'une seule et même puissance (*Dominion*) sous la couronne du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, avec une constitution reposant sur les mêmes principes que celle du Royaume-Uni ”

Or, quels sont ces principes ?

Nous savons, M. le président, que le principe du gouvernement anglais est le principe monarchique, tempéré, il est

vrai, par la responsabilité ministérielle à un parlement issu de la nation, mais le principe n'en existe pas moins. Or, la constitution déclare positivement que notre gouvernement repose sur le même principe.

Je pourrais ici ajouter que la section 9 du même acte décrète : “ A la Reine continueront d'être et sont par le présent attribués le gouvernement et le pouvoir exécutif du Canada,” et la section 17 : “ Il y aura pour le Canada, un parlement, qui sera composé de la Reine, d'une chambre haute appelée le Sénat, et de la Chambre des communes.”

Pour confirmer davantage la justesse de mon opinion, il me sera bien permis ici de citer les paroles prononcées par l'honorable George Etienne Cartier (plus tard Sir George Etienne Cartier) au cours des débats sur les résolutions de la conférence de 1864. Voici ses paroles :

“ Nous en sommes aujourd'hui à discuter la question de la fédération des provinces de l'Amérique britannique du Nord, pendant que la grande fédération des Etats-Unis s'est rompue d'elle-même. Il y a une différence marquée entre la conduite des deux peuples. Les Américains ont établi une fédération dans le but de perpétuer la démocratie sur ce continent ; mais nous, qui avons eu l'avantage de voir le républicanisme à l'œuvre durant une période de 80 ans, de voir ses défauts, nous avons pu nous convaincre que les institutions purement démocratiques ne peuvent produire la paix et la prospérité des nations, et qu'il nous fallait en arriver à une fédération pour perpétuer l'élément monarchique. La différence entre nos voisins et nous est celle-ci : dans notre fédération, le principe monarchique en sera le principal caractère, pendant que de l'autre côté de la frontière, le pouvoir qui domine est la volonté de la foule, de la populace enfin.” (Débats parlementaires sur la confédération, page 58).

Or, M. le président, autre chose est le principe démocratique ou républicain, autre chose est le principe monarchique ; je dirai autre chose est la démocratie ou la république, et autre chose la monarchie constitutionnelle ou parlementaire. Sans discuter cette question de la source de l'autorité, nous pouvons affirmer que le principe révolutionnaire de la souveraineté absolu du peuple de qui émanerait essentiellement toute autorité politique, et qui existe dans certaines républiques, que ce principe n'existe pas dans la constitution anglaise et dans celle qui nous régit. " Society, " dit Todd (vol. I, p. 1) like the family, is of divine appointment, and headship, in either case, has a divine origin. " In parliamentary government, rule and authority must " receive the sanction of popular consent, though it does " not necessarily emanate from the will of the people."

Il ne serait peut-être pas sans utilité que je cite un extrait de l'étude faite sur le projet de la confédération par un homme qui avait beaucoup étudié ces questions constitutionnelles, feu l'honorable Joseph Cauchon.

Voici ce que nous lisons dans ce volume :

" La monarchie, tempérée par le principe démocratique, " c'est-à-dire le gouvernement parlementaire, est préférable, " sous tous les rapports, aux formes républicaines de la " constitution des Etats-Unis. Il donne des garanties plus " grandes contre le despotisme du pouvoir, avec une somme " de protection et de liberté plus considérable pour les " individus, et au peuple un contrôle plus immédiat, plus " spontané et plus sûr sur l'administration et sur la législation.

" Mais pour que ce système ait toute son efficacité pour " qu'il puisse résister aux épreuves, souvent les plus formidables, celles qui ont fait tomber tant de trônes et brisé " tant de constitutions, il faut qu'il soit essentiellement " britannique dans son but, dans son esprit et dans son

“ fonctionnement ; il faut que les pouvoirs constitutifs de  
“ l’Etat, tout en étant parfaitement distincts, possèdent une  
“ mesure d’élasticité qui les sauve dans les grands périls et  
“ qui leur permette de se tendre au besoin, même forte-  
“ ment, sans se rompre ; il faut que l’exécutif, entouré du  
“ respect et de la vénération du peuple, soit en haut, et  
“ que les contrôles et que les droits de conseil, avec ses  
“ responsabilités, soit en bas ; il faut encore qu’il n’y ait pas,  
“ en haut ou en bas, des obstacles permanents qui s’oppo-  
“ sent à l’expansion de la pensée nationale, arrivée à sa  
“ maturité dans les épreuves, et que le pouvoir soit, en haut,  
“ capable de briser l’obstacle d’en bas, et, en bas, celui de  
“ briser l’obstacle d’en haut, s’il en est besoin, c’est-à-dire  
“ que le pouvoir de dissoudre le parlement soit en haut, et  
“ en bas, celui de dissoudre les cabinets et de les remplacer  
“ par d’autres plus en harmonie avec le sentiment public ;  
“ il faut, en un mot, que le gouvernement *pour le peuple* soit  
“ essentiellement et véritablement le gouvernement *par le*  
“ *peuple.*”

Je pourrais insister davantage sur le caractère que l’on a voulu donner à la Confédération canadienne, sur l’importance de ne pas confondre nos institutions avec celles des républiques comme celle des Etats-Unis.

Je pourrais aussi dire un mot sur la question de la distribution des pouvoirs législatifs entre le parlement et les législatures ; mais ce que j’ai dit suffit, au point de vue du présent débat, pour vous prémunir contre les erreurs de principes que l’on commet fréquemment en discutant ces questions délicates, et nous guider dans la discussion de ces résolutions.

On s’élève aussi contre le pouvoir central. Mais ce pouvoir est aussi nécessaire que l’autorité provinciale. On en parle comme si c’était une ennemie, et on cherche à détruire sa force. Cependant si je consulte le passé pour me rendre

compte des préoccupations de ceux qui ont travaillé à élaborer notre constitution, je trouve que ceux qui ont écrit sur le projet de confédération, ont exprimé des craintes sur la force du gouvernement central à tenir ensemble ces populations isolées les unes des autres, ces différentes sociétés composées de races et de croyances différentes qui forment la Confédération du Canada ; ils ont craint de voir s'accomplir sur cette terre de l'Amérique du Nord les lamentables scènes dont la république Américaine leur donnait alors l'exemple ; ils ont voulu prémunir le peuple canadien contre les dangers qu'offre la constitution américaine, et ils ont voulu former un peuple uni et prospère au dedans, et fort contre les agressions du dehors. Pour cela ils ont pensé qu'il fallait donner au pouvoir fédéral la force et l'autorité qui manquaient au gouvernement central des Etats-Unis. N'ont-ils pas eu raison, M. le président ? Déjà la révolte a éclaté sur notre sol canadien et, grâce aux moyens dont dispose notre gouvernement fédéral, la paix a pu être rétablie dans un délai très court. Et quoique l'on en dise, le peuple canadien a fait d'immenses progrès depuis 21 ans, tant au point de vue matériel qu'au point de vue intellectuel et moral. Ce peuple de quatre millions d'âmes marche sûrement vers sa destinée et l'atteindra, si le souffle empoisonné des faux principes sociaux, des préjugés de races et de croyances, ne vient l'arrêter et semer la division et la dis corde là où doivent régner la paix et le bonheur.

Aujourd'hui, certaines personnes manifestent des craintes, des appréhensions touchant le pouvoir central ; l'on semble croire qu'il est trop fort, et qu'il absorbe et domine les provinces. Mais ces craintes ont-elles bien leur raison d'être ? Ne sont-elles pas plutôt le résultat direct de la déplorable confusion de deux choses que l'on doit distinguer l'une de l'autre quand il s'agit de principes : l'autorité et ceux qui l'exercent. Je dis que pour remédier aux maux vrais ou imaginaires,—et je ne me prononce pas sur ce point

pour le moment, — dont nos adversaires se plaignent, il ne s'agirait que de changer les hommes qui exercent l'autorité centrale, et, sans toucher à la constitution même, ils pourraient, si telle était la volonté du peuple du Canada, arriver à cela, sans secousse constitutionnelle, en appliquant le principe du gouvernement responsable que nous avons dans toute sa plénitude.

Avant d'entrer dans les considérations spéciales que suggèrent ces résolutions, il convient d'examiner rapidement les circonstances qui ont précédé cette conférence et qui s'y rattachent, et celles dans lesquelles elle s'est réunie.

Jusqu'en 1878 on avait agité la question de l'abolition du Conseil législatif et pas d'autre. En 1879 cette question fut soumise à cette Chambre. Ce fut l'honorable député de Saint-Hyacinthe, aujourd'hui premier ministre, qui invita la députation à se prononcer sur cet important sujet. La raison qu'il donnait était "que l'existence du Conseil législatif était un danger menaçant pour le gouvernement responsable." En 1880, nouvelle proposition par le même sur le même sujet. Le 9 juin 1881, nouvelle proposition aussi par le même. C'est à cette occasion qu'il disait : " Si l'on ne veut abolir le Conseil, abolissons le corridor qui sépare les deux Chambres."

Le 27 mai 1882, nouvelle motion par le même député pour une adresse à la Reine, demandant l'adoption d'une loi permettant à la branche populaire d'abolir le Conseil.

En 1879, l'honorable M. Joly, alors premier ministre, soumettait à cette Chambre une proposition dans laquelle on déclarait que l'on était satisfait de notre constitution. Voici le texte même de cette partie de la proposition sur laquelle je désire attirer l'attention de mes honorables collègues : " Que la province est satisfaite de la forme du gouvernement dont elle jouit en vertu de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, qui lui assure son autonomie et le



“droit de se gouverner elle-même d’après les principes et “les traditions du gouvernement responsable.” Cet aveu mérite d’être noté.

Depuis 1882, voici les mesures qui ont été soumises à cette Chambre à propos des empiètements du pouvoir fédéral sur les attributions provinciales.

Le 9 avril 1884, proposition de M. Mercier, concernant l’autonomie des provinces, critiquant l’action du gouvernement fédéral sur la question des licences, et sur celle des chemins de fer.

Le 24 mai 1884, l’honorable M. Joly proposa des résolutions à l’effet de faire déclarer par cette Chambre qu’il fallait modifier l’acte de l’Amérique britannique du Nord, dans le but d’en rendre la rédaction conforme à celle des résolutions de 1864, en ce qui concerne les licences et les travaux publics.

Dans le cours de la même session de 1884, une série de résolutions fut proposée par M. Duhamel, ancien député d’Ottawa, et adoptée par cette Chambre, au sujet de l’autonomie des provinces. Voilà tout ce qui a été fait relativement aux empiètements du pouvoir fédéral sur les droits des provinces.

Quant aux *better terms*, ou à la question du rajustement des subsides, voici ce que je trouve dans les journaux de cette Chambre.

A part la mention de cette question dans le programme du gouvernement Chapleau en 1879, je vois qu’en 1883, l’honorable M. Würtele, alors trésorier, en a parlé dans son exposé budgétaire. Le 29 mars 1883, le gouvernement Mousseau fit adopter par l’Assemblée législative des résolutions demandant que l’acte de l’Amérique britannique du Nord “fut amendé de manière à ce que la subvention annuelle payée à cette province par le gouvernement de la

Puissance soit calculée à toute décade, sur le nouveau recensement."

Le 11 février 1884, le gouvernement Ross adopta et transmit au gouvernement fédéral un arrêté du conseil demandant une compensation pour les sommes dépensées par la province pour le chemin de fer du Nord, le règlement de la réclamation de la province en rapport avec l'acte 36 Vict. ch. 30 (1873), et, de plus, que le subside annuel payable à la province de 80 centins par tête, suivant la population de 1861, fut porté à \$1 par tête, suivant le recensement de 1881. Cette même année, grâce à ces efforts du gouvernement Ross, le gouvernement fédéral nous accorda, par les actes 47 Vict., chs. 4 et 8 près de cinq millions de piastres, dont l'intérêt s'élève à \$247,160.68 comme compensation pour les sacrifices que cette province a faits pour la construction du chemin de fer du Nord, et pour d'autres réclamations au sujet de la dette. Le 7 février 1885, le gouvernement Ross prit un autre arrêté du conseil insistant pour avoir la balance du subside sur la partie du chemin de fer entre Québec et Montréal, car on se rappelle qu'on ne nous avait accordé pour cette partie que \$6,000 par mille au lieu de \$12,000, qui était le montant accordé pour la partie entre Ottawa et Montréal.

Le 13 février 1885, le même gouvernement adopta un autre arrêté du conseil persistant dans sa demande du 14 février 1884, quant au subside *per capita*.

Le 19 mars 1885, des résolutions au sujet de ces \$6,000 de subvention sont soumises à la Chambre et adoptées.

Au moment où ces résolutions étaient soumises à la Chambre, il restait, comme non encore réglées, cette question des \$6,000 par mille de Montréal à Québec, et celle du subside par tête

Quant à la question des empiètements, les tribunaux ont

eu occasion depuis ce temps-là de se prononcer, et nous avons été heureux de voir qu'ils ont décidé en notre faveur.

M. le président, on se rappelle que l'honorable premier ministre reprochait au gouvernement fédéral d'avoir empiété sur les droits des provinces en faisant passer la loi des licences, et par sa législation sur les chemins de fer.

Cette question des licences a été finalement décidée dans le sens des prétentions des provinces, de sorte que nous n'avons plus à nous en occuper. Il ne reste plus que la question de la prise de contrôle des voies ferrées par le gouvernement fédéral. J'ai eu occasion d'exprimer mon opinion avant aujourd'hui sur cette question ; je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'y revenir. Le peuple de la province, voyant le gouvernement fédéral subventionner largement nos entreprises de voies ferrées, ne se plaint pas de la loi fédérale de 1883 qui déclare pour l'utilité générale du Canada certains chemins de fer. Aussi, je ne crois pas qu'il y ait lieu d'insister sur ce point.

En passant, que la Chambre me permette de lui faire observer que si je fais cette historique des questions qui ont agité l'opinion publique, dans la sphère de notre politique provinciale, c'est pour prouver que lorsque nous avons, l'année dernière, repoussé le projet de tenir une conférence interprovinciale, nous avons raison d'en agir ainsi, puisque la question des empiètements sur le domaine des provinces était réglée en notre faveur, et en second lieu, pour mieux faire comprendre l'état de la question que nous discutons.

Je le demande à tout homme de bonne foi, quelles sont les questions qui ont été soulevées depuis la confédération, au sujet des attributions fédérales et provinciales, qui n'ont pas été décidées suivant nos prétentions ? Tout récemment encore nous avons vu le conseil privé, interpréter notre constitution dans un sens très favorable aux provinces, au point de vue du revenu, en nous donnant raison, dans les

causes des taxes sur les corporations commerciales. De fait, nous avons satisfaction sur tous les points. J'ai donc raison de dire d'après l'expérience acquise qu'il y a très peu de cas de conflit entre les autorités provinciales et fédérales.

Malgré nos avertissements, donnés dans un bon esprit, et avec le désir sincère de servir les intérêts de la province, l'honorable premier ministre a passé outre, et a tenu cette conférence des délégués des provinces.

Au cours de ses remarques, cette après-midi, il nous a dit que l'honneur de la province est engagé à approuver ces résolutions. Cette prétention me paraît étrange et inacceptable. Nous sommes un corps délibérant, et par conséquent nous avons le droit d'approuver ou de rejeter les propositions qui nous sont soumises. Il est vrai que nous devons les discuter sans parti pris, et reconnaître notre erreur si on nous convainc que nous nous sommes trompés sur l'utilité des travaux de cette conférence.

Quant à l'approbation qui peut avoir été donnée à ces résolutions par les quatre autres provinces, il ne faut pas oublier, comme question de fait, qu'il n'y a pas eu d'appel au peuple sur ce point, et les Conseils législatifs, dans certains cas, ne les ont pas approuvées.

L'honorable premier ministre semble avoir entouré cette conférence d'une sollicitude toute spéciale. Il n'a épargné aucun soin pour arriver au résultat le plus utile à son gouvernement. Mais l'honorable premier ministre admettra avec nous qu'il n'est pas arrivé au but qu'il voulait atteindre. " Qui trop embrasse, mal étreint ", dit un vieux proverbe, et ce qui s'est passé dans cette conférence nous en prouve une fois de plus la vérité. Il aurait dû s'arrêter à la question des finances, comme nous le lui conseillions l'année dernière, et pour cela il n'avait pas besoin d'une conférence des provinces. Mais l'honorable premier ministre a voulu aller plus loin, en demandant des amendements à la consti-

tution. Il nous a avoué que si nous avions quelques suggestions à faire, il pouvait les accepter si elles lui paraissaient convenables.

J'espère pouvoir le convaincre qu'il y a de bonnes propositions à faire à l'encontre de celles qu'il nous soumet, que si ces résolutions sont adoptées, elles porteront une atteinte bien grave à l'acte de la confédération, et en particulier au principe du gouvernement responsable : c'est du reste ce que l'honorable premier ministre s'est chargé lui-même de nous démontrer en parlant de la question du désaveu.

Il y a plusieurs rapprochements à faire entre cette conférence et celle de 1864, séparées comme elles le sont par vingt-trois ans de distance. Tout d'abord je remarque une grande différence dans le personnel des délégués. Ceux de 1887 étaient les représentants de leurs *partis*, excepté M. Norquay, mais on sait quel sort politique l'attendait à son retour dans sa province. Ce n'est donc pas l'œuvre des deux partis. Ce que nous voyons dans ces résolutions n'est rien autre chose que l'idée d'un seul parti politique.

L'honorable M. Fielding, le premier ministre de la Nouvelle-Ecosse, et ses autres collègues présents, prennent grand soin de déclarer, dès le début des travaux de la conférence, qu'ils n'entendent en rien se désister de la position qu'ils ont prise touchant la Confédération. L'on sait que M. Fielding est arrivé au pouvoir en provoquant un mouvement de sécession dans la Nouvelle-Ecosse. Aussi enregistre-t-il son protêt en faveur de son idée favorite, laquelle est indiquée dans le *Canadian Parliamentary Companion*, pour 1887, en les termes suivants : " Favors (he) a withdrawal of the Maritime Provinces from the Canadian Confederation and the formation of a Maritime Union."

Ce sont là des faits qui révèlent certaines idées politiques qui seraient peu rassurantes pour l'avenir de notre pays et

qui ont pu exercer leur influence sur les actes de la conférence.

Il y a lieu de se demander aussi si les personnes qui ont pris part à cette conférence, et qui sont toutes ou presque toutes des adversaires politiques du parti au pouvoir à Ottawa, ont pu se dépouiller de certaines préventions politiques, en considérant les rapports des provinces avec le pouvoir central.

La conférence de 1864 s'est réunie à Québec dans le mois d'octobre et a duré 18 jours. Celle de 1887 s'est réunie dans le même mois et dans la même ville et a duré 8 jours. Dans la première conférence, soixante et douze résolutions furent adoptées, et dix-huit dans celle-ci. Il y avait en 1864 trente-trois représentants et cette fois vingt seulement. L'on dirait que l'honorable premier ministre, voulant comparer les petites choses aux grandes, a cherché à imiter les pères de la confédération ; mais s'il est permis de dire que des rapprochements sont possibles pour ces matières de détails, il ne l'est pas quant à la nature, la nécessité et l'utilité de l'œuvre de ces deux conférences. Celle de la Confédération qui était imposée par les circonstances, par l'intérêt général du pays, était une œuvre éminemment nationale, patriotique et utile au pays ; celle de 1887, au contraire, je regrette de le dire, n'était pas réclamée par l'intérêt public, mais est l'acte d'adversaires politiques, le résultat d'un faux calcul politique et devra être stérile en bons résultats pour notre pays.

L'honorable premier ministre ne nous a pas expliqué un point que je considère pourtant de la plus haute importance.

J'ai dit qu'on n'avait pas obtenu le but qu'on avait en vue en convoquant cette conférence, et je tiens à le prouver. L'honorable premier ministre nous en donne la preuve lui-même dans le document qu'il nous a fait distribuer. Il nous

a mis au fait de tout ce qui s'est passé, et je dois l'en féliciter : c'est un bon point en sa faveur. Mais il nous a donné là la preuve de l'avancé que je viens de faire.

Dans son discours d'inauguration, il a soumis aux délégués vingt-deux questions. Combien de questions, pensez-vous, M. le président, ont été acceptées par ces messieurs ? Si vous parcourez le document dans lequel on relate tous les travaux de la conférence, vous verrez qu'on a écarté une grande partie du programme de l'honorable premier ministre.

Pourquoi cela ?

L'on se rappelle que l'année dernière certains députés disaient que le gouvernement se trouverait en compagnie de personnes dont les intérêts et les tendances seraient contraires à ceux qu'il chercherait peut-être à faire sanctionner. Avaient-ils raison, ces députés, d'exprimer ces craintes ? On le dirait. Mais, à tout événement, n'avons-nous pas droit à quelques explications sur ce point ? Quelles sont les raisons qui ont engagé les délégués à rejeter cette partie des suggestions du premier ministre ? Ont-elles été écartées parce qu'on ne les a pas trouvées acceptables à aucun point de vue, ou est-ce parce qu'elles n'étaient pas du goût de certains délégués ? Silence, M. le président, sur tous ces points.

L'honorable premier ministre, imitant en cela l'un de ses devanciers, voulait faire prendre les frais de l'administration de la justice, en matières criminelles, par le gouvernement fédéral. Cette idée n'a pas été acceptée. Le premier ministre demandait que les droits d'accise fussent rétrocédés aux provinces : rien n'a été fait sous ce rapport. Il soumettait aussi la question suivante : " Cession aux gouvernements provinciaux des amendes, confiscations et pénalités de toutes sortes, décrétées par les tribunaux civils ou crimi-

nels, dans l'exercice des pouvoirs ressortant de leur juridiction, excepté dans les affaires se rattachant aux douanes."

Rien de fait encore à ce sujet.

On voit par les résolutions de 1864 que les provinces devaient avoir le pouvoir d'imposer des droits d'exportation sur les produits de leurs forêts et de leurs mines. Le premier ministre avait pris sur ce point la position que l'honorable M. Joly avait prise en 1884 quant aux licences et travaux publics, c'est-à-dire qu'il fallait revenir au texte des résolutions de 1864. La conférence a passé outre.

Le premier ministre soumettait aussi aux délégués l'examen de la question du "droit exclusif des législatures locales de faire les lois concernant les pêcheries des côtes de la mer et de l'intérieur, tels qu'accordés à ces législatures, conformément avec le parlement fédéral, par le paragraphe 8 de l'article 43, et le paragraphe 17 de l'article 29 des résolutions de la conférence de Québec de 1864, ainsi que par les résolutions adoptées en 1865, par le parlement du Canada." La conférence n'a pas non plus donné suite à cette question.

Il voulait aussi rétablir le texte des résolutions de 1864, pour ce qui concerne les licences, en retranchant dans la constitution les mots : "dans le but de prélever un revenu pour des objets provinciaux, locaux ou municipaux," et amender ce paragraphe de façon à ce qu'il comprenne "toutes sortes de négoce et de commerce." La conférence n'a tenu aucun compte de ce paragraphe du programme de l'honorable premier ministre.

J'aurais aimé avoir des explications sur le silence de la conférence sur tous ces points que le premier ministre considérait comme très importants.

Il y a aussi la question de l'incorporation des compagnies mentionnées dans la clause 92 de la constitution. On sait



que cette question a été discutée par les tribunaux. Le premier ministre l'a soumise à ses collègues de la conférence, et ils ont encore écarté cette proposition.

Voici les autres questions que le premier ministre paraît avoir soumis sans succès à la conférence :

1. " Retrocession aux provinces de l'inspection et du mesurage de bois ; "
2. " Exécution facile et prompte des jugements et des ordres des tribunaux d'une province dans les autres ; "
3. " Règlement final de la question des préséances devant les cours provinciales, et du droit de nommer des conseils de la Reine. "
4. " Concession aux gouvernements et aux législatures des provinces du privilège franc de port par la malle pour leur correspondance officielle et leurs documents publics. "
5. " Etablissement d'un mode de communication plus facile et plus expéditif entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. "
6. " Paiement par le gouvernement fédéral des frais encourus pour maintenir le bon ordre dans les réserves des sauvages. "

Je trouve ainsi treize suggestions formant partie du programme de l'honorable premier ministre que la conférence n'a pas voulu accepter.

Beaucoup des points qui sont traités dans les résolutions ont dû provenir des délégués des autres provinces. Certaines questions, soumises par le premier ministre, paraissent avoir été acceptées, mais la plus grande partie, sinon au point de vue du nombre, du moins au point de vue de l'importance, ont été écartées.

Examinons maintenant ces résolutions. La première et la plus importante est celle concernant le désaveu des lois

provinciales. Les articles 90 et 56 de l'acte de l'Amérique britannique du Nord consacrent le pouvoir du gouverneur général en conseil touchant le désaveu des lois passées par les législatures ; de telle sorte que, suivant le langage des auteurs, le contrôle que le gouvernement impérial avait sur la législation des provinces, avant la confédération, est passé au gouvernement fédéral quant aux lois passées par ces législatures. (Bourinot, p. 62, Todd, P. Govt. in B. C. pp. 415 et 416.)

En 1867, le ministre de la justice, qui était alors Sir John A. Macdonald, a fait adopter par le gouverneur général en conseil certaines règles concernant l'exercice du droit de désaveu, règles qui ont été observées par les différents ministres de la justice qui lui ont succédé depuis. Ces règles établissaient les cas dans lesquels les lois provinciales peuvent être désavouées. Il en résulte que les lois inconstitutionnelles ou contre l'intérêt général du Canada y sont soumises.

Pour les fins de l'exercice de ce droit de désaveu, le ministre de la justice à Ottawa, occupe la position d'un juge. Maintenant, par les résolutions que nous avons devant nous, on propose d'enlever ce pouvoir au gouvernement fédéral, pour le transférer au gouvernement impérial. Avant d'adopter un amendement de cette nature, on doit nous donner de très fortes raisons, des motifs puissants, en faveur d'un tel changement. Si je m'abstenaïs de donner des raisons à l'encontre de la proposition du premier ministre, je crois que cette Chambre n'en devrait pas moins repousser cette résolution, car je prétends que l'honorable premier ministre lui-même nous a donné les meilleurs motifs possibles de la rejeter. Il prétend que le gouvernement impérial pourra désavouer les lois qui seraient de nature à nuire aux intérêts généraux du Canada. C'est la plus forte raison que l'on puisse invoquer contre son amendement. J'aurais com-

pris qu'il nous eut proposé de mettre complètement de côté le droit de désaveu.

Conçoit-on du reste que pareil désaveu ait lieu sans l'avis des ministres du Canada ?

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province.*—Ce pouvoir ne relève pas de l'article en question. Telle que cette résolution est rédigée, c'est virtuellement et pratiquement l'abolition du droit de désaveu, car nous disons que ce pouvoir ne sera exercé que sur les lois pouvant affecter les intérêts généraux de l'Empire, c'est-à-dire que nous assimilons la position des provinces à celle qu'occupe maintenant le parlement fédéral. Or, comme nous ne pouvons pas faire des lois qui affectent les intérêts généraux de l'Empire, il s'ensuit que le gouvernement impérial n'aura pas à exercer contre nous ce pouvoir de désaveu.

L'honorable M. **Flynn**.—Si la prétention de l'honorable secrétaire de la province est conforme aux faits, je dis que l'honorable ministre est peut-être plus logique que son chef, mais sa position n'est pas soutenable. En effet, il serait ridicule d'aller devant le parlement impérial pour lui demander de n'autoriser le désaveu que des lois qui seraient contre l'intérêt général de l'Empire. Mais ce serait un enfantillage.

J'ai pris note des paroles prononcées par l'honorable premier ministre, et je ne crois pas me tromper dans l'appréciation que j'en fais.

Quels sont les griefs que nous avons à faire redresser, et quel est le meilleur moyen de remédier au mal, si mal il y a ?

Nous ne sommes pas dans la position de choisir, entre deux maux, le moindre. Je désire démontrer, comme question de fait, que l'on a exagéré nos griefs au sujet de cette question de désaveu. J'ai déjà dit que les provinces avaient

eugain de cause dans les questions qui se sont soulevées à ce sujet. Mais de ce que les ministres fédéraux auraient abusé de ce droit de désaveu, il ne s'ensuit pas qu'il faudrait l'abolir complètement ou le transférer à une autre autorité. Tout ce qu'il faudrait, ce serait de changer les hommes qui auraient pu abuser de ce pouvoir. Voilà ma prétention, et je la crois fondée. Mais je vais démontrer que le premier ministre a exagéré, pour dire le moins, le mal dont il se plaint, et qu'aucune partie de son argumentation ne peut se soutenir. Suivant lui, on désavoue les lois à Ottawa, "parce qu'on veut les désavouer," c'est-à-dire d'une manière arbitraire et injuste. D'après lui aussi le gouvernement fédéral aurait désavoué un grand nombre de lois des provinces. Eh bien ! Consultons les statistiques et nous verrons.

Voici ce que dit Bourinot (p. 77, *Parliamentary Procedure and Practice*, Edition 1884.) "Perhaps no power conferred upon the general government is regarded with greater jealousy and restlessness than this power of disallowing provincial enactments. So far, this power has been exercised in very few cases out of the large number of acts passed since Confederation by the legislatures of the provinces. Over 6,000 acts have been passed from 1867 to 1882, inclusive, but only 31 altogether have been disallowed. (1)

"This fact goes to show that the power has been exercised on the whole, with caution and deliberation."

Il est bon de remarquer que ce sont les petites provinces de la Colombie, de Manitoba qui ont eu le plus de lois désavouées. Ces provinces étaient moins expérimentées en

---

(1) Ontario, 5 ; Quebec, 2 ; Nova Scotia, 5 ; Manitoba, 7 ; British Columbia, 12.

matière de législation et ont dû être plus exposées à se tromper que les autres provinces. (1)

L'honorable premier ministre a fait allusion au désaveu de la loi concernant le lieutenant gouverneur, savoir, l'acte 49-50 Vict. ch. 98, de manière à faire comprendre que le gouvernement fédéral avait abusé de ce droit de désaveu. A-t-il oublié que la constitution déclare formellement que nous n'avons pas le droit de changer ou de modifier en quoi que ce soit, la position du lieutenant gouverneur ? La section 92 de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, qui indique les attributions des législatures, au paragraphe I dit : " L'amendement, de temps à autre, nonobstant toute " disposition contraire énoncée dans le présent acte, de la " constitution de la province, sauf les dispositions relatives " à la charge de lieutenant gouverneur."

L'honorable premier ministre nous a parlé du pouvoir de désavouer comme d'une chose pouvant être exercée par caprice ou par favoritisme. On connaît la haute position qu'occupe celui qui est aujourd'hui à la tête du département de la justice à Ottawa, et personne, j'en suis certain, ne voudrait supposer, encore moins croire, que l'honorable M. Thompson pourrait se prêter à un tel abus de pouvoir. Mais je vais plus loin, et je dis que pas un ministre de la justice ne voudrait en agir ainsi.

Trois actes seulement en ce qui concerne notre province, en y comprenant l'acte 49-50 Vict., ch. 98, que je viens de citer, ont été désavoués par le gouvernement fédéral. Est-ce là vraiment un abus de l'autorité donnée au gouverneur général en conseil ? Ce qu'il y a d'étonnant, c'est que, eu

---

(1) Dans un plus récent ouvrage du même auteur, (*Constitution of Canada*, 1888), il dit : " Nearly 8000 acts have been passed from 1867 to 1887, inclusive, but not more than 45 altogether have been disallowed. This fact goes to show that the power has been exercised, on the whole, with caution and deliberation."

égard à la multiplicité de nos lois provinciales, on n'ait pas eu plus souvent occasion d'exercer le droit de désaveu.

En étudiant cette question, ne devons nous pas au moins admettre que les deux partis à Ottawa ont suivi la même ligne de conduite ? Que dis-je ! les rapports des ministres de la justice à Ottawa, qui paraissent en fait les plus étranges au point de vue de l'autonomie des provinces, ont été rédigés par les libéraux.

L'on a dit que le gouvernement impérial ne désavouait plus les lois fédérales, excepté dans des cas extrêmement rares, et l'honorable premier ministre a dit qu'il n'en avait désavoué qu'une seule, et, plus tard, il a dit qu'il y en avait eu deux de frappées de désaveu.

Jusqu'en 1878, le gouvernement impérial ne désavouait pas les lois fédérales. Voici la ligne de conduite tracée au gouverneur général : il devait réserver au bon plaisir du gouvernement impérial les lois qui lui paraissaient susceptibles de l'être en vertu de ses instructions, et l'on voit par Bourinot, que sur vingt et une lois ainsi réservées, de 1867 à 1878, onze se rapportant au divorce, ont été sanctionnées avec peu ou point de délai.

L'honorable premier ministre a dit aussi que la loi concernant la réduction du salaire du gouverneur général seule avait été désavouée. Il se trompe, c'est celle relative à l'examen des témoins sous serment par un comité de la Chambre des communes, et elle l'a été, parce que le parlement fédéral ne pouvait avoir plus de pouvoir sur ce point que le parlement impérial. Or ce parlement n'avait pas le pouvoir d'examiner les témoins sous serment lorsque cette loi a été faite. Le "bill" concernant la réduction du salaire du gouverneur général avait été réservé pour la sanction de Sa Majesté, et cette sanction a été refusée.

Maintenant y a-t-il eu d'autres lois de désavouées ; je n'en connais pas. Je sais néanmoins que plusieurs lois

réservées n'ont pas été sanctionnées. Voici ce que je trouve dans Bourinot, pages 569 et 570, au sujet des projets de loi réservés à la sanction de Sa Majesté: "The governor-general's instructions previous to 1878, directed him not to assent in Her Majesty's name to any bill within the following classes :

" 1. Any bill for the divorce of persons joined together  
" in holy matrimony.

" 2. Any bill whereby any grant of money or land, or  
" other donation or gratuity, may be made to the governor.

" 3. Any bill whereby any paper or other currency may  
" be made a legal tender, except the coin of the realm or  
" other gold or silver coin.

" 4. Any bill imposing differential duties.

" 5. Any bill, the provision of which shall appear incon-  
sistent with obligations imposed on the sovereign by treaty.

" 6. Any bill interfering with the discipline or control of  
" Her Majesty's forces in the Dominion by sea and land.

" 7. Any bill of an extraordinary nature and importance  
" whereby the royal prerogative, or the rights and property  
" of Her Majesty's subjects not residing in the Dominion,  
" or the trade and shipping of the United Kingdom, and its  
" dependencies may be prejudiced.

" 8. Any bill containing provisions to which our assent  
has been once refused, or which has been disallowed by  
the Queen.

" Unless such bill shall contain a clause suspending the  
" operation of the same until the signification in our said  
" Dominion of our pleasure thereupon, or unless you shall  
" have satisfied yourself that an urgent necessity exists,  
" requiring that such bill be brought into immediate opera-  
" tion, in which case you are authorized to assent in our

“ name to said bill, unless the same shall be repugnant to  
“ the law of England, or inconsistent with any obligations  
“ imposed on us by treaty. But you are to transmit to us,  
“ by the earliest opportunity, the bill assented to, together  
“ with your reasons for assenting thereto.”

Il est curieux, n'est-ce pas, M. le président, de voir les restrictions que l'on apportait à l'exercice de la liberté législative au Canada. Ce n'est qu'en 1878 que nous avons commencé à jouir complètement de cette liberté, et je l'avoue, c'est grâce aux efforts de l'honorable M. Blake, ministre de la justice dans le gouvernement MacKenzie, que nous avons obtenu ce grand résultat. L'honorable M. Blake s'est toujours appliqué à faire disparaître les derniers vestiges du droit de contrôler nos lois exercé par le gouvernement impérial. Je suis surpris que l'honorable premier ministre soit en contradiction avec l'honorable M. Blake, l'un des hommes les plus marquants, et je pourrais dire le plus marquant du parti libéral en Canada, et qu'il respecte beaucoup, je n'en doute pas.

Cette question en est une de responsabilité de la part des ministres. Il ne s'agit pas de savoir dans combien de cas le droit de désaveu a été exercé, mais si on n'en profitera pas, dans un moment de crise, pour écraser les provinces.

Il s'agit ici d'une question de principe, et nous ne devons pas oublier ce point de vue de la question.

Je veux avoir tout le bénéfice du gouvernement responsable : voilà pourquoi je ne veux pas que ce pouvoir de désavouer soit transféré au gouvernement impérial. Mais, sur cette question du petit nombre de lois désavouées par le gouvernement impérial, suffit-il de considérer la question à ce point de vue ? Je ne le crois pas ; je crois qu'il faut tenir compte du nombre des lois réservées et non sanctionnées.



J'ai lu, il y a un instant, les instructions données par ce gouvernement au gouverneur général. Voici ce que Bourinot ajoute :

" In accordance with these instructions the governor general, between 1867 and 1878, inclusive, reserved twenty-one bills of the Parliament of Canada. Of these eleven related to divorce, and received the assent of the Queen in Council with little or no delay.

" Among the other bills was one to reduce the salary of the governor general, to which Her Majesty's advisers refused to give their approval, on the ground that a reduction in the salary would place the high office in question in the third class among colonial governments...

" In 1872, a bill respecting copyrights was reserved, and never received the approval of the imperial government because it conflicted with imperial legislation.

" In 1873 and 1874, two other bills on the subject of extradition generally were reserved, and have never become law, though the Dominion government has contended that it has full powers to deal with the question.

" In 1874, a bill to regulate the construction and maintenance of marine electric telegraphs was reserved because it might possibly be considered to prejudice the interests and rights of property of Her Majesty's subjects not residing in Canada, as provided against in the seventh paragraph of the royal instructions; but all difficulty was removed by the passage of another bill in a subsequent session, in order to meet the views of the opposing parties."

" In 1873 and 1878, the governor general reserved three bills: 1. An act respecting the shipping of seamen; 2. An act relating the shipping and for the registration, inspection and classification thereof; 3. An act to repeal

“ section 23 of the “ Merchants Shipping Act of 1876, as  
“ to ships in canadian waters. The first two acts received  
“ the royal assent in council, and proclamation thereof was  
“ duly made by the governor general in *Canada Gazette*  
“ but the third act (of 1878) never became law, as it was  
“ considered to contain provisions in excess of the powers  
“ of the Canadian Parliament. ”

Bourinot ajoute :

“ Since the session of 1878, no bills have been reserved,  
“ but the royal instructions have been amended in certain  
“ material particulars.” (*Parliamentary Procedure and Prac-*  
“ *tice*, p. 569, 8.)

Il résulte de ces citations que s'il est vrai qu'une seule loi fédérale a été désavouée par les autorités impériales, il n'est pas exact de dire que ce fait indique le contrôle véritable exercé par le gouvernement impérial sur les lois du Canada, puisqu'en fait un grand nombre de ces lois ont été réservées pour la sanction de la Reine, et sur ce nombre plusieurs n'ont jamais reçu cette sanction.

Comme nous l'avons vu depuis 1878, aucun “ bill ” n'a été réservé ; les instructions au gouverneur général ont été amendées grâce à l'initiative prise par M. Blake en 1876 et 1877. M. Blake soutenait : “ That it would be better and  
“ more conformable to the spirit of the constitution of  
“ Canada, as actually framed, that the legislation should be  
“ completed on the advice and responsibility of Her  
“ Majesty's privy council for Canada : and that as a protec-  
“ tion to imperial interest, the present power of disallow-  
“ ance of such completed legislation is sufficient for all  
purposes.” (Can. Sess. p. 1877, No. 13, p. 4.)

Bourinot ajoute (p. 573) “ This power of disallowance  
“ can be exercised, not merely in cases when imperial inte-  
“ rests are affected, but even in matters of a purely local

“ character, when it is shown that the act is beyond the “ jurisdiction of the Dominion Parliament.”

J'arrive maintenant aux expressions d'opinion de plusieurs hommes publics dans le parti libéral relativement à ce pouvoir de désaveu accordé au gouvernement fédéral. Ce sont des témoignages irrécusables, il me semble, pour les honorables députés qui appartiennent à ce parti, et les raisons données par eux sont tellement concluantes que tout le monde doit accepter leur manière de voir.

Cette question du désaveu par le gouverneur général en conseil des lois provinciales a été le sujet d'une correspondance en 1875 et 1876 entre le gouvernement du Canada et le ministre des colonies.

Pour mieux faire comprendre la nature de cette correspondance, je vais faire en quelques mots l'historique de la discussion entre le ministre des colonies et l'honorable M. Blake.

Le 8 mars 1875, le conseil privé du Canada adoptait un arrêté du conseil au sujet du principe suivant posé par Lord Kimberley, ci-devant ministre des colonies, dans une dépêche du 30 juin 1873, relativement au désaveu des actes passés par la législature du Nouveau-Brunswick, au sujet du système d'éducation dans cette province, savoir : “ 3. Que c'est une question (celle du désaveu des actes provinciaux) où vous (Le gouverneur général) devez agir suivant votre propre discrétion, et où vous ne pouvez être guidé par l'avis des ministres responsables du Canada. ”

Le conseil privé, en s'appuyant sur la section 90 et les sections 56-57 de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, soutint que le gouverneur général en conseil seul peut désavouer les actes des provinces, puis il ajoute : “ Le comité est donc humblement d'avis que le passage cité ci-dessus, s'il était mis en vigueur, détruirait la responsabi-

lité ministérielle, et imposerait au gouverneur général une responsabilité non prévue par le statut, et qui ne serait pas conforme à la constitution.”

Le 5 novembre 1875, Lord Carnarvon répond en transmettant en même temps certains documents au sujet du droit de grâce en Australie : “ Le gouverneur est tenu dans ce cas de consulter ses aviseurs, mais d’agir en définitive sous sa propre responsabilité ; et dans le cas d’un acte provincial, il me semble de même que le gouverneur général, après avoir eu recours à l’avis de ses ministres, que le parlement tient responsables des avis qu’il donne sur tous ses actes publics (quoique pas dans tous les cas pour les actes eux-mêmes) peut fort bien être requis de rendre sa propre décision sur la question de la sanction ou du désaveu.”

Le 22 décembre 1875, M. Blake, ministre de la justice, discute dans un mémoire très élaboré cette question du désaveu et réfute victorieusement cette théorie de Lord Carnarvon. Il prétend que même en l’absence d’une clause positive dans la constitution, ce droit appartient au gouvernement fédéral. Pour lui c’est une question de principe fondamental. Il dit : “ Si l’acte de l’Amérique britannique “ du Nord n’eût pas contenu ces dispositions expresses “ (il venait de citer les sections 56 et 90), il semble que le “ résultat eût été le même en examinant les véritables principes de la constitution.”

Puis il continue comme suit : “ Il résulte de ces observations que les seules difficultés qui peuvent surgir, sont :

“ 1<sup>o</sup> Que le gouverneur proposerait de désavouer un “ statut provincial sans ou contre l’avis de ses ministres.

“ 2<sup>o</sup> Que les ministres proposeraient de désavouer un “ statut provincial sans l’assentiment du gouverneur.

“ L’opinion du conseil est que ni l’une ni l’autre de ces “ choses ne peut se faire : que le pouvoir étant conféré au

“gouverneur en conseil, toute action prise doit nécessairement être mise à exécution par un arrêté du conseil, et qu'un gouverneur qui croit nécessaire qu'un acte provincial soit désavoué doit trouver des ministres qui prendront la responsabilité de conseiller son désaveu ; tandis que les ministres qui sont d'avis qu'un acte provincial doit être désavoué doivent résigner à moins d'obtenir l'assentiment du gouverneur à ce désaveu — les ministres étant responsables au parlement dans chaque cas de l'action qui a été prise.

“ Lord Carnarvon est d'avis que c'est une question où il serait plus conforme à l'esprit de la constitution de ne pas établir une règle de conduite inflexible, mais le soussigné ose faire remarquer que la question implique simplement l'application à un statut bien clair des règles bien explicites, et l'application à un cas bien clair du principe fondamental de la constitution.

“ C'est l'esprit aussi bien que la lettre de la constitution que le conseil a invoqués, et grande serait sa responsabilité s'il convenait que l'esprit ou la lettre permettait une règle de conduite relâchée au point de justifier ou même de rendre possible la violation de son principe fondamental.” (Doc. Sess. No. 115, page 81, année 1876).

Plus loin M. Blake remarque : “ De fait la discussion met en jeu toute la question du gouvernement responsable, et si l'on concède la règle proposée par Lord Carnarvon, il sera impossible de refuser d'en faire l'application à notre système tout entier.”

Le ministre de la justice d'alors dit encore :

“ Je, soussigné, ose faire observer que le plan proposé par Lord Carnarvon n'est pas conforme à la constitution, que les ministres de Son Excellence (dont la recommandation est essentielle pour l'action à prendre) sont respon-

“sables, non-seulement de l'avis donné, mais aussi de  
“l'action prise; que le parlement canadien a le droit de  
“leur demander compte, non-seulement de ce qui est fait;  
“en un mot que ce qui est fait est pratiquement leur acte.”

“Admettre que l'action pourrait être contraire à l'avis, ce  
“serait détruire la valeur de la responsabilité de l'avis,—  
“enlever à la population la garantie constitutionnelle qu'elle  
“possède pour l'administration à son gré de ses affaires,—  
“céder la substance pour ne conserver que l'ombre du gou-  
“vernement responsable.”

Il conclut en disant: “qu'il persiste dans son opinion  
“qu'aucune action ne peut être prise sur la question de  
“savoir si un acte provincial doit être désavoué, à moins  
“que ce ne soit de par et avec l'avis des ministres de Son  
“Excellence qui sont, et de droit doivent être responsables  
“au parlement de leur action.”

Le 22 février 1876, M. Blake donne avis d'une série de  
résolutions dans le sens de son opinion, résolutions qui  
obtiennent l'adhésion de l'honorable M. MacKenzie et de Sir  
John A. Macdonald.

Il y est fait allusion à la dépêche du secrétaire des  
colonies du 30 juin 1873;—je remarque aussi qu'il y est  
dit: “Que par une lettre datée le 13 décembre 1872, le  
“régistrare du conseil privé du Royaume Uni fit con-  
“naître au Bureau Colonial l'opinion du Lord Président du  
“conseil que le pouvoir de confirmer ou de désavouer les  
“actes locaux, appartient en vertu du statut (Acte de l'A.  
“B. N.) au gouverneur général agissant d'après l'avis des  
“conseillers constitutionnels.” La dépêche de 1873 est  
en sens contraire. Le 7 avril 1876, Lord Dufferin commu-  
nique au secrétaire des colonies les résolutions de M.  
Blake. Le 1er juin 1876, Lord Carnarvon, dans une autre  
dépêche au gouverneur général, persiste dans son interpré-  
tation de l'acte de l'Amérique britannique du Nord; il

soutient, entre autres principes, que le gouverneur général en conseil est, d'après la section 90 de l'acte, autorisé à désavouer les actes des provinces. Il soulève la question de non intervention par les ministres fédéraux dans ces actes des provinces. M. Blake, dans un mémoire en date du 2 septembre 1876, réfute les opinions de Lord Carnarvon, et répondant spécialement à la question des inconvénients qui peuvent résulter de cette intervention des ministres fédéraux, il dit :

“ Le parlement du Canada est composé des repré-  
“ tants de sept provinces, dont chacune a dans son carac-  
“ tère provincial des droits politiques égaux. Il n'est pas  
“ vraisemblable que des ministres qui ne restent en fonctions  
“ qu'autant qu'ils retiennent la confiance d'un parlement  
“ ainsi composé, abuseront d'un pouvoir, dont l'exercice  
“ sera attentivement surveillé par ces représentants de  
“ toutes les provinces, attendu que chacune est intéressée  
“ au même titre au maintien des droits provinciaux et en  
“ conséquence des principes sur lesquels s'exerce le pouvoir  
“ de désaveu.

“ Pour la même raison tout abus de ce pouvoir par les  
“ ministres serait promptement suivi de l'application du  
“ remède constitutionnel par le parlement. L'expérience  
“ de près de dix années durant lesquelles on a exercé ce  
“ pouvoir n'indique pas que les abus que l'on appréhende  
“ se feront sentir. L'objection que l'on a émise s'applique-  
“ rait au pouvoir donné à la Reine de désavouer les lois  
“ canadiennes, pour lesquelles, pour suivre le même argu-  
“ ment, pouvoir est donné à une autorité représentant  
“ directement la majorité du parlement anglais de contester  
“ l'adoption ou l'opération des actes canadiens ayant trait à  
“ des matières sur lesquelles le droit de législation a été  
“ conféré au parlement canadien, à l'exclusion pratique du  
“ parlement anglais. Mais il y a dans le mode que nous  
“ soutenons un contrôle bien plus efficace sur l'exercice par

“ le gouverneur en conseil du pouvoir de désavouer les  
“ actes provinciaux qu’il n’y en a dans l’exercice par la  
“ Reine en conseil du même pouvoir relativement aux actes  
“ canadiens, vu que les aviseurs de la couronne ne sont pas,  
“ dans le dernier cas, comme ils le sont dans le premier,  
“ responsables aux Canadiens. Sans affirmer que le système  
“ soit parfait, et laissant de côté la question de savoir s’il  
“ devrait exister un pouvoir de désaveu au sujet des lois  
“ locales, je puis faire observer que le plan, en faveur  
“ duquel se prononce le gouvernement canadien, semble  
“ être préférable, dans tous les cas, à l’autre alternative  
“ proposée. Si, par cette alternative, le gouverneur doit  
“ agir contre l’avis des ministres, il doit ou agir suivant son  
“ propre jugement ou de l’avis d’autres personnes, qui ne  
“ sont pas des aviseurs constitutionnels, ou en vertu d’ins-  
“ tructions du ministère des colonies.

“ Lequel des deux plans doit être adopté ? On peut  
“ dire que le premier est impraticable. Le gouverneur doit  
“ avoir quelque assistance dans de pareilles matières. Le  
“ second suppose un plan inconstitutionnel où figurent les  
“ conseillers secrets et il ne saurait être adopté. Pour la  
“ troisième, le désaveu des actes provinciaux incomberait au  
“ ministre des colonies ou aux officiers en loi de la cou-  
“ ronne en Angleterre, ce que les auteurs de la clause n’ont  
“ pu avoir en vue.

“ Dans aucun de ces plans n’existe la responsabilité à la  
“ population canadienne pour les actes du gouverneur, et il  
“ n’y a pas, non plus, comme le soussigné ose l’affirmer, de  
“ vraisemblance qu’il pourra décider des questions impor-  
“ tantes et difficiles, aussi prudemment et aussi justement  
“ que s’il agissait de l’avis de ses ministres responsables,  
“ et de plus, l’existence du pouvoir suggéré serait de nature  
“ à faire du mal en affaiblissant le grand principe du gou-  
“ vernement responsable en général, et en diminuant en



“ particulier la responsabilité du ministre pour les actes  
“ que, nonobstant sa responsabilité ainsi amoindrie, il lui  
“ faudrait probablement déterminer encore dans une grande  
“ mesure.”

Cette opinion de M. Blake, comme celle du mois de décembre 1875, est approuvée par le conseil privé du Canada.

En date du 31 octobre 1876, Lord Carnarvon réplique :  
“ Je rends pleine justice à la force de l’argument de M. Blake que, le Parlement canadien étant composé de représentants des différentes provinces du pays, toute ingérence indue des ministres quant au désaveu de la législation provinciale serait surveillée attentivement, et il est aussi vrai que, quoique les ministres soient responsables à la population canadienne, un contrôle très important est imposé sur l’exercice du pouvoir de désavouer les actes provinciaux.”

Plus loin il ajoute : “ Je suis heureux de partager l’opinion exprimée par M. Blake que l’expérience des dix dernières années fait croire qu’il n’est pas probable qu’aucune grave difficulté ne surgisse.”

L’on voit par cette dépêche que le noble Lord ne discute que la question de savoir si, en vertu de l’acte de l’Amérique britannique du Nord, c’est le gouverneur général en conseil qui peut désavouer les actes des provinces. Il persiste dans l’opinion que c’est le gouverneur général. Mais il est évidemment frappé par la force de l’argumentation de M. Blake, puisqu’il ajoute “ et quoique je me crois  
“ justifiable d’adhérer à l’opinion que j’ai exprimée, je ne  
“ suis pas cependant disposé, pour la même raison, à insister  
“ fortement pour la faire prévaloir.”

Le 21 novembre 1876, nouvel arrêté du conseil du gouvernement du Canada, basé sur l’opinion de M. Blake en

réponse à cette dernière dépêche du ministre des colonies. Le conseil persiste dans sa manière de voir. L'on y remarque le paragraphe suivant, extrait du mémoire nouveau de M. Blake. " Il lui semble encore que même, à part la question constitutionnelle, la difficulté pratique est insurmontable, mais il n'a cessé de maintenir que d'après la lettre et l'esprit de la constitution, les ministres doivent être responsables de l'action du gouverneur, et ses arguments n'ont pas été réfutés par la critique dont il a fait mention."

Lord Carnarvon, par dépêche en date du 4 janvier 1877 se borne à accuser réception de cet arrêté du conseil. Il était évidemment hors de combat et le principe du gouvernement responsable avait triomphé. (Papiers sessionnels de 1877, No. 89, pp. 449 à 458.)

Ces paroles ont une grande portée dans la bouche d'un homme comme M. Blake. D'après lui, la position des provinces à l'égard du pouvoir fédéral, est celle qu'occupe le Canada vis-à-vis du pouvoir impérial. Sans cela il n'y a plus de confédération possible. Nos adversaires ne veulent pas du contrôle fédéral, et demandent d'y substituer celui du gouvernement impérial, c'est-à-dire, qu'ils veulent que les provinces soient soumises au bon plaisir d'une autorité complètement en dehors du contrôle du peuple en ce pays. D'après quelques-uns d'entre eux, ils veulent l'indépendance, et ils prennent le moyen le plus sûr, de ne jamais l'avoir.

Comme question spéculative, en tenant compte de l'histoire des peuples, il faut dire que tôt ou tard, le Canada devra changer sa position coloniale, et prendre rang parmi les nations indépendantes. Mais est-ce bien là travailler indirectement à la réalisation de cette pensée. Plus vous resserrerez les liens qui unissent les provinces à l'Empire, plus vous rendrez la rupture de ces liens difficiles. Tous ceux qui ont lutté pour obtenir au peuple de ce pays les grandes libertés constitutionnelles dont nous jouissons ont

toujours combattu de toutes leurs forces, le pouvoir de contrôle exercé par Downing street. Papineau lui-même, celui-là même qu'il passe pour le type du patriote aux yeux de nos adversaires, a parlé souvent contre ce pouvoir.

Nous voulons conserver l'autonomie de la province en gardant intact le principe de la responsabilité ministérielle, et pour cela je ne veux pas transférer ce pouvoir de désaveu entre les mains du parlement impérial, surtout après la déclaration de l'honorable premier ministre, qui nous a dit que le gouvernement impérial ne serait pas même obligé de consulter le gouvernement fédéral.

L'honorable premier ministre a, lui aussi, déjà exprimé son opinion sur la question des garanties qu'entoure l'exercice du pouvoir de désaveu tel que nous l'avons. Il s'agissait des résolutions relatives à l'autonomie des provinces. Assurément l'honorable premier ministre, en entendant la lecture de ce discours prononcé par lui-même, se laissera convaincre par lui-même que cette résolution devrait être retirée, et cela fait, nous aurons plus de facilité, je crois, à discuter les autres ; du moins cela abrégera la discussion sur ces résolutions. Voici ce qu'il disait dans l'Assemblée législative, le 7 avril 1884 :

“ Les deux pouvoirs, central et local, ont nécessairement des attributions différentes, mais se retrempent à la même source : au corps électoral. Le député local a les mêmes commettants que le député fédéral ; et, si pendant la durée de leur mandat, ils oubliaient les intérêts communs qu'ils sont chargés de défendre, l'électeur qui est leur juge à tous deux, les leur rappellerait avec sévérité.

“ Le pouvoir central a le droit de désavouer les lois passées par les législatures locales ; mais cette prérogative étant exercée par le gouverneur général, d'après l'avis de ses ministres, et ceux-ci étant responsables aux communes, comme celles-ci le sont au peuple, *tout exercice indu de ce*

*droit de désaveu disparaîtrait devant le contrôle du corps électoral, sagement sollicité et énergiquement appliqué. ”*

“ Je suis entré dans ces détails pour démontrer que *l'autonomie des provinces est parfaite sous ce chef des désaveux*, et que, s'ils sont faits injustement, la province attaquée dans ses droits peut trouver une protection dans la Chambre des communes et dans la nôtre qui censurerait les ministres locaux, refusant de faire, par la voix du lieutenant gouverneur, des représentations assez énergiques auprès des autorités fédérales. Cette responsabilité ministérielle met de fait la question du désaveu des lois locales sous le contrôle des communes et des assemblées législatives.” (Débats de la Législature de Québec, par Desjardins, 1884, pp. 377, 378 et 379.)

C'est la véritable théorie exposée d'une manière bien lucide. Aujourd'hui l'honorable premier ministre en expose une autre d'une manière tout à fait différente. C'est ce qui me donne raison de dire que l'honorable premier ministre a eu une bien mauvaise inspiration, ou a subi une bien mauvaise influence lorsqu'il a conçu ou accepté cette idée de renvoyer aux autorités impériales la décision des questions de désaveu des lois provinciales.

M. le président, je crois avoir prouvé qu'il n'y a pas de raison de craindre aucun danger sous ce chef du désaveu, et qu'il n'y a pas de raison par conséquent de changer la constitution sur ce point.

Je pourrais aussi citer l'opinion de l'honorable M. MacKenzie, et prouver que M. Blake et lui sont parfaitement d'accord sur la nécessité de donner au pouvoir central, le droit de désavouer les lois provinciales, Dans les débats sur la confédération, l'honorable M. MacKenzie s'est exprimé comme suit :

“ Je crois, a-t-il dit, qu'il est bon d'insérer dans la constitution une clause préventive qui enlève à tous partis et

nationalités indistinctement le pouvoir de commettre des actes arbitraires et injustes. Si le pouvoir qui doit être conféré à l'autorité centrale — celui d'opposer son *veto* aux actes de la législature locale — est exercé, il suffira, je pense, pour empêcher toute chose de ce genre. Mais au *veto* même on objecte pour la raison que la législature élective sera rendue impuissante par l'influence que la Chambre haute fera peser sur elle. Eh bien, M. le président, sous la constitution anglaise, dans toutes les colonies britanniques et en Angleterre même, l'initiative est permise dans une certaine mesure. Toute chose n'est pas prévue, parce que beaucoup est laissé au bon sens du peuple. Je pense que sans hésitation on peut affirmer qu'il n'y a pas le moindre danger que le parlement fédéral se rende coupable d'injustices envers les législatures locales, car si cela avait lieu, la réaction serait assez forte pour détruire le pouvoir ainsi exercé injustement.

“ Le *veto* est nécessaire si l'on veut que dans une certaine mesure le gouvernement général ait un contrôle sur les actes des législatures locales. L'absence de ce pouvoir aux Etats-Unis est la grande cause de leur faiblesse, et il est à présumer qu'avant peu il sera rémédié à ce défaut par un amendement à leur constitution. Tant que chaque état se considère indépendant, que ses actes et lois ne peuvent être contrôlés, il est clair que l'autorité centrale est privé du pouvoir de contraindre à l'obéissance des lois générales.

“ Si chaque province était libre d'édicter les lois qui lui plaisent, chacun serait à la merci des législatures locales, et la législature générale deviendrait de peu d'importance.”

Je demande pardon à cette Chambre d'avoir lu tous ces extraits, mais je les considère tellement concluants dans le sens de la position que je prends, que je n'ai pu résister à la tentation de les citer. Encore une fois et en conclusion sur ce point, si vous détruisez ce principe, vous détruisez la

Confédération. Au reste jamais le gouvernement fédéral ne concèdera ce principe. Je dis plus, jamais le gouvernement impérial n'en voudra, surtout aujourd'hui qu'il a donné la plénitude du gouvernement responsable au Canada, et que sa politique bien arrêtée semble être de ne pas s'immiscer dans les affaires des colonies ayant ces libertés politiques

Avant de passer à la deuxième résolution, j'ai une remarque de plus à faire :

L'honorable premier ministre nous disait tout à l'heure qu'aux Etats-Unis le pouvoir du désaveu n'existait pas. Le procédé n'est peut-être pas identique à notre désaveu, mais il y a là aussi le pouvoir accordé au président ou au gouverneur d'un état de refuser de sanctionner les lois passées par le congrès ou par la législature. C'est le droit de *veto*, c'est-à-dire que c'est le chef de l'exécutif qui refuse de sanctionner une loi.

Il est vrai que le "bill" peut devenir loi si, subséquemment, les deux tiers de chaque branche du congrès ou de la législature l'adoptent, et qu'en cela il y a une différence entre le *veto* du souverain anglais et du président ou gouverneur américain. Mais l'on dira : le désaveu n'est pas le veto proprement dit, le désaveu s'applique à une loi déjà sanctionnée ? Il ne faut pas jouer sur les mots. Voici ce que dit Todd : (Parl. Govt. in B. col., page 135) :

" For, although a governor as representing the Crown is empowered to give the royal assent to bills, this act is not final and conclusive ; the Crown itself having, in point of fact, a second veto. All statutes assented to by the governor of a colony go into force immediately, unless they contain a clause suspending their operation until the issue of a proclamation of approval by the Queen in council, or some other specific provision to the contrary ; but the governor is required to transmit a copy thereof to the Secretary of State for the colonies ; and the Queen in council may,

within two years after the receipt of the same, disallow any such act. ”

Voilà pour la première question.

La deuxième résolution parle d'un moyen facile et rapide de décision quant à ce qui concerne la validité des actes locaux et fédéraux. Je ne sais si les membres de la conférence ont pris connaissance du fait que la loi, créant la cour supérieure, déclare que ce tribunal sera compétent à rendre ces décisions lorsque les provinces auront passé une loi acceptant cette juridiction. La province d'Ontario a passé une loi pour donner effet à cette disposition en ce qui concerne cette province. (40 Vict. ch. 5, 1877). En 1878 l'honorable M. Würtele, je crois, a soumis ici une loi aux mêmes fins, mais cette loi a été rejetée au Conseil législatif. L'honorable M. A. Chauveau avait soumis lui aussi, en 1879, un projet de loi dans le même sens, lequel avait été aussi repoussé. Depuis, la question est restée en surplus. La raison que l'on donnait dans le temps, si ma mémoire ne me fait pas défaut, pour repousser ces deux projets de loi, était que cette cour n'était pas un tribunal auquel nous devions confier une mission aussi importante, à cause des idées centralisatrices qu'il exprimait. On sait aussi que pendant plusieurs années, on a fortement agité la question de supprimer ce tribunal. Si les juges de la cour suprême ont des tendances centralisatrices, ce n'est pas une raison pour refuser de recourir au mode que nous offre la loi actuelle, car dans le cours des années, ces juges devront disparaître, et les amis de l'honorable premier ministre arrivant au pouvoir à leur tour, (s'ils arrivent !) pourront en nommer d'autres qui se feront l'écho de leurs opinions sur l'autonomie des provinces.

Pourquoi créer un autre tribunal, quand, de l'aveu de tous, il y en a déjà assez !

Pour ma part, je suis prêt à voter une loi pour donner effet à celle de la cour suprême. Au reste, comme on me le fait remarquer, le personnel de ce tribunal est de création libérale, et les membres de la droite ne devraient pas donner à leurs anciens amis cette marque de manque de confiance.

La troisième résolution décrète que personne ne pourra, après deux ans, contester la validité d'une loi fédérale ou locale devant les tribunaux ; qu'après ce délai, le gouvernement seul aura ce droit et que toute disposition déclarée inconstitutionnelle, après ce laps de deux ans, sera censée avoir été décrétée par la législature ou le parlement qui avait le droit de la décréter. A-t-on pensé à la conséquence de cette clause ? Veut-on dire qu'un acte nul et de nul effet, deviendra bon par laps de temps ? Cette résolution me paraît étrange.

La résolution 4 a trait à la nomination des sénateurs en partie par les provinces.

Est-ce le droit de nommer ou simplement celui d'indiquer la personne qui devra être nommée que l'on veut donner aux provinces ?

L'honorable M. **Mercier** —*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—C'est la nomination.

L'honorable M. **Flynn**.—Voilà une dérogation importante au principe sur lequel repose notre constitution. C'est le principe républicain, c'est-à-dire celui en force aux Etats-Unis que l'on veut introduire ici. Pour celui qui est monarchiste en principe ou qui désire conserver le principe de la constitution qui nous régit, il ne peut accepter cette modification. Parmi ceux qui se sont opposés au projet de contédération, beaucoup l'ont combattu, parce qu'ils étaient démocrates. C'est donc leur idée qui triompherait si nous adoptions cette résolution.



A-t-on donné des raisons pour justifier un pareil amendement à la constitution ? Le peuple l'a-t-il demandé ? Je n'ai jamais entendu dire que la question ait été agitée parmi nous ! Je sais que dans Ontario, on a parlé d'une manière spéculative de cette question, mais il me semble que jamais l'honorable M. MacKenzie ne voudrait consentir à un pareil changement. La province de Québec qui est monarchiste en principe, n'en voudrait pas non plus.

En 1864, les libéraux du Bas-Canada qui combattaient le projet de confédération, insistaient pour que la question fut soumise au corps électoral. Sans admettre qu'ils aient eu raison, mais en se plaçant à leur point de vue, l'on pourrait invoquer aujourd'hui la même idée, contre ces résolutions, et entre autres contre celle-ci.

Mais je vais plus loin et je dis : y a-t-il un mal auquel il faille remédier, en changeant le mode de nomination au Sénat ? S'il y a un mal, je prétends que l'on peut y remédier, comme dans le cas du désaveu, par un changement de gouvernement.

Je suppose que le gouvernement abuse de son pouvoir et fasse des nominations condamnables, le remède est dans la Chambre des communes, c'est-à-dire entre les mains des députés du peuple, qui peuvent renverser ce gouvernement et le remplacer par un autre.

Les sénateurs nommés par la couronne abusent-ils de leur autorité ? On ne nous a pas donné la preuve d'une telle affirmation.

L'honorable premier ministre aurait-il par hasard oublié ce que disait et ce qu'écrivait un de ses amis d'aujourd'hui, l'un de ceux qui ont peut-être le plus contribué à le faire arriver au pouvoir ? Je veux parler de l'honorable sénateur Trudel. L'on sait que ce dernier a publié, en 1879, un opuscule intitulé : " Nos Chambres Hautes " adressé aux

honorables H. L. Langevin, L. R. Masson et J. A. Chapeau, dans lequel il se prononce fortement en faveur de la constitution que nous avons, et en particulier pour le maintien de nos Chambres hautes.

Il est vrai que ceci se passait en 1879, mais j'ai peine à croire que l'honorable sénateur puisse accepter ces résolutions, et en particulier celle tendant à l'abolition du Conseil législatif. De son côté, l'honorable premier ministre eut bien fait de consulter cet ouvrage avant de prendre la responsabilité des propositions qu'il nous soumet.

Il faut aussi reconnaître que les sénateurs ne sont pas des personnes qui vivent dans une atmosphère complètement étrangère aux intérêts provinciaux. Ils doivent être domiciliés dans la province qu'ils représentent au Sénat ; ils doivent s'intéresser aux questions qui l'agite et vivre pour ainsi dire de sa vie. Pour ce qui en est de Québec, " ils doivent être domiciliés ou posséder leurs qualifications foncières dans les collèges électoraux, dont la représentation leur est respectivement assignée." D'ailleurs, n'avons-nous pas l'exemple de plusieurs honorables sénateurs, entr'autres de l'honorable sénateur Bellerose, qui prennent même une part active aux élections des députés à cette Chambre, au grand contentement, je suppose, de l'honorable premier ministre !

Qu'on prenne les noms des sénateurs pour cette province et qu'on dise quelles sont les objections que l'on a contre eux

Est-ce que par hasard, nos adversaires auraient des objections aux Baillargeon, aux Pelletier, aux Trudel, aux Belle-rose, aux Armand, aux Paquet, aux R. Thibault, etc. ?

Remarquons que le nombre des sénateurs est le même pour la province de Québec que pour celle d'Ontario.

Les collèges électoraux existant pour le Conseil législatif lors de la confédération ont été aussi maintenus, et de cette

manière et en exigeant que les sénateurs soient domiciliés ou aient leurs qualifications dans les collèges électoraux qu'ils représentent, les pères de la confédération ont voulu protéger les intérêts des différentes nationalités et en particulier la minorité protestante.

Comment, je vous le demande, M. le président, a-t-on pu faire adopter cette résolution par certains membres du gouvernement ? Je ne comprends pas comment l'honorable commissaire des terres de la couronne, par exemple, a pu accepter cet amendement, et se croire logique avec son passé. Cette modification est complètement opposée aux principes que lui et ses amis ont toujours professés et qu'ils prétendent professer encore. On me dira que c'est un compromis, mais je dirai à ces messieurs qu'on ne transige pas sur des principes de cette importance.

La 5e résolution a trait au lieutenant gouverneur. Je ne crois pas que l'honorable premier ministre puisse tenir à cette résolution. Il a admis que l'on donnait là au lieutenant gouverneur, la même position, qu'occupait auparavant les anciens gouverneurs des colonies.

Je prétends que les lieutenants gouverneurs occupent absolument la position que l'on veut leur donner par cette cinquième résolution. Je sais que l'on a émis l'idée contraire, mais ce sont des personnes qui veulent toujours innover. Je crois que ce sont les délégués de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, qui ont pu demander cette résolution, parce que là, on est sous l'impression que les lois ne peuvent être sanctionnées qu'au nom du lieutenant gouverneur, tandis que nous avons une décision récente qui fait maintenant loi, qui déclare le contraire. Je veux parler d'un jugement du juge Jetté dans une des causes des corporations commerciales, décision du reste, confirmée par le conseil privé. MM. Todd, Bourinot et l'honorable juge Ritchie expriment l'opinion que les lieutenants gouver-

neurs représentent la Reine dans les limites de la constitution. (Bourinot, p. 64. Ritchie C. J. *Mercer vs. att. Gen. of O. Can. Sup. Court R.* Vol. V, pp. 637-643. Todd. *Parliamentary Government in British Colonies*, p. 392.) Que dis-je ! la résolution elle-même dit “ que l'acte de confédération “ a été pratiquement interprété et mis en opération de cette “ manière dans toutes les provinces depuis la confédération.” Pourquoi amender la constitution sur ce point ? Je n'en vois pas la raison.

Quant à la question traitée dans la sixième résolution touchant les travaux publics qui pourraient être déclarés par le parlement du Canada d'utilité générale, j'ai déjà exprimé mon opinion sur ce sujet dans une autre circonstance, et je ne vois pas la nécessité d'y revenir. Je constate que l'on a continué à demander des subventions pour des chemins de fer locaux, au risque de les voir absorbés, comme nos adversaires disent, par les autorités fédérales, et que la province ne se plaint pas de cet état de choses. Mais même la rédaction de l'amendement proposé est ambiguë et devrait être changée.

La résolution sept se rapporte à une question politique et non pas à une question d'interprétation de la constitution. Elle veut que le cens électoral, les listes d'électeurs pour l'Assemblée législative servent pour les élections fédérales et que l'acte de l'Amérique britannique du Nord soit amendé en conséquence. Le parlement du Canada a le droit de dire qui sera ou ne sera pas électeur pour ce qui concerne les affaires fédérales. (Article 41). C'est un droit inhérent à ce corps, et c'est tellement le cas que, quand bien même il n'y aurait pas de clause spéciale dans la constitution à cet effet, le parlement aurait ce droit tout de même. N'est ce pas là se mêler de ce qui ne nous regarde pas comme législature. C'est donc un amendement regrettable. Bien entendu je ne suis pas appelé ici à discuter le

mérite d'aucune loi passée par le parlement touchant le cens électoral.

Je ne vois pas pourquoi on a rédigé la résolution huit. Aujourd'hui on ne doute pas que le gouvernement d'une province ait le droit de nommer des magistrats stipendiaires, de police, etc. Dans tous les cas, il n'est pas assez contesté pour que l'on soit justifiable de demander un pouvoir qu'on nous reconnaît déjà.

Sur la résolution neuf, l'honorable premier ministre a parlé de la loi concernant les taxes sur les exhibits, et il nous a dit qu'on nous contestait le droit d'imposer des droits sur ces procédures.

Je trouve dans le *Legal News*, aux pages 52 et 53, volume 8, 1885, (Att. genr. Read. Comité judiciaire du Conseil Privé), que la raison pour laquelle on a déclaré cette loi *ultra vires*, c'est parce qu'on avait imposé cette taxe pour des fins de revenu en général. Il semble que si on eut dit que c'était pour les fins de l'administration de la justice, il en eut été autrement. Au reste, voici le motivé du jugement auquel je fais allusion :

" That point, which is the main point ; and was felt to  
" be so by Mr. Davey in his very able and clear argument,  
" being disposed of, the next question, upon the terms of  
" the same section of the same act, is that which arises  
" under sub-section 14. One of the things which are to be  
" within the powers of the provincial Legislatures, within  
" their exclusive powers, is the administration of justice in  
" the province, including the constitution, maintenance and  
" organization of provincial courts, and including the proce-  
" dure in civil matters in the courts. Now it is not neces-  
" sary for their Lordships to determine whether, if a special  
" fund had been created by a provincial Act for the main-  
" tenance of the administration of justice in the provincial  
" Courts, raised for that purpose, appropriated to that pur-

“ pose, and not available as general revenue for general  
“ provincial purposes, in that case the limitation to direct  
“ taxation would still have been applicable. That may be  
“ an important question which will be considered in any  
“ case in which it may arise ; but it does not arise in this  
“ case. This act does not relate to the administration of  
“ justice in the Province ; it does not provide in any way  
“ directly or indirectly, for the maintenance of the Provin-  
“ cial Courts ; it does not purport to be made under that  
“ power, or for the performance of that duty. The subject  
“ of taxation indeed is a matter of procedure in the Provin-  
“ cial Courts, but that is all. The fund to be raised by that  
“ taxation is carried to the purposes mentioned in the second  
“ sub-section ; it is made part of the general consolidated  
“ revenue of the province. It therefore is precisely within  
“ the words “ taxation in order to the raising of a revenue  
“ for provincial purposes.” If it should greatly exceed the  
“ cost of administration of justice, still it is to be raised and  
“ applied to general provincial purposes, and it is not more  
“ specially applicable for the administration of justice than  
“ any other part of the general provincial revenue.

“ Their lordships, therefore think that it cannot be justi-  
“ fied under the 14th sub-section.

“ With regard to the third argument, which was founded  
“ on the 65th section of the act, it was one not easy to fol-  
“ low, but their lordships are clearly of opinion that it  
“ cannot prevail. The 65th section preserves the pre-  
“ existing powers of the governors or lieutenant governors  
“ in council to do certain things not there specified. That,  
“ however, was subject to a power of abolition or alteration  
“ by the respective Legislatures of Ontario and Quebec,  
“ with the exception of course, of what depended on Impe-  
“ rial Legislation. Whatever powers of that kind existed,  
“ the act with which their lordships have to deal neither  
“ abolishes nor alters them. It does not refer to them in

“ any matter whatever. It is said that, among those powers, “ there was a power, not taken away, to lay taxes of this “ very kind upon legal proceedings in the courts, not for “ the general revenue purposes of the province, but for the “ purpose of forming a special fund called : “ The Building “ and Jury Fund ” which was appropriated for purposes “ connected with the administration of justice. What has “ been done here is quite a different thing. It is not by the “ authority of the lieutenant governor in council. It is not “ in aid of the Building and Jury Fund. It is a Legislative “ Act without any reference whatever to those powers if “ they still exist quite collateral to them ; and if they still “ exist, and if it exists itself capable of being exercised con- “ currently with them ; to tax for the general purposes of “ the province, and in aid of the general revenue these “ legal proceedings.

“ It appears to their lordships that, unless it can be justi- “ fied under the 92<sup>nd</sup> section of the British North America “ Act, it cannot be justified under the 65<sup>th</sup>. ”

Nous avons donc en vertu de ce jugement, du moins telle paraît être la déduction à en tirer, deux moyens d'obvier à la difficulté. Premièrement, nous pourrions imposer cette taxe en déclarant dans une loi que le revenu ira pour défrayer les frais de l'administration de la justice. Deuxièmement, le lieutenant gouverneur en conseil ne pourrait-il pas prendre un arrêté par lequel il imposerait cette taxe ?

Quel intérêt avons-nous de dire que le revenu provenant de cette source tombera dans le fonds consolidé, au lieu d'être consacré à payer les dépenses de l'administration de la justice ? Il est certain que les dépenses sur ce chapitre seront toujours plus élevées que les recettes provenant de cette taxe.

Quant au deuxième moyen, je puis dire que l'ancien gouvernement a songé à adopter un arrêté du conseil à ce sujet, en s'appuyant sur le jugement en question.

J'ajouterai que s'il est possible d'avoir un doute sur ces pouvoirs, il ne peut être que bien léger et il ne nous appartiendrait certes pas d'en admettre les premiers le bien fondé.

Commissions pour la tenue des cours d'assises et *Nisi Prius*, oyer et terminer et des assises criminelles générales. Ceci ne regarde évidemment pas la province de Québec. Il s'agit d'Ontario, je suppose. C'est une question de détail. On aurait peut-être pu la faire décider en s'adressant à la cour suprême. Au reste, on ne nous en a pas démontré clairement la nécessité.

La résolution onze a une grande importance, car elle a trait aux privilèges de cette Chambre. Voici le texte de cette résolution :

“ Qu'il est constaté par l'expérience de tous les corps  
“ législatifs qu'il est nécessaire que ces corps possèdent  
“ certains privilèges et immunités leur permettant de rem-  
“ plir efficacement les fonctions qui leur sont confiées ;  
“ qu'à cette fin le parlement du Canada a passé des statuts,  
“ confirmés par législation du parlement impérial, définis-  
“ sant les privilèges, immunités et pouvoirs des deux Cham-  
“ bres du parlement du Canada et des membres de ces Cham-  
“ bres ; que plusieurs législatures provinciales ont pareille-  
“ ment passé des statuts définissant les privilèges de leurs con-  
“ seils législatifs et de leurs assemblées législatives ; que ces  
“ statuts n'ont pas encore été confirmés par législation du  
“ parlement impérial ; qu'il a été exprimé des doutes quant  
“ aux pouvoirs des législatures provinciales de passer ces  
“ lois ; qu'une législature provinciale devrait avoir le même  
“ pouvoir de passer des lois définissant les privilèges du  
“ Conseil législatif et de l'Assemblée législative ainsi que  
“ des membres de ces Chambres, qu'a le parlement fédéral  
“ de passer des lois définissant les privilèges du Sénat et de  
“ la Chambre des communes, ainsi que des membres de  
“ ces deux Chambres ; que les lois provinciales devraient



“ être confirmées de la même manière que l’ont été les lois fédérales, et qu’il devrait être déclaré par un acte d’amendement passé par le parlement impérial, qu’une législature provinciale a, quant à elle-même, les mêmes pouvoirs que le parlement fédéral, relativement à lui-même. ”

Si cette proposition était exacte, je serais prêt à voter les conclusions que l’on nous soumet sur ce point.

Il y a, suivant moi, des erreurs de fait très importantes. Par l’acte 32 Vict., ch. 4, la Législature de Québec a cherché à définir ses privilèges, immunités et pouvoirs. Cet acte a été, il est vrai, désavoué. Mais, l’année suivante, un autre acte a été passé, savoir le 33 Vict., ch. 5, intitulé : “ Acte pour maintenir l’autorité et la dignité des Chambres de la Législature et l’indépendance de ses membres et pour protéger les personnes publiant des papiers parlementaires ” ; cette dernière loi n’a pas été désavouée ; elle a toujours été en force et appliquée depuis. C’est en vertu des dispositions de cette loi que l’on a amené à la barre de cette Chambre, en plusieurs circonstances, des personnes accusées d’avoir enfreint les privilèges de cette branche de la Législature. L’on connaît l’affaire Dansereau. Il s’agissait de l’enquête dans l’affaire des Tanneries en 1875. M. Dansereau ayant refusé de comparaître, comme témoin, fut arrêté par le sergent d’armes, en vertu du mandat du président, par ordre de la Chambre. Il obtint l’émanation d’un bref d’*habeas corpus*, rapportable devant la cour du banc de la Reine. Il contestait la validité de cet acte de la Législature 33 Vict., ch. 5. La décision de la cour d’appel est rapportée au 19<sup>e</sup> vol. du *Lower Canada Jurist*, pp. 210 et suivantes. Cette décision est du 17 février 1875. L’on y voit que ce tribunal a décidé que cet acte était constitutionnel. Je réfère les membres de cette Chambre aux parties des paroles des juges Dorion, Taschereau, Sanborn et Monk, où il est question du pouvoir inhérent à une Législature, indépendamment de tout statut, de maintenir sa dignité. “ I consider,

dit le juge en chef Dorion, this to be a necessary incident of the powers of Legislatures and of controlling the administration of public affairs, and such I beleive that the House of Assembly had a right to exercise it, as it was exercised under the constitution of the late province of Lower Canada in the case of Mr. Monk, who was imprisoned 1817 for refusing to produce certain registers and papers before the House or a committee of the House of Assembly. I cannot find a case where this power of colonial legislatures to summon witnesses has been questioned.

I do not mean to say that our Local Legislatures are vested with all the privileges appertaining at common law by immemorial usage to the House of Commons in England. It has long been settled that they had not, but I merely say that they have a right to exercise such rights and privileges as are mere incidents of the powers specifically vested in them, and without which they could not properly exercise the duties devolving upon them. ”

Le juge Sanborn : “ Whatever powers and immunities attached to the Legislative Assembly of the late province of Lower Canada and the Legislative Assembly of the late province of Canada as were necessarily incident to them in the proper exercise of their functions as legislative bodies, I consider attach to the Legislative Assembly of the present province of Quebec.” Et plus loin : “ It was well remarked by one of the counsel for the Legislative Assembly, that if we cannot claim the privileges by immemorial usage, we can and ought to have such as are necessary to maintain the dignity and efficiency of our Legislature from the nature and importance of the powers conferred upon them.”

Quant à l'acte fédéral touchant les privilèges et immunités du parlement, savoir l'acte 31 Vict., ch. 23, il n'a jamais été désavoué, il n'a jamais non plus été confirmé par le Parlement impérial ; il est toujours resté en force tel quel

L'on a confondu évidemment l'acte 36 Vict., ch. I, du Canada, passé lors de l'affaire du Pacifique en 1873, pour autoriser l'assermentation des témoins devant les comités, lequel acte a été désavoué pour la raison qu'à cette date le Parlement impérial n'avait pas ce pouvoir, et que d'après la section 18 de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, le parlement du Canada ne pouvait avoir plus de privilèges que ceux du Parlement impérial. En 1875, sur la demande du gouvernement du Canada (voir au C. Com. J. 1876-120 et papiers sessionnels No 45), le Parlement impérial passa l'acte 38-39 Vict., " pour lever certains doutes à l'égard des pouvoirs du parlement du Canada quant à la 18<sup>e</sup> section de l'acte de l'Amérique britannique du Nord. "

La correspondance échangée entre ces deux gouvernements fait voir qu'il ne s'agissait que du pouvoir de faire assermenter les témoins et nullement des autres privilèges et immunités du parlement.

Subséquentement, par l'acte 39 Vict., ch. 7, le gouvernement du Canada a pu régler cette question de l'assermentation des témoins.

Il est bon de remarquer que notre acte sur le même sujet est le 32 Vict., ch. 6, lequel n'a jamais été désavoué.

Il est facile de conclure de ce que je viens de dire sur cette résolution qu'elle n'a pas sa raison d'être ; elle me paraît être la conclusion de prémisses fausses ou inexactes.

Abolition du Conseil législatif.—Cette résolution énonce le principe qu'il n'est pas nécessaire d'avoir deux chambres. Ceux qui sont en faveur du maintien des chambres hautes ne peuvent voter pour cette proposition. Voici les termes mêmes de la résolution à laquelle je fais allusion :

" Que l'expérience faite depuis la confédération démontre  
" que, avec le gouvernement responsable et les sauvegardes  
" établies par l'acte de l'Amérique britannique du Nord,

“ une deuxième chambre provinciale n'est pas nécessaire et  
“ que dans toutes les provinces la dépense occasionnée par  
“ cette Chambre peut être avantageusement évitée.”

La conclusion de cette résolution est que “ l'acte de la  
“ Confédération soit amendé de manière à pourvoir à ce  
“ que, sur une adresse de l'Assemblée législative, Sa Majesté  
“ la Reine pourrait, par proclamation, abolir le Conseil ou  
“ changer la constitution, pourvu que cette adresse soit  
“ adoptée par les deux-tiers des membres de l'Assemblée  
“ législative.”

Voilà une singulière procédure ! Comment les alliés du  
premier ministre peuvent-ils accepter cette proposition, eux  
qui se sont toujours prononcés en faveur du 'Conseil légis-  
latif ?

Il est vrai que le premier ministre a énoncé l'étrange  
théorie qu'il faudra que le peuple lui-même demande ce  
changement, nous faisant comprendre qu'il n'en prendrait pas  
l'initiative. Comme si le devoir d'un gouvernement qui  
croit une mesure nécessaire dans l'intérêt public n'est pas  
de la soumettre et la faire accepter par le peuple ! Il est  
vrai que le gouvernement actuel semble attacher une  
grande importance à placer au Conseil le plus possible de  
ses partisans, et qu'il y a une course au clocher dans les  
rangs de son parti pour obtenir cet honneur que l'on sem-  
blait mépriser autrefois, de siéger dans cette Chambre. Il faut  
dire aussi que certaines personnes croient maintenant que le  
gouvernement actuel, ayant tant d'amis à placer, loin de  
vouloir abolir le Conseil, ne cherchera qu'à le perpétuer en  
y installant de ses amis !

Mais pour le moment il s'agit de consacrer un principe,  
et comment, encore une fois, les députés qui croient une  
deuxième chambre nécessaire au bon fonctionnement de la  
constitution peuvent-ils répudier leur passé et se déjuger en  
acceptant cette mesure du gouvernement ?

Quant à la question des dépenses occasionnées par le Conseil, et bien ! il en a été déjà question plusieurs fois. L'on a cherché à les diminuer ; le gouvernement Chapleau entre autres, s'en est occupé. Si une diminution de ces dépenses peut être faite sans nuire à l'efficacité de cette branche de la Législature, il serait du devoir du gouvernement de l'effectuer. J'ai eu déjà, il y a quelques années, devant cette Chambre, l'occasion de traiter cette question du Conseil législatif, et mes idées n'étant pas changées sur ce sujet, je n'en dirai point davantage.

Cette résolution se rapporte à la question de propriété de certaines terres de la couronne, au sujet desquelles il n'y avait pas de traité avec les sauvages avant la confédération des provinces.

C'est une question qui a été soulevée, je crois, en la province d'Ontario ; elle ne nous intéresse guère et pourrait être le sujet d'une entente ou compromis entre le gouvernement d'Ontario et celui de la Puissance.

Par cette résolution, l'on commence par reconnaître au parlement fédéral la juridiction législative en matière de banqueroute et de faillite, mais l'on conclut en demandant que " l'acte de l'Amérique britannique du Nord " soit " amendé en donnant expressément aux provinces la juridiction nécessaire (de légiférer sur ce sujet) en l'absence d'une loi fédérale et sujet à cette loi."

Sur ce point au moins, l'on ne prétend pas qu'il y a eu empiètement de la part du parlement ; mais l'on veut revêtir les législatures d'un pouvoir nouveau, pouvoir que les auteurs de la confédération n'ont pas jugé à propos de leur accorder, en d'autres termes, l'on veut empiéter à son tour sur les attributions du parlement.

Je ne puis voir la nécessité, l'utilité ou l'opportunité de cette proposition.

La quinzième résolution a trait au pouvoir de *pardonner*.

Cette clause réfère à la 44<sup>e</sup> résolution de la conférence de Québec de 1864, qui conférerait aux lieutenants gouverneurs le pouvoir de pardonner aux criminels, “ en par eux (les lieutenants gouverneurs) se conformant aux instructions qui pourront leur être adressées à cet égard par le gouverneur général ” ; il y est aussi question des instructions royales données au gouverneur général l'autorisant “ à accorder le pardon à tout délinquant condamné à raison d'un crime par toute cour ou par tout juge, juge de paix ou magistrat dans le Canada.”

Le reste de cette résolution se lit comme suit : “ Que ce langage a fait naître des doutes sur le pouvoir du lieutenant gouverneur d'une province, de suspendre ou commuer les sentences ou de pardonner aux prisonniers condamnés pour une offense contre les lois de la province, ou de commuer ou de remettre, en tout ou en partie, toute sentence, amende, confiscation, pénalité ou punition se rattachant à toute telle offense ; qu'il est présumé que ce n'était pas là l'intention de ces instructions ; que le pouvoir d'expédier toutes les affaires se rattachant à l'exécution des lois provinciales devrait appartenir au lieutenant gouverneur en conseil de chaque province, laissant (si c'est jugé désirable) le pouvoir du gouverneur général s'appliquer aux autres cas, et que l'acte de confédération devrait être amendé en conséquence ; ”

M. Cauchon, en commentant cette 44<sup>e</sup> résolution de la conférence de 1864, dit : “ Cette prérogative réside par sa nature même dans la personne du souverain qui la délègue spécialement à ses représentants. . . . Ici c'est différent. La convention, tout en reconnaissant la source et le principe de ce pouvoir, fait cesser la délégation et met, de par la loi, les lieutenants gouverneurs précisément à la place du souverain lui-même. . . .

“ Le chef exécutif du gouvernement général entouré de son conseil sera, à la place du souverain, investi du

“ pouvoir de réglementer la prérogative du pardon... Il y  
“ a plus, le parlement fédéral aura le pouvoir de faire des  
“ lois qui affecteront l'exercice de cette prérogative.”

“ Le gouvernement de l'Empire, par la bouche du secré-  
“ taire des colonies, dit à l'endroit de la prérogative du par-  
“ don : “ *Il semble au gouvernement de Sa Majesté que ce*  
“ *devoir appartient au représentant du souverain et ne pour-*  
“ *rait pas être convenablement dévolu aux lieutenants-gouver-*  
“ *neurs qui, suivant le projet actuel, ne seront pas nommés par*  
“ *la couronne, mais le seront directement par le gouvernement*  
“ *des provinces unies.*”

“ Pour nous, continue M. Cauchon, au point de vue  
“ des principes, cette question de savoir d'où émanera  
“ la prérogative de pardon est d'une importance mineure,  
“ et si le gouvernement de l'Empire décidait que cette pré-  
“ rogative doit continuer à résider exclusivement par délé-  
“ gation, en la personne du représentant direct du souverain,  
“ l'intégrité et l'efficacité du système proposé n'en serait pas  
“ sensiblement atteint.” (Cauchon.—L'Union des provinces  
de l'Amérique britannique du Nord, p. 125 et 126).

Le Parlement impérial, nous le savons, n'a pas voulu  
sanctionner cette 44<sup>e</sup> résolution de la conférence de 1864 ;  
il est à présumer qu'il ne voudrait pas plus et pour parité de  
raison, accepter cette idée aujourd'hui.

Mais cette proposition 15<sup>e</sup> ne demande pas précisément  
que le pouvoir de pardonner en général, soit exercé par les  
lieutenants gouverneurs en conseil ; elle demande que ce  
pouvoir ne soit accordé aux lieutenants gouverneurs en  
conseil “ que dans les affaires se rattachant à l'exécution  
“ des lois provinciales, laissant (si c'est jugé désirable) le  
“ pouvoir du gouverneur général s'appliquer aux autres  
“ cas.”

Il me semble que les auteurs de cette proposition n'ont  
pas saisi exactement ou ont oublié, du moins pour ce qui

regarde cette Législature ou cette province, la position actuelle des choses touchant la remise des amendes, pénalités ou punitions se rattachant à nos lois provinciales.

En vertu de la section 61 de l'acte concernant le département du trésor, 31 Vict. ch. 9, (1868, Q.) " le lieutenant gouverneur est autorisé à remettre toute taxe, droit ou péage payable à Sa Majesté qui est imposé, ou dont l'imposition a été autorisée, soit avant ou depuis l'Union, et concernant toute matière qui se trouve dans les limites des pouvoirs de la dite Législature, ou toute confiscation ou pénalité pécunière imposée ou dont l'imposition a été autorisée pour toute contrevention aux lois relatives au revenu ou à l'administration de quelque ouvrage public produisant un péage ou revenu. . . . "

Le lieutenant gouverneur en conseil a aussi spécialement le pouvoir de remettre des amendes en vertu de l'acte des licences.

Le lieutenant gouverneur a aussi le pouvoir d'ordonner qu'un enfant soit élargi d'une *école d'industrie*.

Jusqu'à présent, depuis la confédération, il n'est pas à ma connaissance que les provinces aient demandé de substituer au gouverneur général, le lieutenant gouverneur quant à ce pouvoir de pardonner, ou que l'on amende la constitution de manière à donner au lieutenant gouverneur des pouvoirs qu'il n'a déjà ou que la Législature ne pourrait lui donner. Je vous avoue, M. le président, que je ne saisis pas bien la nécessité ou l'utilité de cette résolution 15e.

J'ajouterai, pour compléter ma pensée sur ce point, que les instructions au gouverneur général ayant rapport au pardon des "*crimes*," et le mot crime comprenant dans le sens généralement reçu du mot, d'après le droit commun, une offense *indictable*, félonie ou délit, ce qui est du ressort du Parlement, l'on pourrait peut-être dire que rien dans la constitution n'empêcherait une Législature



de conférer par statut au lieutenant gouverneur le pouvoir de pardonner généralement pour les infractions aux lois passées par cette même Législature, à l'instar de ce que notre Législature a déjà fait dans le cas d'amendes, etc., sus mentionnés. Je me borne à poser la question. Dans tous les cas je ne crois pas qu'il nous convienne de restreindre ou limiter nos pouvoirs ou d'exprimer inutilement des doutes sur leur étendue.

Elle traite des frontières des provinces. L'honorable premier ministre nous a dit que cette question allait être réglée bientôt ; il nous a dit qu'il avait même une dépêche qui, si j'ai bien saisi le sens de ses paroles, était de l'honorable secrétaire d'Etat du Canada, l'honorable M. Chapleau, promettant son concours, après la session, au premier ministre pour mener à bonne fin cette question des frontières Nord des provinces d'Ontario et Québec. Aucun amendement à la constitution ne serait donc nécessaire sur ce point, par conséquent je ne vois pas la nécessité d'en parler davantage.

La dix-septième résolution est celle qui se rapporte aux finances. Je crois qu'il eut été mieux, comme je l'ai dit l'année dernière, de réunir tous nos efforts sur ce sujet.

L'honorable premier ministre aurait eu de cette manière plus de chance de réussir. Nous nous sommes déjà prononcés en faveur du principe d'un *rajustement* du subside *per capita* payable à la province.

Les gouvernements Mousseau et Ross ont les premiers pris l'initiative de cette politique. Le premier ministre actuel était autrefois contre, et pour s'en convaincre l'on n'a qu'à lire le discours prononcé par lui à l'Assemblée législative, le 9 juin 1881, sur sa motion touchant le Conseil législatif :—

Voici ce qu'il disait :

“ Mais le jour où nous ferons cette demande (de better terms) nous mettrons en danger nos institutions provin

“ ciales, car il n’y a pas à se le dissimuler, la majorité de la  
“ Puissance du Canada n’est pas et ne peut pas être sympa-  
“ thique à nos institutions. ”

Et plus loin (p. 855) : “ D’ailleurs le gouvernement  
“ pourrait-il accorder ce que l’on est convenu d’appeler des  
“ better terms sans en accorder aux autres provinces ? Dans  
“ ce cas notre position ne serait guère améliorée. Nos  
“ embarras financiers pourraient peut-être diminuer à  
“ Québec, mais ils augmenteraient à Ottawa, si on n’a pas  
“ de taxes directes à Québec au moyen de cet arrangement  
“ avec les ministres d’Ottawa, ce sera pour tomber sous le  
“ coup de taxes indirectes plus lourdes qui seraient imposées  
“ à Ottawa, et qu’il faudra bon gré mal gré payer pour rem-  
“ plir le trésor fédéral, vidé par des secours accordés à nos  
“ misères provinciales. ”

Et plus loin encore, (même page) : “ Le jour où il faudra  
“ compter fatalement et inexorablement avec le gouverne-  
“ ment d’Ottawa, comme notre seule ressource pour nous  
“ tirer des embarras financiers dans lesquels on se trouve,  
“ ce jour-là marquera notre déchéance nationale. Notre  
“ devoir est bien clair, il est évident, nous devons travailler  
“ à ramener l’équilibre dans nos finances pour nous et par  
“ nous-mêmes. ”

Le remède pour lui, à cette époque, à la situation finan-  
cière, se trouvait dans l’abolition du Conseil !

Cependant l’honorable premier ministre repoussant son  
passé, accepte cette idée qu’il croyait mauvaise en 1881.  
Nous qui avons pris la responsabilité de cette politique,  
nous n’avons pas à nous déjuger. Nous n’avons qu’à nous  
féliciter en voyant que c’est notre manière de voir qui a été  
acceptée par le gouvernement. Je dis donc que bien que  
cette résolution comporte une plus forte dérogation au prin-  
cipe posé dans “ l’acte de l’Amérique britannique du Nord, ”  
que ce que nous avons proposé, puisqu’elle s’applique à

toutes les provinces de la Confédération, et tout en admettant que le système qu'on nous soumet est formulé d'une manière différente et moins claire, je ne suis pas prêt à le repousser. En faisant cette déclaration, je dois, en justice, reconnaître que depuis que le gouvernement Ross a demandé ce *rajustement*, il a obtenu près de \$5,000,000 du gouvernement fédéral, mais je dois aussi ajouter que nous n'avions pas renoncé à la partie de notre demande qui n'avait pas été accordée.

Voilà, M. le président, comment j'envisage les différentes questions soulevées par ces résolutions.

J'ai dit en commençant mes remarques, en me servant des paroles prononcées par le premier ministre, dans une autre circonstance, que l'on doit démontrer l'urgence ou la nécessité d'amendement à la constitution avant d'en demander ; or cette urgence ou nécessité n'a pas été démontrée d'une manière satisfaisante. Après avoir étudié ces résolutions, je suis arrivé à la conclusion que les amendements que l'on suggère ne sont pas nécessaires en principe, en tenant compte cependant de tout ce que je viens de dire sur la question du *rajustement* du subsidé. Et après avoir entendu le discours de l'honorable premier ministre, je suis de plus en plus convaincu que j'ai raison, car malgré l'importance qu'il y a attachée, il n'a pas démontré, comme je viens de le dire, la nécessité de ces changements.

Plusieurs de ces résolutions comportent une dérogation profonde à "l'acte de l'Amérique britannique du Nord," et seraient extrêmement nuisibles, si elles devaient devenir loi. En résumé, la conférence n'était pas nécessaire ; elle a été l'occasion de dépenses relativement considérables pour la province et elle n'a pas produit de résultats satisfaisants. Je dis qu'elle n'était pas nécessaire ; même pour les subsides payables aux provinces, ces dernières pouvaient, dans leurs législatures respectives, adopter les résolutions voulues sans

avoir recours à une conférence. Au reste, c'est en substance ce que j'ai dit l'année dernière en discutant cette question.

Et pour résumer davantage ma pensée, je dirai : j'ai toujours été et je suis encore en faveur de l'acte de la confédération qui consacre pour nous les privilèges du gouvernement monarchique, *constitutionnel* ou *parlementaire*, et qui dans son application nous a assuré la plénitude du gouvernement par nous-mêmes. Qu'il soit possible d'y trouver quelques imperfections, cela se peut, et, au reste tout acte de l'homme a son côté imparfait, et l'œuvre de la confédération ne saurait échapper à cette règle ; mais les 21 années écoulées depuis l'établissement du nouveau régime, nous ont prouvé que si l'on veut donner à cet acte l'interprétation qu'il doit recevoir, si l'on veut l'interpréter de bonne foi et se guider d'après l'esprit vraiment national de ceux qui l'ont rédigé, l'on doit admettre qu'il répond aux besoins et aux aspirations légitimes des différentes nationalités et croyances qui forment le peuple du Canada.

Que les hommes puissent se tromper dans l'application de la loi, cela se peut. Mais pour cela il ne faut pas s'attaquer à la loi elle-même, ou à l'autorité que ces hommes représentent.

Allons-nous, après tant d'années de luttes et d'efforts patriotiques pour assurer à ce pays les avantages du gouvernement responsable, revenir sur notre passé, renoncer aux avantages obtenus, et au lieu de marcher en avant vers les destinées glorieuses qui nous attendent comme peuple, retrograder en disant à la mère-patrie :

“ Tenez, vous nous avez donné le droit de nous gouverner nous-mêmes, nous ne sommes plus capables de le faire, ou ne le voulons plus, prenez vous-même le pouvoir de nous gouverner par le moyen de vos ministres qui ne sont pas responsables à nous. ”

Tel est en réalité, M. le président, le langage de ceux qui veulent donner au gouvernement impérial le pouvoir de désavouer nos lois. Le peuple du Canada est trop fier de son passé et nourrit dans son cœur trop de nobles aspirations pour accepter une idée aussi rétrograde.

Ah ! M. le président, si les vrais patriotes, qui ont combattu, et dont quelques-uns même ont versé leur sang, pour a cause sainte de la justice et du droit,—qui ont valu à cel pays, par leurs luttes et leurs efforts, les bienfaits d'un gouvernement autonome—revenaient aujourd'hui sur la scène de ce monde, ils tressailleraient d'indignation et de honte en voyant des hommes publics qui se disent leurs descendants, chercher à détruire leur œuvre en cherchant à faire adopter un principe que tout vrai Canadien, ayant confiance dans l'avenir de son pays, doit repousser.

“ En avant ! ” doit être notre devise et voilà ce qu'ont compris les auteurs de la Confédération, car leur pensée dominante a été de fonder sur les bords du Saint-Laurent, sur ce sol de l'Amérique si propre à recevoir la semence de tout ce qu'il y a de plus noble et de plus beau dans les idées de liberté, de droit et de véritable civilisation, de fonder, dis-je, avec les nationalités et les croyances diverses que l'on y trouve, un seul peuple, un peuple uni, fort, qui pourrait porter haut et ferme le drapeau du Canada, résister aux chocs et aux difficultés du dedans, et repousser les agressions du dehors ; en un mot, un peuple qui, sous l'égide de cette nouvelle constitution, image de celle de la Grande Bretagne, pourrait vivre heureux, prospérer et marcher vers de plus grandes destinées, tout en laissant aux éléments divers qui le composent, le dépôt sacré de leurs institutions, de leur langue et de leurs lois propres.

Oui, M. le président, telle a été bien leur pensée. Respections-là. Maintenons fermement le principe que le regretté Georges-Etienne Cartier appelait “ monarchique, ” autre-

ment dit, le principe d'autorité qui est la base même de notre constitution ; mais n'oublions pas que nous avons aussi un autre devoir à remplir à l'égard de cette province : nous devons avec un soin jaloux maintenir son autonomie ; sur ce principe nous pouvons rivaliser avec nos adversaires politiques ; mais nous ne nous accordons pas sur les meilleurs moyens à prendre pour y arriver ! Puisse tout esprit de parti disparaître de la discussion de ces questions, et puissions-nous réunir nos efforts dans une pensée commune de dévouement et de patriotisme, pour assurer au peuple de ce pays, dans l'ordre et le respect des institutions existantes, la prospérité et le bonheur !

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province.* — Comme l'heure est avancée, je crois que la Chambre me saura gré de ne pas continuer ce débat maintenant. En conséquence, j'ai l'honneur de proposer que le débat soit ajourné.

Cette proposition est adoptée.

La suite du débat est renvoyée à demain.

La séance est levée.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

---

*Séance du mardi, le 22 mai 1888.*

SOMMAIRE :—Dépôt de projets de loi.—Suite de la délibération sur les résolutions de la conférence interprovinciale : MM. Gagnon et Casgrain.—La suite de la délibération est renvoyée à la prochaine séance.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et vingt minutes.

### DÉPÔT DE PROJETS DE LOI.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pourvoyant à la nomination d'un bureau provincial d'examineurs des candidats à l'admission à l'étude des professions d'avocat, de médecin, de notaire et de celle d'arpenteur provincial.

M. **Hall**—*député de Montréal-ouest*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier l'acte des élections de Québec.

Ces deux projets de loi sont adoptés en première délibération.

### LES RÉOLUTIONS DE LA CONFÉRENCE INTERPROVINCIALE.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur les résolutions de la conférence interprovinciale.

L'honorable M. **Gagnon**—*député de Kamouraska, secrétaire et régistrare de la province*.—M. le président, s'il s'agissait en ce moment d'une cause ordinaire soumise à un

jury ordinaire, ou encore s'il s'agissait d'une cause soumise à autant de juges qu'il y a de membres dans cette Chambre, je n'hésiterais pas à la laisser juger sans rien ajouter à la défense qui en a déjà été faite, car la cause que nous soutenons se plaide d'elle-même, et il suffit de lire ces résolutions pour se convaincre qu'elles s'imposent à la sympathique considération de tous. Mais il y a plus que cela. Il y a l'exposé magistral, exposé si lucide, si clair et si précis de l'honorable premier ministre. Cet exposé, malgré les attaques habiles de l'honorable député de Gaspé, est resté intact, et la tâche d'en démolir la plus petite partie est encore à accomplir. Je ne crois pas que personne veuille entreprendre un pareil travail, tant on est convaincu d'avance de l'inutilité des efforts que l'on fera dans ce but.

Cet exposé, qui restera l'une des plus belles pages de notre histoire, a permis à l'honorable premier ministre de mettre devant la Chambre les idées et le but de cette conférence.

C'est la première fois que l'honorable chef de l'opposition a décliné le tâche de répondre, suivant la coutume, à l'honorable premier ministre. Je ne dirai pas que c'est par incapacité, ni parce que d'autres devoirs l'appelaient ailleurs. Non, l'honorable chef de l'opposition, dont tout le monde admire la grande honnêteté, a senti combien la tâche était ingrate, et il a voulu entendre des paroles d'encouragement de son côté de la Chambre, avant d'entreprendre de démolir un exposé aussi convaincant et aussi complet.

Puisque je parle de la personne de l'honorable chef de l'opposition, qu'il me soit permis de faire part à la Chambre d'une nouvelle qui ne manquera pas de l'intéresser. On m'informe à l'instant même que la loi de cette Législature concernant la nomination d'un juge additionnel à Montréal, vient d'être adoptée par l'exécutif fédéral, en ce que l'on a pris des mesures pour lui donner son effet pratique. En



même temps on m'imforme — et j'ai tout lieu de croire la nouvelle substantiellement vraie — que l'honorable chef de l'opposition va être appelé à remplir cette charge, si déjà sa nomination n'est pas faite. J'ai déjà eu occasion, M. le président, de rendre hommage aux talents, à l'intégrité et à la haute honorabilité de l'honorable chef de l'opposition. Pendant que j'étais dans l'opposition je ne lui ai pas ménagé les marques de mon admiration. Si je lui en offre de nouveau l'expression aujourd'hui, j'espère qu'il voudra bien croire que c'est sans la moindre arrière-pensée, et que je ne suis animé que de la plus grande sincérité. Mon témoignage est tout à fait désintéressé et je dirai que rarement le gouvernement fédéral a fait ou aura fait une meilleure nomination. L'honorable chef de l'opposition a acquis une réputation si solidement établie qu'elle a pu survivre intacte à toutes les attaques de la politique, et ceux qui connaissent comment nos luttes se font, savent que ce n'est pas peu dire.

M. le président, j'ai une tâche à remplir et je vais la faire avec la modération et le calme que l'on a apporté jusqu'ici dans ce débat.

Comme je l'ai dit, l'honorable chef de l'opposition devait, suivant la coutume, et son droit, répondre au chef du gouvernement. Mais l'esprit de parti qui doit l'abandonner bientôt, qui l'a peut-être abandonné déjà, ne l'a pas empêché de voir l'extrême difficulté de la tâche qu'il avait à remplir. Il a compris avec sa sagacité ordinaire, que l'entreprise était très lourde, et dans son inquiétude, il s'est rappelé qu'il avait à côté de lui un homme très versé dans l'art de la parole et très au courant des moyens de capter son auditoire. L'honorable chef de l'opposition a cru avoir trouvé une bonne inspiration, et de suite il s'est adressé à son collègue. “ Si vous mon brave lieutenant, vous vouliez prendre ma tâche, vous me rendriez un grand service.” Et

l'honorable député de Gaspé s'est hardiment lancé à l'assaut du discours du premier-ministre. Mais ses efforts, quelque habiles qu'ils aient été, n'ont pas réussi à entamer ce discours qui reste comme un chef-d'œuvre de clarté et de logique, et encore moins a-t-il réussi à démolir les résolutions qui sont soumises à la Chambre. Il est vrai que la tâche qu'il avait acceptée était ardue. Il est vrai qu'il n'y a pas dans ces résolutions seulement le travail d'un homme mais de vingt et un ministres au courant de ce qui s'est passé dans le cours des vingt dernières années, et dont un bon nombre ont su acquérir une grande expérience des hommes et des choses de leur temps. Or ces vingt et un ministres jouissant de la confiance de leur province respective, se sont réunis pour délibérer ensemble et ont jeté sur le papier toutes les propositions qu'ils croient nécessaires pour le bien de la Confédération et l'autonomie des provinces. C'est là une œuvre qui se recommande d'elle-même. Aussi s'il ne s'agissait que d'une cause ordinaire, je n'irais pas plus loin, et je la confierais sans crainte au jugement du tribunal, tant elle porte en elle-même tout ce qu'il faut pour rallier tous les esprits. Mais il s'agit d'une question politique et de changements dans la constitution ; il s'agit d'une de ces questions qui se rattachent au gouvernement des peuples et par conséquent qui soulèvent les problèmes les plus considérables et comportent les considérations de l'ordre le plus élevé.

M. le président, nous écrivons une page mémorable entre toutes, de notre histoire parlementaire. Chacun des arguments avancés par l'un des membres du parti adverse doit être réfuté par nous et il ne faut pas, dans l'intérêt même de cette importante discussion, qu'aucun discours de l'opposition reste sans réponse. Il faut défendre les réformes que nous demandons avec toute l'énergie dont nous sommes capables. Si je prends la parole c'est donc plus dans le but d'accomplir un devoir d'un ordre secondaire dans les circons-

tances, que parce que je crois mes remarques nécessaires pour élucider la question et gagner une cause déjà toute jugée par la majorité de cette Chambre, jugement qui sera favorable au travail de la conférence interprovinciale de 1887.

Le mode de critiquer ces résolutions adopté par l'honorable député de Gaspé, m'oblige, pour rendre ma réfutation plus claire, de le suivre dans la voie qu'il m'a tracée. J'aurais cru qu'on se serait limité à un point de vue d'ensemble, à un point de vue général, et qu'on aurait pris les détails de chacune des résolutions en comité seulement. A mon avis il aurait peut-être été préférable de discuter chaque résolution en comité, et ne faire que la discussion générale sur la proposition qui est devant la Chambre. Mais puisqu'il en est autrement, je dois m'y conformer et suivre l'ordre d'argumentation adopté par l'honorable député de Gaspé.

Je ne sais si j'aurai les forces physiques pour accomplir ma tâche jus qu'au bout, dans tous les cas, je vais faire mon possible pour répondre à toutes les objections que l'honorable député a soulevées.

Je demande l'indulgence de la Chambre et j'aime à croire qu'elle ne me sera pas refusée, car on sait avec quel calme je parle généralement. (*Sourires.*)

M. le président, afin de bien faire comprendre l'intention des auteurs de ces résolutions, il importe de lire attentivement quelques-unes des remarques contenues dans le discours d'ouverture prononcé par l'honorable premier ministre. On nous a accusés de vouloir détruire la Confédération, de chercher le renversement du gouvernement fédéral, en coalisant nos forces avec celles des autres provinces. Pour prouver jusqu'à quel point ces accusations sont fausses, permettez-moi, M. le président, de lire l'extrait suivant du discours de l'honorable premier ministre, et l'on

verra avec quel soin on a éloigné toute idée d'hostilité à l'égard des hommes de la politique fédérale :

“ Le gouvernement qui a pris l'initiative de la convocation  
“ qui nous réunit en ce moment, croit qu'il est de son  
“ devoir de déclarer, dès le début, que l'objet de cette  
“ réunion ne doit pas être regardé comme hostile ou anti-  
“ pathique aux autorités fédérales ; cette conférence est  
“ exclusivement destinée à rechercher et à résoudre dans  
“ l'intérêt général de tout le Canada, les difficultés que  
“ l'expérience a pu constater dans les relations entre le  
“ gouvernement général et ceux des provinces.

“ Le gouvernement de Québec tient aux institutions  
“ fédérales : il désire assurer leur existence comme leur bon  
“ fonctionnement, et c'est pour cette raison qu'il vous  
“ demande de l'aider à faire disparaître tout danger de  
“ conflit entre le gouvernement du Canada et les gouverne-  
“ ments provinciaux.”

Plus loin, l'honorable premier ministre revenant sur cette pensée, ajoutait : “ Je ne puis mieux vous prouver l'absence,  
“ dans l'idée qui a présidé à la convocation de cette confé-  
“ rence, de tout sentiment d'hostilité à l'égard du pouvoir  
“ fédéral, qu'en vous rappelant que, suivant à la lettre la  
“ déclaration du chef de l'exécutif de cette province, nous  
“ avons invité spécialement les autorités fédérales à prendre  
“ part à nos délibérations, pour y apporter le concours de  
“ leur expérience comme de leur bonne volonté. Cette  
“ invitation toute amicale n'a pas été acceptée et c'est avec  
“ un bien sincère regret que je me vois obligé de vous infor-  
“ mer de ce refus.”

Est-ce là le langage d'un homme qui veut détruire la Confédération ? Est-ce là la conduite d'un homme qui veut entrer en lutte avec le gouvernement fédéral ? Non, M. le président, et toutes les accusations du monde ne pourront jamais convaincre les hommes de bonne foi, que nous avons

voulu par le moyen de cette conférence, ouvrir une campagne d'hostilité contre l'autorité fédérale, ou même les hommes qui, pour le moment exercent cette autorité.

L'honorable député de Gaspé a formulé une foule d'objections. Il en a tellement faites que j'ai été bien prêt de croire que le travail des vingt-et-un ministres réunis dans cette conférence, ne valait pas grand'chose, et qu'il ne trouverait rien de bon dans ces résolutions. Heureusement qu'il a fini par en trouver une de son goût, au moins la dix-huitième partie de ce travail a échappé à sa critique, et c'est, pour moi, la plus importante, peut-être aussi importante à elle seule que toutes les autres ensemble.

L'honorable député de Gaspé a été plus loin que les journaux qui ont critiqué ces résolutions. Et en passant, comme remarques incidentes, qu'on me permette de dire un mot sur la conduite de la presse en général, relativement à cette question.

Les journaux, ici — je parle des feuilles qui combattent notre politique — ont été plus justes que ceux de mêmes nuances publiés dans les autres provinces.

Quelques-uns de ces journaux ont poussé la critique à un tel point de sévérité et de partisanerie que je ne trouve pas d'expression pour qualifier leur conduite déloyale. Heureusement que leurs calomnies sont restées sans effet, et que le public est demeuré indifférent à l'endroit de leurs reproches, que rien ne justifie.

Cependant, jusqu'ici, je n'avais pas entendu dire que nous voulions saper les bases de la Confédération. Rien ne justifie l'honorable député de Gaspé de nous faire un tel reproche. Aussi je suis bien certain qu'il comprend mieux qu'il ne l'a dit, le sens et la portée de ces résolutions. Je suis obligé de repousser énergiquement cette accusation au nom du gouvernement et au nom de la conférence. Elle

ne s'est pas assemblée pour combattre tel gouvernement, ou pour faire arriver tel parti ou tels hommes au pouvoir. Non, nous avons cherché de bonne foi les meilleurs remèdes aux maux qui résultent de la tendance centralisatrice montrée par le gouvernement fédéral. Prétendre que nous avons voulu saper les bases de la Confédération, et porter atteinte au principe du gouvernement responsable, c'est méconnaître la forme de la convocation de la conférence, forme à laquelle nous attachons la plus haute signification, et tout ce qui s'est passé pendant nos séances. Certaines discussions ont eu lieu qu'il ne serait pas convenable pour moi de mettre devant cette Chambre ; mais le rapport officiel que le gouvernement a fait distribuer, contient assez de renseignements pour faire connaître en substance tout ce qui s'est passé. Nous avons dit ce que nous voulions dire. Nous avons devant cette Chambre, exposé nos vues sur l'utilité de cette révision, mais une fois la conférence assemblée, il fallait dire pourquoi et dans quel esprit ces délégués se réunissaient. C'est ce qu'a fait l'honorable premier ministre. J'ai cité tout à l'heure quelques-unes de ses paroles, et je le demande à tout homme non préjugé, peut-on exposer d'une manière plus claire, plus précise le but de cette réunion, que ne l'a fait l'honorable premier ministre ? Je pourrais citer encore d'autres paroles comme celles que j'ai lues à la Chambre, mais j'en ai dit assez pour convaincre mes honorables collègues que la conférence n'a pas été tenue dans le but de détruire la Confédération, mais plutôt pour travailler à éviter les frictions que l'on a constatées entre le pouvoir central et le pouvoir provincial. Bien loin de vouloir la détruire, nous prétendons avoir travaillé à assurer l'existence de la Confédération.

Nous avons parmi nous des députés qui avaient demandé le rappel de l'acte de confédération en ce qui concerne leur province, cependant ils se sont joints à nous pour améliorer

cette constitution et la rendre acceptable au peuple qu'ils représentent.

L'un des premiers actes de la conférence a été de choisir pour président, l'honorable M. Mowat, l'un des pères de la confédération, et peut-on supposer que M. Mowat serait venu ici dans le but exprès de détruire l'œuvre à laquelle il a concouru en 1864 ? Non, cette supposition est toute gratuite et n'a aucunement sa raison d'être.

M. Grenier, notre distingué greffier du conseil exécutif, a été choisi comme secrétaire de la conférence. Puisque je viens de mentionner le nom de M. Grenier, qu'il me soit permis d'ouvrir une parenthèse, pour lui rendre un hommage bien mérité. M. Grenier est un employé dont la fidélité, le zèle et le dévouement sont hautement appréciés, et certes la marque de confiance dont il a été l'objet dans cette circonstance, prouve en quelle estime nous le tenons.

La conférence s'était à peine régulièrement constituée que, de suite, les délégués de la Nouvelle-Ecosse ont tenu à enregistrer leur protêt. Voici ce qu'ils ont fait inscrire au procès-verbal :

“ Les représentants de la Nouvelle-Ecosse présents à  
“ cette conférence ont exprimé le désir que le document  
“ suivant fût inscrit au procès-verbal des procédures, et la  
“ conférence a consenti à ce que cette inscription fut faite  
“ en conséquence :

“ En vue de l'agitation récente qui s'est produite dans la  
“ province de la Nouvelle-Ecosse, les représentants de cette  
“ province désirent constater dans le procès verbal que, s'ils  
“ se joignent aux représentants des autres provinces pour  
“ aviser des réformes en des matières qui sont d'intérêt  
“ commun, ils le font sans préjudice au droit du gouverne-  
“ ment, de la législature et du peuple de la Nouvelle Eco-se,  
“ d'adopter telle ligne de conduite qui pourra à l'avenir être

“ jugée désirable, dans le but d’obtenir la séparation de cette province du Canada.”

Et à ce propos, qu’on me passe une remarque qui se présente naturellement à l’esprit. Il y a à peine vingt ans que nous sommes en confédération, et je constate avec regret que le système fédératif craque de toutes parts. La Nouvelle-Ecosse mécontente, veut se séparer du Canada. A l’Ouest, nous avons la province du Manitoba qui vient d’échapper à une rébellion qui aurait été mille fois pire que celle qui a éclaté en 1885, dans le Nord-Ouest. Il y a encore d’autres provinces qui demandent des changements et qui ne peuvent vivre plus longtemps sous le régime qui leur est fait dans la Confédération.

En parlant des représentants de la Nouvelle-Ecosse, je saisis avec empressement cette occasion pour rendre un sincère hommage aux talents de l’honorable M. Fielding. Il est un de ces hommes qui, tôt ou tard, seront appelés à gouverner le Canada. Il est un de ces hommes à vues larges, et bien qu’il n’appartienne pas à ma race, je n’en suis pas moins heureux de lui rendre ce témoignage public de l’admiration qu’il a su m’inspirer.

L’honorable M. Fielding, qui ne voulait pas qu’on vint à l’accuser de contradiction, a tenu à mettre son protêt devant la conférence. Néanmoins cette réserve faite, il a concouru avec nous dans toutes les autres résolutions de la conférence. D’où il suit logiquement que si ces résolutions sont adoptées par les autorités compétentes, son objection à la Confédération cessera par là même. Et j’ajoute que c’est là la meilleure preuve que ces résolutions sont dans l’intérêt de la Confédération puisqu’elles sont de nature à faire cesser la cause d’une des agitations les plus dangereuses pour le maintien intact de cet édifice politique.

Je prétends aussi que l’agitation au Manitoba cesserait aussitôt si ces résolutions étaient adoptées. En effet toute la cause



de cette agitation vient de la manière dont on a exercé contre cette province le droit de désaveu, or cette cause n'existera plus le jour où ce droit serait exercé en la manière que nous le suggérons par ces résolutions.

Nous ne demandons donc pas de briser le lien fédératif. Nous voulons simplement que chacun reste dans son rôle, que chacun ait ses droits et ses pouvoirs, et que ces droits et ces pouvoirs soient définis de manière à laisser le moins de doute possible, et à faire disparaître toute ambiguïté. Il n'y a pas non plus d'empiétement d'un pouvoir sur l'autre.

Je sais que la question que nous avons cherché à régler, peut l'être de différentes manières. Il y a des peuples qui ont eu recours à l'épée pour mettre fin à ces conflits. D'autres ont pris la voie des procès sans fin. Le premier mode est désastreux. Le second est d'une longueur désespérante et a pour effet d'arrêter tout progrès, pendant des années et des années. Nous ne voulons plus de ces longs détours, nous ne voulons plus aller plaider devant les tribunaux, ou devant le conseil privé pour obtenir la définition de nos droits et de nos pouvoirs. Nous préférons régler ces questions d'une manière plus rapide. Si je démontre qu'il n'y a rien de dangereux dans ces résolutions pour l'avenir de la Confédération, le mode qu'elles contiennent, n'offrira-t-il pas le meilleur moyen de régler ces difficultés ? Recourir à la législation, n'est-ce pas le système le plus sur et le plus expéditif, d'arriver au but vers lequel nous tendons ? et j'espère, M. le président, pouvoir vous démontrer que ces résolutions tendent à faire le bien de tout le pays.

Je serai assez de bonne foi pour dire que toutes ces résolutions ne nous intéressent pas au même titre. Mais il y avait dans la conférence les représentants de diverses provinces, lesquelles avaient chacune leurs griefs particuliers. Pour en arriver à une entente commune, il fallait de toute nécessité faire la part de chacune d'elles. Il

fallait écouter les plaintes des autres provinces, si nous voulions nous-mêmes, être écoutés à notre tour. L'honorable député de Gaspé a voulu nous rendre responsables de toutes ces résolutions, lors même, qu'il ne voyait pas la nécessité de quelques-unes d'entre-elles. Bien que ce point de vue ne soit pas juste, je vais démontrer qu'il n'y a pas une seule de ces résolutions qui ne tende à faire disparaître les causes de certaines difficultés entre les gouvernements provinciaux et le pouvoir fédéral. Si je prouve que toutes ces résolutions tendent à rétablir l'harmonie entre les provinces et les autorités centrales, j'aurai accompli la tâche que je me suis imposée en prenant la parole.

Avant d'entrer dans le mérite même des résolutions, je dirai que depuis que j'ai l'honneur de siéger dans cette Chambre, nos adversaires nous ont donné un bien singulier spectacle. Chaque fois qu'on leur a demandé une réforme ou le redressement d'un grief, ils ont toujours repoussé nos propositions. C'est ce qu'ils ont fait lorsque nous les avons suppliés de prendre en mains la cause de nos compatriotes du Nord-Ouest. S'ils nous avaient écoutés, on peut présu-mer que la rébellion qui a eu lieu, n'aurait jamais pris les proportions que l'on connaît, et on n'aurait pas aujourd'hui à déplorer la mort de nos braves métis, et de loyaux et fidèles volontaires qui, n'écoulant que la loi du devoir, ont généreusement versé leur sang.

On nous a toujours dit qu'il était dangereux d'amender la constitution. Chaque fois que nous propositions une réforme on nous répondait par un refus, en disant : " Ne touchez pas à la constitution, c'est une chose sacrée."

M. le président, les profonds penseurs nous enseignent que la politique est l'art de gouverner les peuples. Depuis vingt ans et plus, nos adversaires nous ont toujours combattus en invoquant à l'appui de leur cause tout ce que nous avons

réellement de plus sacré, entre autres les nobles sentiments religieux de notre population. Ils ont exploité ces sentiments surtout lorsqu'ils avaient à faire face à des accusations des plus graves au point de vue du bien public. Plus leur position était compromise, plus ils faisaient appel aux préjugés de toutes sortes et cherchaient à nous discréditer aux yeux de nos honnêtes populations. Ce temps-là est passé, Dieu merci. Nous pouvons regarder en face nos adversaires, et ne plus avoir à craindre les conséquences de leurs accusations injustes. Aujourd'hui nous demandons hardiment des réformes et nous irons jusqu'au bout pour en assurer le succès. Nous ne voyons rien dans notre conduite ou dans nos propositions qui soit de nature à porter atteinte à ce que le peuple doit considérer comme sacré. Pour ma part, je ne vois pas d'empiétement sur le pouvoir spirituel, et pourtant nos adversaires parlent de nos demandes comme si elles étaient de nature à nuire aux intérêts de ce pouvoir ! Tout ce que nous voulons c'est maintenir le pouvoir central chez lui, et l'empêcher d'empiéter sur notre autorité. Je crois avoir autant que n'importe qui, les grâces d'état quand il s'agit de décider une question de chemin de fer ou de tout autre intérêt matériel du même ordre. Qu'on ne vienne donc plus nous jeter ces grands mots de principe monarchique à la figure chaque fois que nous voulons améliorer l'administration publique ou faire le bien de la province.

L'honorable député de Gaspé a dit qu'il a toujours été contre tout changement à la constitution. Il e-t pour le moins très étrange d'entendre un homme dire qu'il est contre tout amendement à la constitution quand ce même homme a été l'un des premiers à modifier cette constitution chaque fois que cela pouvait faire l'affaire de ses amis ou de son parti.

J'ai en mains trois lois adoptées par ces messieurs par lesquelles ils ont amendé cette même constitution qu'ils nous montrent comme une chose sacrée à laquelle il ne faut pas

toucher pour aucune raison. On a amendé notre constitution d'abord en ce qui concerne le président du Conseil législatif. En 1882, ces messieurs de l'opposition ont passé une petite loi pour décréter qu'à l'avenir, le président de la Chambre haute serait nommé pour la durée de la Législature. Ainsi on a changé cette constitution en ce qui concerne une Chambre que ces messieurs considèrent comme une institution presque divine, quelque chose de si élevée que les humbles mortels comme nous ne peuvent en approcher que remplis d'une sainte frayeur . . . Pourtant ces messieurs n'ont pas toujours eu les scrupules qu'ils manifestent aujourd'hui et pourquoi, M. le président ? Ah ! parce que cela faisait leur affaire, parce que les petits intérêts de leur parti se trouvaient servis par là même. Voilà la mesure du respect que nos adversaires professent pour cette arche sainte de la constitution.

Mais ce n'est pas le seul cas. A la confédération, les ministres désignés pour la province de Québec étaient les suivants : le procureur général, le secrétaire et registraire de la province, le trésorier de la province, le commissaire des terres de la couronne, le commissaire d'agriculture et des travaux publics, le président du Conseil législatif et le solliciteur général. A-t-on touché à cette partie du pacte fédéral ? Oui, chaque fois qu'on en a eu besoin et les changements sont nombreux. Le premier est celui dont j'ai parlé il y a un instant, et se rapporte au président du Conseil, qui n'est plus ministre et qui est nommé maintenant pour toute la durée de la législature. Ensuite on a aboli la charge de solliciteur général, pour créer un ministre des chemins de fer, puis on a aboli cette dernière charge pour rétablir celle de solliciteur général. Et de nouveau on a supprimé le solliciteur général pour le remplacer par le ministre de l'agriculture et de la colonisation. Au début, le nombre des ministres, d'après la constitution, était de sept, ces messieurs de l'opposition l'ont réduit à six.

Voilà autant d'amendements à la constitution que nos adversaires ont fait approuver. L'exemple a donc été donné par ces messieurs. Ce sont eux qui les premiers ont touché à cette arche sainte, pour me servir de leur langage, et ils ont opéré ces changements sans le moindre scrupule, et comme la chose la plus naturelle du monde.

Mais, M. le président, nos adversaires ont fait adopter un amendement plus important que ceux que j'ai mentionnés. Celui-là a été fait par un homme qui a siégé longtemps parmi nous et dont la parole éloquente m'a charmé plus d'une fois, au point de me faire oublier le temps qui s'enfuyait rapidement. La constitution disait que la durée du parlement serait de quatre ans. Qu'a fait M. Chapleau, qui est encore le chef du parti de nos adversaires ? Ce chef, en qui on a confiance, a modifié la constitution en augmentant la durée de la Législature. Je ne dis pas que ce changement n'est pas préférable à l'ancien état de choses, mais je cite ce fait dans le but de prouver que nos adversaires n'ont pas toujours été d'opinion qu'il ne fallait pas modifier la constitution. Et jamais on les a accusés d'avoir porté une main sacrilège sur cette même constitution. En lisant l'histoire, je trouve d'autres précédents qui tous prouvent que ces messieurs n'ont pas craint de faire servir la constitution à l'avancement de leurs intérêts politiques.

En 1864, le parti conservateur ne pouvant plus gouverner, a d'un seul coup boclé une nouvelle constitution. Ils feraient demain la fédération impériale si cela pouvait les aider dans leur projet de se maintenir au pouvoir.

Cette fédération impériale, dont on parle tant depuis quelques mois, n'est rien autre chose qu'une constitution nouvelle. Cependant ceux qui favorisent ou qui paraissent favoriser ce projet, nous font des reproches de vouloir changer la constitution que nous avons, pour la rendre meilleure et plus acceptable ! Il peut y avoir certaines manières de